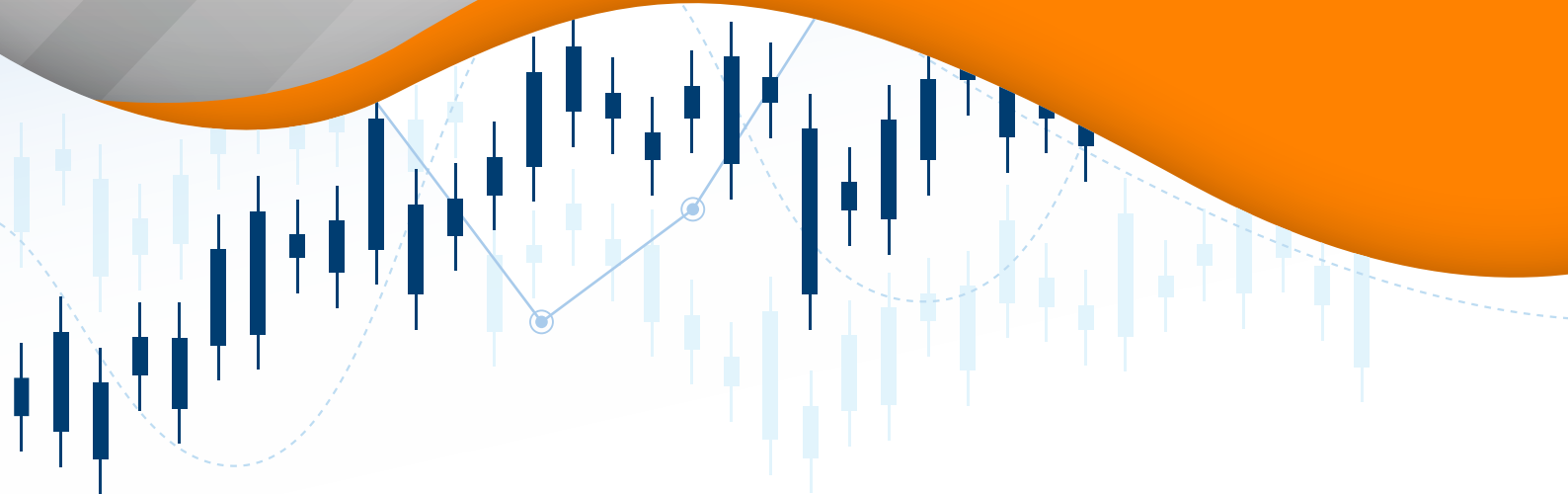




Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

RAPPORT ANNUEL 2023



📍 6 Rue Al Amine ABBASSI Le Belvédère 1002 Tunis
☎ +216 70 013 771 / +216 70 013 760
🌐 www.acm.gov.tn ✉ info@acm.gov.tn



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

RAPPORT ANNUUEL --- 2023

 6 Rue Al Amine ABBASSI Le Belvédère 1002 Tunis

 +216 70 013 771 / +216 70 013 760

 www.acm.gov.tn  info@acm.gov.tn

Conseil d'administration

(Jusqu'au 21 avril 2023)

Le Président

M. Mahmoud Montassar Mansour

Directeur Général de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

Les Membres

M. Ibrahim Ben Ammar

Magistrat de troisième grade

M. Hichem Zouaoui

Conseiller auprès du Tribunal Administratif

Mme Sonia Zoghlami

Représentante du Ministère des Finances

M. Anis Ben Taarit

Représentant du Comité Général des Assurances

M. Mohamed Sadraoui

Représentant de la Banque Centrale de Tunisie

M. Salah Essayel

Représentant du Conseil National de la Comptabilité

M. Ali Ouerghi

Choisi pour son expérience dans le domaine de la microfinance

Commissaire aux comptes

U.A.T
UNION AUDIT TUNISIE اتحاد المراجعة التونسي

Société d'expertise comptable inscrite

au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie

67, Av Alain Savary- Bloc B 4ème étage - 1082 Tunis

Tél : +216.71.78.72.33 – Gsm : 98.30.49.17 - Fax : +216.71.79.61.47 Email : uat@gnet.tn

Conseil d'administration

(A compter du 22 avril 2023)

Le Président

Mme Sonia Zoghliami

Directrice Générale du Financement

Ministère des Finances

Les Membres

Mme Dhouha Ben Nasser

Juge de troisième grade

M. Hichem Zouaoui

Conseiller auprès du Tribunal Administratif

Mme Amel Zaoui

Représentante du Ministère des Finances

M. Anis Ben Taarit

Représentant du Comité Général des Assurances

M. Mohamed Ali Naffouti

Représentant de la Banque Centrale de Tunisie

M. Adnen Lassoued

Représentant du Conseil National de la Comptabilité

M. Ali Ouerghi

Choisi pour son expérience dans le domaine de la microfinance

Direction Générale

M. Mahmoud Montassar Mansour

Directeur Général de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

Commissaire aux comptes

U.A.T
UNION AUDIT TUNISIE اتحاد المراجعة التونسي

Société d'expertise comptable inscrite

au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie

67, Av Alain Savary- Bloc B 4ème étage - 1082 Tunis

Tél : +216.71.78.72.33 – Gsm : 98.30.49.17 - Fax : +216.71.79.61.47 Email : uat@gnet.tn

Sommaire

I. Activités de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance :	8
1)Présentation de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance :	9
2)Réunions du conseil d'administration et principales décisions :	9
2.1.Avis de l'ACM sur les dossiers de demandes d'agréments :	9
2.2.Avis de l'ACM sur les projets de textes réglementaires :	10
2.3.Décisions portant sur l'organisation et le développement du secteur de la microfinance :	10
2.4.Décisions portant sur le contrôle et la supervision des institutions de microfinance :	10
2.5.Décisions portant sur la conclusion de conventions de coopération avec des organismes homologues :	10
2.6.Décisions prises lors des réunions du conseil d'administration de l'ACM réuni en conseil de discipline :	10
2.7.Décisions portant sur l'organisation et le développement du secteur du « Crowdfunding » :	10
3)Rôle de l'ACM comme vecteur de développement de l'infrastructure du secteur de la microfinance :	11
3.1.Centrale des Risques de la Microfinance :	11
3.2.Directives pour le calcul du taux annuel effectif global (TEG) des microfinancements accordés par les institutions de microfinance (IMF) :	12
3.3.Evaluation des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme dans le secteur de la microfinance en Tunisie :	12
3.4.Publication du Baromètre de la microfinance :	13
3.5.Traitement des réclamations émanant des clients des institutions de microfinance :	13
3.6.Supervision des institutions de microfinance :	13
a) Reporting des IMF et contrôle sur pièces :	13
b) Missions de contrôle sur place :	14
4)Participation d'un expert de l'ACM en tant que membre, aux réunions de la Commission Tunisienne des Analyses Financières (CTAF) :	15
5)Participation de l'ACM en tant que membre aux réunions de l'Observatoire de l'inclusion financière (OIF) :	15
6)Participation de l'ACM aux évènements organisés à l'échelle nationale ou internationale :	15

6.1 Participation de l'ACM à un webinaire en ligne sur les contrats d'assurance dans le domaine du « Crowdfunding » :	15
6.2 Animation de six ateliers de sensibilisation sur la protection de la clientèle des institutions de microfinance :	15
6.3 Participation de l'ACM à un workshop portant sur les procédures de supervision des plateformes de « Crowdfunding »:.....	16
6.4 Participation de l'ACM à une journée de sensibilisation sur le dispositif national des sanctions financières ciblées :	16
6.5 Participation de l'ACM à la série de webinaires sur la "Microfinance durable dans la région MENA" :	16
6.6 Participation de l'ACM à un atelier de clôture du projet « Education financière sur les services financiers digitaux en Tunisie » :	17
6.7 Participation de l'ACM au Forum Arabe ayant pour thématique « Les télécommunications et les solutions financières numériques et la promotion de l'Inclusion financière ».....	17
6.8 Participation de l'ACM à un atelier de travail portant sur l'amélioration de l'accès au financement des TPME :	17
6.9 Participation de l'ACM au premier Forum National du Crowdfunding en Tunisie :	17
6.10 Participation de l'ACM à un atelier de restitution du diagnostic de la Gestion de la Performance Sociale et Environnementale (GPSE) des IMF en Tunisie :	17
6.11.Participation de l'ACM aux travaux de la Commission chargée de l'élaboration des textes d'application du projet de loi sur la promotion de l'inclusion financière :	18
6.12 Participation de l'ACM aux ateliers de sensibilisation sur le « Crowdfunding » :	18
6.13 Participation de l'ACM à la Semaine Africaine de la Microfinance (SAM) :	18
7) Développement organisationnel et des ressources humaines à l'ACM :	18
7.1 Formation portant sur « La supervision des services financiers numériques » :	18
7.2 Formation sur la gestion de la performance sociale des IMF :	19
7.3 Formation sur l'inclusion financière responsable :	19
7.4 Formation sur les indicateurs de suivi de l'inclusion assurancielle :	19
7.5 Formation sur la réglementation et le contrôle de l'assurance inclusive :	19
7.6 Formation sur la supervision axée sur le risque « Risk based banking supervision » :	20
7.7 Formation régionale sur les services financiers numériques et leurs rôles dans la promotion du financement des MPME, des jeunes et des femmes :	20
7.8 Formation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme :	20
7.9 Formation en ligne pour l'obtention du Certificat d'Expert en Microfinance :	20
7.10 Formation en ligne pour l'obtention du Certificat d'Expert en Finance Numérique:.....	20
7.11 Formation en ligne pour l'obtention du Certificat d'Expert en Politique d'inclusion financière:.....	21
7.12 Voyage d'étude en Jordanie portant sur le thème de l'inclusion financière et la finance digitale:.....	21

II. État des lieux du secteur de la microfinance en Tunisie :.....22

1) Évolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011 :.....23

2) Données sur le secteur de la microfinance en Tunisie durant l'année 2023 :

2.1. Évolution des microfinancements accordés :	25
a) Période (2021 – 2023):	25
b) Période (2011 – 2023):	26
2.2.Répartition des microfinancements accordés par région :	27
2.3.Répartition des microfinancements accordés par secteur d'activité :	27
2.4.Répartition des microfinancements accordés par genre :	28
2.5.Répartition microfinancements accordés par type de projet :	29
2.6.Microfinancement moyen :	30
2.7.Évolution de l'encours des microfinancements :	31
a) Encours par catégorie d'IMF :	31
b) Encours moyen par microfinancement actif des IMF SA :	31
2.8. Portefeuille à risque 30 jours (PAR 30) des IMF SA:	32
a) Période (2021 – 2023):	32
b) Durant l'année 2023 :	33
2.9. Taux des créances radiées des IMF SA durant la période (2021– 2023) :	34
2.10.Taux Effectif Global moyen pondéré des IMF SA :	35
2.11.Données sur l'inclusion financière :	37
2.12.Données financières sur les IMF SA :	37
a) Principales données bilanciellles et de l'état de résultat :	37
b) Indicateurs financiers des IMF SA :	38
c) Ratio de solvabilité des IMF SA :	39
2.13. IMF-SA : Données non financières :	39

Mot du Directeur Général

Au cours de l'année 2023, le secteur de la microfinance a repris son rythme de croissance habituel d'avant 2022, aussi bien en nombre qu'en montant des microfinancements accordés, qui ont enregistré des taux d'augmentation respectifs de 11,4 % et 20,6 % contre 1,9 % et 4,4 % une année auparavant.

L'encours du secteur est passé de 1916,4 millions TND à 2 211, 3 millions TND, enregistrant ainsi, un taux de croissance de 15.4 % contre 9,1% en 2022. Cet encours, est détenu à concurrence de 86,4 % par les IMF SA contre 13,6 % pour les AMC.

Au terme de l'année 2023, le PAR 30 sans intégration des microfinancements radiés des IMF SA et leur PAR 30 avec intégration des microfinancements radiés, se sont établis respectivement à 2,51 % et 4,44 % contre 3,33% et 5,11 % au 31 décembre 2022.

Le 12 avril 2023, l'ACM a publié sa note n°40 à destination des IMF, ayant pour objet « **Définition et modalités de calcul du taux annuel effectif global (TEG) des microfinancements accordés par les institutions de microfinance (IMF) ».**

Revêtant incontestablement une importance cruciale pour tout le secteur de la microfinance, l'ACM vise par cette nouvelle note principalement à :

- Mieux standardiser la méthode de calcul du taux annuel effectif global (TEG) dans le secteur de la microfinance,
- Faire de ce taux une référence clef pour toute opération de tarification ou d'ajustement tarifaire
- Permettre aux IMF d'asseoir une politique de tarification plus transparente à l'égard de leur clientèle en lui communiquant à travers un taux annuel effectif global calculé conformément aux meilleures pratiques internationales, le coût réel de tout microfinancement.

Avec l'entrée en vigueur de cette nouvelle note, le TEG en microfinance s'est nettement distingué par rapport au TEG bancaire, par deux éléments spécifiques essentiels :

- Le TEG d'un microfinancement est un taux annuel, équivalent au taux de la période calculé à terme échu et exprimé en pourcentage avec deux décimales.

$$\text{TEG} = (1 + t)^N - 1$$

TEG : taux annuel effectif global

t : taux de la période

N : nombre de périodes de remboursement durant une année

- Dans le cas où l'IMF subordonne l'octroi d'un microfinancement à la souscription par le client d'une assurance (décès et/ou invalidité), la prime supportée par ce dernier et perçue par l'IMF en qualité d'intermédiaire d'assurance, doit être prise en compte dans le calcul du TEG.

Par ailleurs, dans le cadre de l'exercice des attributions qui lui ont été conférées par la loi n°2020-37 du 6 août 2020 relative au «Crowdfunding», et après la publication de sa première note le 29 décembre de l'année 2022, par laquelle elle a fixé la liste des pièces constituant le dossier de la demande d'agrément pour l'exercice de l'activité de «Crowdfunding» en dons et libéralités et les éléments que doit comprendre le plan d'affaires, l'ACM a publié en date du 28 décembre 2023 sa deuxième note relative à la fixation du contenu, de la périodicité et des modalités de transmission des états, rapports et statistiques que les sociétés prestataires en «Crowdfunding» en dons et libéralités sont tenues de lui communiquer.

Directeur Général
Mahmoud Montassar Mansour

I - Activités de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير



1. Présentation de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance:

Créée par l'article 43 du décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, **l'Autorité de Contrôle de la Microfinance** est un comité indépendant, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière ; ce qui garantit sa neutralité et lui confère les prérogatives d'une autorité publique lui permettant d'assurer son rôle de superviseur du secteur de la microfinance. Les modalités de fonctionnement de l'ACM sont fixées par le décret n°2012-2128 du 28 septembre 2012.

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance est chargée principalement de :

- Instruire les dossiers d'agrément des institutions de microfinance et d'émettre un avis à leurs propos,
- Contrôler, sur pièces et sur place, les institutions de microfinance, leurs unions et les associations qui ont procédé à la filialisation de leur activité.
- Mettre en place un système de centralisation des risques du secteur et de les communiquer aux institutions de microfinance à leur demande. Elle peut à cette fin demander aux institutions de microfinance de lui fournir toutes les statistiques et informations lui permettant de suivre le développement de leurs activités. Elle peut également conclure des contrats de partenariat avec des autorités de contrôle similaires pour l'échange d'informations.
- Prononcer des pénalités et/ou des sanctions administratives, à l'exception du retrait d'agrément, en cas de violation des dispositions du décret-loi n°2011-117 précité et de ses textes d'application.
- Proposer, avec justification, au ministre des finances le retrait de l'agrément des institutions de microfinance et de leurs unions.
- Émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance est dotée d'un conseil d'administration et d'une direction générale qui se compose d'un directeur

général et des structures administratives et techniques.

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance s'est vu confier de nouvelles attributions, suite à la promulgation de la loi n°2020-37 du 6 août 2020 relative au « Crowdfunding », notamment :

- Accorder un agrément pour l'exercice de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités conformément aux conditions fixées par le décret n°2022-767 du 19 octobre 2022 portant organisation de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités.
- Contrôler sur pièces et sur place les sociétés prestataires en « Crowdfunding » en dons et libéralités dans le but de s'assurer de la conformité de leur activité aux dispositions de la loi et ses textes d'application ainsi qu'aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
- Procéder au retrait de l'agrément pour l'exercice de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralité en cas notamment d'incapacité du titulaire de l'agrément à continuer à répondre aux conditions sur la base desquelles l'agrément a été accordé ou en cas de son non-respect de la législation ou la réglementation en vigueur.

2. Réunions du conseil d'administration et principales décisions :

Durant l'année 2023, le conseil d'administration de l'ACM s'est réuni neuf (9) fois dont 3 fois en conseil de discipline et a pris les principales décisions suivantes :

2.1. Avis de l'ACM sur les dossiers de demandes d'agréments :

- Émission d'avis concernant des demandes d'ouverture de treize (13) nouvelles agences d'institutions de microfinance.
- Le conseil d'administration de l'ACM a suivi de très près l'état d'avancement de l'instruction des douze demandes d'agrément pour l'exercice de l'activité d'une institution de microfinance par des associations régionales.

2.2. Avis de l'ACM sur les projets de textes réglementaires :

- Projet d'un décret modifiant le décret gouvernemental n°2017-93 du 19 janvier 2017 portant prorogation du délai accordé aux associations des microcrédits pour se conformer au décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, tel que modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014.

2.3. Décisions portant sur l'organisation et le développement du secteur de la microfinance :

- Approbation de la note n°40 relative à la définition et aux modalités de calcul du taux annuel effectif global (TEG) des microfinancements accordés par les institutions de microfinance (IMF).

Cette note a été publiée sur le site de l'ACM en date du 12 avril 2023.

2.4. Décisions portant sur le contrôle et la supervision des institutions de microfinance :

- Examen du rapport de la mission de contrôle sur place réalisée auprès d'une IMF SA portant sur la politique de tarification adoptée et les risques de gouvernance qui la menacent.
- Emission d'un avis sur les mesures à entreprendre par l'ACM concernant l'infraction commise par une IMF SA qui n'a pas respecté les normes prudentielles de gestion notamment celle liée aux ratios réglementaires de solvabilité avant de soumettre son dossier au conseil de discipline.
- Suivi de l'exécution des injonctions adressées aux IMF SA dans le cadre des missions de contrôle sur place dont elles ont fait l'objet.
- Suivi de l'évolution du secteur de la microfinance notamment à travers le suivi du taux effectif global moyen des microfinancements accordés par les IMF SA.

- Planification des missions de contrôle sur place pour l'année 2024.

2.5. Décisions portant sur la conclusion de conventions de coopération avec des organismes homologues :

- Signature d'une convention de coopération et d'échange d'informations entre l'Autorité de Contrôle de la Microfinance (ACM) et l'Observatoire de l'Inclusion Financière (OIF) en date du 14 décembre 2023.

2.6. Décisions prises lors des réunions du conseil d'administration de l'ACM réuni en conseil de discipline :

- En 2023, le conseil d'administration de l'ACM s'est réuni trois (3) fois en conseil de discipline et a pris notamment les décisions suivantes :
- Infliger des sanctions pécuniaires aux IMF SA contrevenantes aux dispositions du décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance d'un montant total égal à 929 850 dinars payable au profit du trésor public tunisien. Les infractions constatées par l'ACM dans ce cadre se résument principalement comme suit :
 - Non-respect des normes prudentielles de gestion.
 - Ouverture d'une agence sans l'obtention d'une autorisation préalable du Ministre des finances.
 - Retard enregistré dans (i) la transmission à l'ACM des états financiers annuels certifiés par le commissaire aux comptes et les éléments de reporting périodiques (ii) des déclarations mensuelles à la Centrale des Risques de la Microfinance.

2.7. Décisions portant sur l'organisation et le développement du secteur du « Crowdfunding » :

- Approbation de la note CF n° 2 relative à la fixation du contenu, de la périodicité et des modalités de transmission des états, rapports et statistiques à communiquer par les sociétés prestataires en « Crowdfunding »

en dons et libéralités à l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.

Cette note a été publiée sur le site web de l'ACM en date du 28 décembre 2023.

3. Rôle de l'ACM comme vecteur de développement de l'infrastructure du secteur de la microfinance

3.1. Centrale des Risques de la Microfinance :

Les membres du comité de pilotage du projet de la mise en œuvre de la Centrale des Risques de la Microfinance (CRM) ont signé, en date du 25 octobre 2023, un procès-verbal de réception définitive sans réserve du lot n°5 dudit projet.

Il importe de rappeler que ce lot comprend les six sous lots suivants :

- Sous-lot n°1 : Administration et pilotage de la CRM

- Sous-lot n°2 : Gestion des contrats de microfinancements.
- Sous-lot n°3 : Gestion du référentiel de la CRM.
- Sous-lot n°4 : Amélioration du web services pour les IMF.
- Sous-lot n°5 : Digitalisation des transactions des institutions de microfinance.
- Sous-lot n°6 : Paramétrages complémentaires.

L'ACM suit en permanence le nombre des consultations de la CRM réalisées par les utilisateurs habilités, et contrôle la qualité des déclarations, le traitement et l'exploitation des données relatives aux clients des IMF et aux microfinancements. Le tableau ci-après comprend un ensemble d'indicateurs de suivi pour la période allant du premier janvier au 31 décembre 2023 :

	31-mars-23	30-juin-23	30-sept-23	31-déc-23
Nombre d'utilisateurs	1561	1638	1759	1858
Nombre de consultations (Cumul)	7 951 700	8 339 958	8 696 980	9 059 959
Nombre de consultations (Période)	392 111	388 258	357 022	362 979
Nombre de contrats déclarés (Cumul)	3 101 924	3 222 293	3 355 836	3 462 736
Nombre de contrats déclarés (période)	124 989	120 369	133 543	106 900
INDICATEURS				
Nombre de consultations par utilisateur	5 094	5 092	4 944	4 876
CONSULTATIONS PAR CONTRAT				
En nombre	2,563	2,588	2,592	2,616
En pourcentage	256,35%	258,82%	259,16%	261,64%

L'ACM a mis à la disposition des IMF l'adresse électronique suivante : **reclamation_crm@acm.gov.tn** afin qu'elles puissent envoyer leurs réclamations en relation avec la CRM, qu'elles soient d'ordre technique ou relatives au métier.

Durant l'année 2023, l'ACM a procédé au traitement de **3 806** réclamations émanant des IMF. Lesdites réclamations sont réparties comme suit

Objet de la réclamation	Nombre de réclamations traitées
Date de naissance incorrecte	3 007
Nom, prénom et date de naissance incorrects	685
Nom ou prénom incorrect	114
Total	3 806

3.2. Directives pour le calcul du taux annuel effectif global (TEG) des microfinancements accordés par les institutions de microfinance (IMF) :

Dans le cadre des missions de contrôle sur pièces et sur place menées par ses contrôleurs, l'ACM a constaté des divergences entre les IMF SA dans la méthodologie de calcul du TEG. Pour mettre fin à ces divergences, l'ACM a publié en date du 12 avril 2023 sa note n°40 par laquelle elle vise de :

- Mieux standardiser la méthode de calcul du taux annuel effectif global (TEG) dans le secteur de la microfinance,
- Faire de ce taux une référence clef pour toute opération de tarification ou d'ajustement tarifaire,
- Permettre aux IMF d'asseoir une politique de tarification plus transparente à l'égard de leur clientèle en lui communiquant à travers un taux annuel effectif global calculé conformément aux meilleures pratiques internationales, le coût réel de tout microfinancement.

Au niveau des modalités de calcul du taux annuel effectif global (TEG) des microfinancements accordés par les IMF, il a été consacré ce qui suit :

- Le taux annuel effectif global (TEG) d'un microfinancement est un taux annuel, **équivalent** au taux de la période calculé à terme échu et exprimé en pourcentage avec deux décimales.
- Le taux de période est calculé actuariellement, à partir d'une période unitaire correspondant à la périodicité des versements à effectuer par l'emprunteur. Il assure, selon la **méthode des intérêts composés**, l'égalité entre d'une part, **les sommes prêtées**, et d'autre part, **tous les versements dus par l'emprunteur au titre de ce microfinancement, en capital, intérêts ou marges, frais, commissions ou rémunérations de toute nature directs ou indirects**, intervenus dans l'octroi du microfinancement, ces éléments étant,

le cas échéant, estimés. Le taux de période est obtenu par application de la formule suivante :

$$D - C - PA = \sum_{p=1}^n \frac{R_p}{(1+t)^p}$$

D : montant du microfinancement

C : total des commissions, frais et rémunérations prélevés par l'IMF lors du déblocage.

PA : prime d'assurance (décès et/ou invalidité) supportée par le client et perçue lors du déblocage par l'IMF en qualité d'intermédiaire d'assurance

R_p : montant à rembourser à chaque échéance y compris les commissions, frais et rémunérations prélevées par l'IMF.

p : périodicité du remboursement

t : taux de la période

n : nombre des périodes de remboursement.

- Lorsque les versements sont effectués à une fréquence autre qu'annuelle, le taux annuel effectif global (TEG) est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$TEG = (1+t)^N - 1$$

TEG : taux annuel effectif global

t : taux de la période

N : nombre des périodes de remboursement durant une année.

Plusieurs exemples de calcul du taux annuel effectif global (TEG) ont été présentés en annexe de ladite note.

3.3. Evaluation des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme dans le secteur de la microfinance en Tunisie :

En 2023, l'ACM a finalisé son rapport d'évaluation des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme auxquels est exposé le secteur de la microfinance.

A travers cette évaluation sectorielle des risques, l'ACM cherche à identifier au mieux les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme auxquels est exposé le secteur de la microfinance afin d'appliquer une approche fondée sur les risques pour s'assurer que les mesures de prévention et d'atténuation des risques de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme sont les plus appropriées quant aux risques identifiés.

Pour conduire l'exercice d'évaluation des risques, l'ACM s'est servi d'un outil qui lui a été mis à disposition par la Banque Mondiale en adoptant une méthodologie permettant de combiner directement l'analyse et l'évaluation des menaces et des vulnérabilités de BC/FT.

Le rapport dans sa version draft, a été partagé pour avis avec toutes les parties prenantes dont notamment les IMF.

3.4. Publication du Baromètre de la microfinance :

Le baromètre de la microfinance de l'ACM a pour objectif principal de présenter le secteur de la microfinance à travers des indicateurs clés reflétant son importance dans l'accès des populations défavorisées aux services financiers. Quatre numéros ont été édités durant l'année 2023 (mars, juin, septembre et décembre).

3.5. Traitement des réclamations émanant des clients des institutions de microfinance :

Durant l'année 2023, l'ACM a reçu 45 réclamations, émanant des clients des institutions de microfinance faisant état de problèmes rencontrés avec celles-ci. L'ACM est intervenue pour résoudre les différends en :

- Adressant des correspondances officielles aux IMF concernées pour leur demander des explications au sujet de chaque requête ;
- Effectuant les investigations nécessaires;
- Préconisant des solutions équitables ;
- Informant les requérants du sort final de leurs requêtes.

Le traitement des réclamations a permis à l'ACM de détecter certains dépassements commis par quelques IMF. Dans ce cadre, l'ACM a dû intervenir avec fermeté en obligeant les IMF contrevenantes à réparer tout préjudice qu'elles ont causé à chaque client concerné.

3.6. Supervision des institutions de microfinance:

a) Reporting des IMF et contrôle sur pièces

- **Institution de microfinance sous forme de Société Anonyme**

Au cours de l'année 2023, les contrôleurs de l'ACM ont procédé au contrôle des différents rapports et états périodiques reçus des IMF conformément à l'arrêté du ministre des finances du 23 décembre 2016, fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance.

- **Institution de microfinance sous forme Associative**

Dans le cadre des missions de contrôle sur pièces des Associations de Microcrédits (AMC) qui ne se sont pas conformées aux dispositions du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, les contrôleurs de l'ACM ont poursuivi, durant l'année 2023, les opérations d'examen des états financiers et des rapports des commissaires aux comptes au titre des années 2021 et 2022 parvenus à l'ACM jusqu'au 20 novembre 2023.

A cette date, 61 associations de microcrédits dont 98% sont actives et ont envoyé à l'ACM leurs états financiers et/ou leurs rapports des commissaires aux comptes au titre de l'année 2021, tandis que 218 associations ne l'ont pas envoyé encore dont 141 seulement sont actives. Quant aux états financiers et rapports des commissaires aux comptes relatifs à l'année 2022, uniquement, 35 associations ont envoyé leurs reporting à l'ACM, alors que 244 associations ne l'ont pas envoyé au titre de la même année.

Ainsi, au 20 novembre 2023, le pourcentage des associations actives n'ayant pas envoyés à l'ACM leurs états financiers et/ou leurs rapports des commissaires aux comptes au titre de

l'année 2021 s'est établi à 70,5% contre 82,4% au titre de l'année 2022.

Le contrôle sur pièces des différents états financiers et rapports dont notamment les rapports des commissaires aux comptes, a permis aux contrôleurs de l'ACM de relever des défaillances au niveau de la gestion des AMC dont notamment :

- Le non-envoi à l'ACM par certaines AMC des rapports des commissaires aux comptes et des états financiers ;
- L'enregistrement de plusieurs insuffisances au niveau du portefeuille des microfinancements dont :
 - Le non-respect des normes comptables relatives à la microfinance notamment en ce qui concerne la comptabilisation du portefeuille de microcrédit, la constatation des provision et l'enregistrement des revenus.
 - L'enregistrement d'écarts non justifiés entre le montant des financements accordés par la BTS et celui des microcrédits accordés aux clients.
- L'exploitation par les associations d'une application informatique non liée automatiquement à la BTS ne permettant pas d'extraire des données et des indicateurs pertinents ;
- L'enregistrement d'écarts entre le solde comptable et les extraits bancaires ;
- Le non-respect de la réglementation en vigueur en matière des cotisations sociales et des impôts ;
- La non désignation d'un commissaire aux comptes inscrits au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie par certaines associations ayant un total du bilan qui excède un million de dinars ;
- Des insuffisances se rapportant au contenu et à la présentation des états financiers ;
- La non couverture de tous les éléments d'actif et de passif par l'inventaire physique ;

- L'absence de mise à la disposition des commissaires aux comptes des moyens permettant la vérification des données indiquées au niveau du rapport du comité directeur.

Des insuffisances au niveau du contenu des rapports élaborés par certains commissaires aux comptes ont été aussi soulevées dont notamment :

- Absence d'observations faisant état de la non-conformité des associations de microcrédits aux dispositions du décret -loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisations de l'activité des institutions de microfinance.
- Absence d'observations concernant l'application par certaines AMC, des anciennes normes comptables n° 32, 33 et 34, relatives aux associations de microcrédits, approuvées par l'arrêté du ministre des finances du 22 novembre 2001, alors qu'elles ont été abrogées par l'arrêté du ministre des finances du 27 mars 2018.
- La certification des états financiers sans respecter scrupuleusement l'arrêté du ministre de l'économie et des finances du 17 novembre 2014, relatif à la fixation des modalités de l'audit externe des comptes des institutions de microfinance, et tout particulièrement les dispositions de ses articles 12 et 17.

b) Missions de contrôle sur place

Au cours de l'année 2023, et dans le cadre de l'exercice du mandat dévolu à l'ACM par la réglementation en vigueur, des équipes de contrôleurs ont été désignées et chargées par le directeur général pour réaliser huit missions de contrôle sur place auprès des IMF SA. Ces missions ont porté notamment sur :

- ✓ La vérification du calcul du TEG annuel au niveau de chacune des sept IMF SA,
- ✓ La politique de tarification adoptée par une IMF SA et les risques de gouvernance auxquels elle fait face.

4. Participation d'un expert de l'ACM en tant que membre, aux réunions de la Commission Tunisienne des Analyses Financières (CTAF) :

Conformément à l'article 119 de la loi organique n° 2015-26 du 7 août 2015, relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2019-9 du 23 janvier 2019, un expert représentant l'Autorité de Contrôle de la Microfinance siège en tant que membre à la Commission Tunisienne des Analyses Financières (CTAF).

En 2023, l'expert représentant l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a pris part aux différentes réunions de la Commission Tunisienne des Analyses Financières.

D'un autre côté, un cadre représentant l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a pris part à toutes les réunions du comité d'orientation de la CTAF.

5. Participation de l'ACM en tant que membre aux réunions de l'Observatoire de l'inclusion financière (OIF) :

Conformément à la loi n° 2016-35 du 25 avril 2016, portant fixation du statut de la Banque Centrale de Tunisie et au décret gouvernemental n° 2017-1259 du 17 novembre 2017, fixant la composition et les règles d'organisation et de fonctionnement de l'observatoire de l'inclusion financière ainsi que la liste des institutions et administrations concernées par son intervention, le directeur général de l'ACM siège en tant que membre au conseil d'administration de l'OIF.

En 2023, le directeur général de l'ACM, a participé à la troisième réunion du conseil de l'observatoire qui s'est tenue le 14 décembre 2023 et qui a été consacrée principalement aux points suivants :

- Examen du rapport d'activité de l'OIF au titre de l'année 2023 et de son programme d'activité pour l'année 2024,
- Présentation des chiffres clés de l'activité de la médiation bancaire au cours de la période (2012-2022)
- Présentation du Programme National de l'Education Financière PNEF (2023-2027).

6. Participation de l'ACM aux événements organisés à l'échelle nationale ou internationale :

6.1. Participation de l'ACM à un webinaire en ligne sur les contrats d'assurance dans le domaine du « Crowdfunding » :

Deux cadres de l'ACM ont pris part au webinaire tenu en ligne en date du 20 janvier 2023, organisé par Financial Services Volunteer Corps (FSVC), animé par un expert allemand dans le domaine du « Crowdfunding » et auquel ont participé des représentants de la Banque Centrale de Tunisie (BCT) et du Conseil du Marché Financier (CMF).

Le webinaire a été consacré aux échanges autour du contrat d'assurance, objet de l'article 44 de la loi n° 2020-37 du 6 août 2020 relative au « Crowdfunding » et les risques à couvrir, outre la présentation des expériences internationales dans le domaine de l'assurance liée à cette activité.

6.2. Animation de six ateliers de sensibilisation sur la protection de la clientèle des institutions de microfinance :

Dans le cadre du projet « Appui à l'inclusion financière en Tunisie » et du programme national d'éducation financière, des sessions de formation ont été organisées par l'Observatoire de l'Inclusion Financière (OIF) en collaboration avec l'organisation luxembourgeoise Appui au Développement Autonome (ADA), au profit des représentants régionaux de l'Organisation de Défense des Consommateurs (ODC) dans les différentes régions tunisiennes.

Ces formations visent à mettre en place les conditions propices pour une meilleure sensibilisation et protection des consommateurs des services financiers. A cet effet, deux représentants de l'ACM ont animé les six ateliers de formation organisés au profit des représentants des différents bureaux régionaux de l'ODC.

6.3. Participation de l'ACM à un workshop portant sur les procédures de supervision des plateformes de « Crowdfunding » :

Deux cadres de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance ont pris part au workshop organisé par Financial Services Volunteer Corps (FSVC) en date du 10 mai 2023 à Tunis, et ce dans le cadre du programme de renforcement des capacités des autorités de régulation tunisiennes en matière de «Crowdfunding».

Ce workshop, a été animé par deux experts internationaux, a réuni les représentants de la Banque Centrale de Tunisie et du Conseil du Marché Financier (CMF) et a permis de présenter les meilleures pratiques internationales aux Etats Unis et au Royaume Uni en matière de supervision des plateformes de «Crowdfunding».

En marge de ce workshop, une rencontre avec des créateurs potentiels de plateformes de «Crowdfunding» a eu lieu et a permis d'apporter des éclaircissements quant aux questions liées à l'octroi de l'agrément notamment le contenu de la note de l'ACM n°1 du 29 décembre 2022 relative à la liste des pièces constituant le dossier de la demande d'agrément pour l'exercice de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités et les éléments que doit comprendre le plan d'affaires.

6.4. Participation de l'ACM à une journée de sensibilisation sur le dispositif national des sanctions financières ciblées :

Le directeur général et un cadre de l'ACM ont participé, en date du 11 mai 2023, à une journée de sensibilisation, organisée par la Commission Nationale de Lutte contre le Terrorisme (CNLCT), avec l'appui de la GIZ en Tunisie et en collaboration avec la Commission Tunisienne des Analyses Financières (CTAF). Cette journée a été organisée au profit des cadres et responsables des institutions de microfinance et s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités des structures impliquées dans la lutte contre le terrorisme et la prévention de son financement afin de renforcer l'efficacité du dispositif national des sanctions financières ciblées.

6.5. Participation de l'ACM à la série de webinaires sur la "Microfinance durable dans la région MENA" :

Représentée par son directeur général et douze cadres, l'ACM a pris part à la série de webinaires sur la «Microfinance durable dans la région MENA», organisée par HEDERA Sustainable Solutions et les acteurs locaux de la microfinance dans la région MENA et financée par la Facilité d'Assistance Technique (FAT) du Fonds SANAD pour les MPME.

Cette initiative vise à encourager la discussion sur les tendances, les défis et les stratégies pour faire avancer la microfinance durable dans la région MENA.

Les pays concernés ainsi que le calendrier des sessions se présentent comme suit :

- 6 septembre 2023 : La finance durable au Yémen en collaboration avec le réseau de microfinance du Yémen ,
- 13 septembre 2023 : La finance durable en Tunisie en collaboration avec l'Autorité de Contrôle de la Microfinance,
- 20 septembre 2023 : La finance durable en Jordanie en collaboration avec le réseau jordanien de microfinance "TANMEYAH" ,
- 27 septembre 2023 : La finance durable en Palestine en collaboration avec l'Union palestinienne des petites institutions de microfinance «Sharaka», (reportée à une date ultérieure en raison de la guerre à Gaza),
- 4 octobre 2023 : La finance durable en Égypte en collaboration avec le réseau de microfinance des pays arabes "SANABEL",
- 11 octobre 2023 : La finance durable au Maroc en collaboration avec le centre Mohamed VI de soutien à la microfinance solidaire,
- 18 octobre 2023 : La finance durable au Liban en collaboration avec l'association libanaise de Microfinance (reportée à une date ultérieure en raison de la guerre à Gaza).

6.6. Participation de l'ACM à un atelier de clôture du projet « Education financière sur les services financiers digitaux en Tunisie » :

En date du 29 septembre 2023, deux cadres de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance ont participé à un atelier de clôture du projet «Education financière sur les services financiers digitaux en Tunisie» organisé dans le cadre du Programme «Inclusion Financière en Tunisie» organisé par la GIZ en collaboration avec le Ministère des Finances. Ce projet est piloté par l'Observatoire d'Inclusion Financière (OIF) et mis en œuvre par le Centre de la femme Arabe pour la formation et la recherche (CAWTAR). Lors de cet événement, plusieurs présentations ont été réalisées notamment :

- La politique de l'OIF en matière de développement de l'éducation financière
- Le projet « Education financière sur les Services Financiers Digitaux en Tunisie »
- La plateforme d'autoapprentissage en ligne : www.atif.tn

6.7. Participation de l'ACM au Forum Arabe ayant pour thématique « Les télécommunications et les solutions financières numériques et la promotion de l'Inclusion financière »

Le Directeur Général et un autre cadre de l'ACM ont pris part au forum arabe qui s'est tenu en dates des 11 et 12 octobre 2023 à Tunis, portant sur « Les télécommunications et les solutions financières numériques et la promotion de l'Inclusion financière », organisé par l'Organisation Arabe du Développement Administratif et le programme du golfe arabe pour les organisations de développement des Nations Unies (AGFUND).

L'intervention du Directeur Général de l'ACM lors de la deuxième session tenue le 12 octobre 2023, a porté sur le rôle de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance dans le développement du secteur de la microfinance et la promotion de l'inclusion financière en Tunisie via l'exploitation des meilleures solutions digitales.

6.8. Participation de l'ACM à un atelier de travail portant sur l'amélioration de l'accès au financement des TPME :

Dans le cadre du « Programme d'appui pour l'amélioration de l'accès au financement des TPME (MSMEs 2.0) » financé par le Groupe de la Banque Mondiale et mené par le cabinet PwC, deux cadres de l'ACM ont participé aux travaux de l'atelier de travail organisé en date du 19 octobre 2023 à Tunis, portant sur la présentation de la feuille de route pour l'amélioration de l'accès au financement des TPME.

6.9. Participation de l'ACM au premier Forum National du Crowdfunding en Tunisie :

Une équipe de l'ACM composée du directeur général et d'un autre cadre a participé à la première édition du Forum National du Crowdfunding en Tunisie, tenu le 31 octobre 2023, et organisé par l'Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (APII) et le ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, en collaboration avec le projet Innov'i et en partenariat avec la Banque Centrale de Tunisie (BCT), l'Autorité de Contrôle de la Microfinance (ACM) et le Conseil du Marché Financier (CMF). Trois panels ont été programmés lors de ce forum portant sur :

- Le cadre réglementaire régissant le « Crowdfunding » en Tunisie : perspectives et enjeux,
- Le plaidoyer pour réussir le « Crowdfunding » en Tunisie,
- Une inspiration sur les orientations thématiques du « Crowdfunding ».

Le directeur général de l'ACM a assuré le mot d'ouverture du premier panel, alors que la présentation du cadre réglementaire régissant l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités a été faite par le second représentant de l'ACM.

6.10. Participation de l'ACM à un atelier de restitution du diagnostic de la Gestion de la Performance Sociale et Environnementale (GPSE) des IMF en Tunisie :

Trois cadres de l'ACM ont pris part aux travaux d'un atelier consacré à la restitution du diagnostic de la Gestion de la Performance

Sociale et Environnementale (GPSE) des IMF en Tunisie, organisé par ADA Microfinance en date du 18 octobre 2023 à Tunis.

Ont pris part à cet atelier les représentants des IMF SA ayant contribué à la réalisation de cet état des lieux.

6.11. Participation de l'ACM aux travaux de la Commission chargée de l'élaboration des textes d'application du projet de loi sur la promotion de l'inclusion financière :

Dans le cadre du programme d'assistance technique de la Banque Mondiale pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière, des groupes de travail ont été formés au mois de juin 2021 comprenant des représentants du Ministère des Finances, de la Banque Centrale de la Tunisie, de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance, du Comité général des assurances et de l'Observatoire de l'Inclusion financière et de la Banque Mondiale. Les cadres représentants l'ACM ont pris part aux réunions techniques en ligne et en présentiel tenues au courant de l'année 2023 et portant sur la définition d'une personne morale à inclure dans le périmètre d'intervention des IMF SA d'une part et celle d'une personne physique à revenu limité d'autre part.

6.12. Participation de l'ACM aux ateliers de sensibilisation sur le « Crowdfunding » :

Dans le cadre de l'appui à l'opérationnalisation du « Crowdfunding » en Tunisie, Expertise France par le biais du projet Innov'i – EU4Innovation, a organisé deux ateliers de travail à destination des banques et des assurances, qui sont deux acteurs fondamentaux pour le fonctionnement et la réussite de cet outil. Un cadre représentant l'ACM a participé aux travaux de ces deux ateliers.

Le premier atelier a été organisé en date du 30 octobre 2023 et consacré au rôle de l'assurance dans le métier du « Crowdfunding », et à l'analyse des dispositions de l'article 44 de la loi n°2020-37 du 6 août 2020 relative au « Crowdfunding ».

Cet atelier a permis de réunir les opérateurs relevant du secteur de l'assurance notamment le CGA, la FTUSA et quelques compagnies d'assurance et d'échanger sur la typologie des

risques liés à l'activité du « Crowdfunding ».

Le deuxième atelier s'est tenu les 1 et 2 novembre 2023 à Tunis et s'est focalisé sur le rôle que les banques devront jouer conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi n°2020-37 susvisée.

Cet atelier a permis de réunir des représentants de banques notamment des hauts responsables relevant des directions de la conformité, IT, juridique, commerciale, etc. Il importe de souligner que c'est l'ACM qui a pris l'initiative de soulever cette problématique liée à l'implication des banques et des compagnies d'assurance dans le processus d'octroi de l'agrément pour l'exercice de l'activité de « Crowdfunding ».

6.13. Participation de l'ACM à la Semaine Africaine de la Microfinance (SAM) :

Un cadre représentant l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a participé à la sixième édition de la Semaine Africaine de la Microfinance (SAM), organisée à la capitale togolaise « Lomé » du 16 au 20 Octobre 2023. Cet événement a vu la participation de 1100 personnes appartenant à 54 pays dont 36 pays africains.

Visant à offrir une plateforme africaine unifiée d'échange sur les enjeux de la finance inclusive sur le continent africain, cet événement a réuni tous les professionnels du secteur: investisseurs, IMF, chercheurs, banques, réseaux, innovateurs et gouvernements, etc.

7. Développement organisationnel et des ressources humaines à l'ACM :

L'ACM veille au renforcement des capacités de son équipe à travers une politique active de formation. En effet, ses agents participent, dès leur recrutement mais également tout au long de leurs carrières à différentes formations tant en Tunisie qu'à l'étranger.

7.1. Formation portant sur « La supervision des services financiers numériques » :

Dans le cadre d'une assistance technique assurée par ADA microfinance au profit de l'ACM afin de l'appuyer dans sa réflexion sur les risques de la digitalisation de l'activité des IMF ainsi que sur les préalables à mettre en

place en matière de supervision, une session de formation a été organisée au profit des cadres de l'ACM en date du 19 janvier 2023 et a porté sur la supervision des services financiers numériques.

Animée par deux experts dans le domaine des services financiers numériques, cette session de formation a permis :

- d'identifier et de discuter des risques liés à la digitalisation de l'activité de la microfinance,
- de discuter du contenu du manuel des procédures dédié au suivi des opérations numériques au sein des IMF,
- d'échanger sur les mécanismes de protection de la clientèle des services financiers numériques.

7.2. Formation sur la gestion de la performance sociale des IMF :

Dans le cadre des actions de renforcement des capacités de son équipe, l'ACM a organisé en collaboration avec ADA microfinance, une formation à distance qui a eu lieu le 14 juillet 2023 au profit de ses cadres et qui a porté notamment sur :

- La gestion de la performance sociale des IMF et les concepts clés y afférents .
- L'importance de la mise en place d'un cadre commun de normes et de suivi de la performance sociale pour les institutions de microfinance en Tunisie.

7.3. Formation sur l'inclusion financière responsable :

En date du 17 octobre 2023, l'ACM a organisé une session de formation sur l'inclusion financière responsable au profit de ses cadres avec le concours d'ADA microfinance. Cette formation, animée par un expert international dans le domaine, a porté sur les thématiques suivantes :

- Définition de l'inclusion financière responsable,
- Revue des normes universelles en matière de gestion des performances sociales,
- Présentation de l'outil « ALINUS », reconnu internationalement, pour l'évaluation des performances sociales,

- Revue des meilleures pratiques internationales sur le rôle des régulateurs en matière des performances sociales dans le secteur de la microfinance.

7.4. Formation sur les indicateurs de suivi de l'inclusion assurancielle :

L'ACM a été représentée par trois cadres lors de la session de formation sur les indicateurs de suivi de l'inclusion assurancielle, ayant eu lieu le 15 novembre 2023 à distance.

Cette formation organisée, dans le cadre de son programme d'accompagnement des réformes du secteur de l'inclusion financière en Tunisie, par l'Agence Française de Développement (AFD) a ciblé les objectifs suivants :

- Connaître les indicateurs fréquemment utilisés dans certains pays ainsi que leurs expériences dans le domaine de l'assurance inclusive,
- Identifier les indicateurs de suivi appropriés pour la Tunisie et les moyens de leur mise en œuvre.

7.5. Formation sur la réglementation et le contrôle de l'assurance inclusive :

Une équipe composée du directeur général de l'ACM et de onze contrôleurs ont participé à une formation à distance sur la réglementation et le contrôle de l'assurance inclusive, organisée en date du 16 novembre 2023 par l'Agence Française de Développement dans le cadre de son programme d'accompagnement des réformes du secteur de l'inclusion financière en Tunisie.

Ont pris part à cette formation, des représentants du ministère des finances, de la Banque Centrale de la Tunisie (BCT), de l'Observatoire de l'Inclusion Financière (OIF) et du Comité Général des Assurances (CGA).

Cette formation a pour objectifs de :

- Clarifier la différence entre la réglementation et la supervision de l'assurance inclusive et l'assurance conventionnelle,
- Partager des approches et des expériences internationales,
- Appuyer le CGA pour renforcer la réglementation et la supervision de l'assurance inclusive en Tunisie.

7.6. Formation sur la supervision axée sur le risque « Risk based banking supervision » :

Un cadre de l'ACM a participé à une session de formation intitulée « Risk based banking supervision », au Koweït du 18 au 22 juin 2023, organisée par le Centre d'Economie et de Finance du Moyen-Orient du Fonds Monétaire International (FMI - CEF).

Cette session avait pour objet la présentation des fondamentaux et des objectifs de la supervision basée sur les risques (RBS), ses défis et les facteurs essentiels à son succès.

7.7. Formation régionale sur les services financiers numériques et leurs rôles dans la promotion du financement des MPME, des jeunes et des femmes :

Un cadre de l'ACM a pris part à une formation régionale portant sur les services financiers numériques et leurs rôles dans la promotion du financement des MPME, des jeunes et des femmes à Nairobi, au Kenya du 02 au 05 mai 2023.

Cette formation a été organisée par l'AFI en collaboration avec la Banque Centrale du Kenya (CBK) et a porté sur plusieurs thématiques notamment :

- Les innovations en matière de crédit numérique pour faire progresser le financement des MPME en Afrique,
- Les innovations dans le crédit numérique basé sur des plateformes,
- Les cadres réglementaires pour le crédit innovant basé sur des plateformes,
- L'infrastructure habilitante et solutions innovantes pour le financement des MPME.

7.8. Formation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme :

Un cadre de l'autorité a participé à une formation organisée par le centre du Fonds Monétaire International (FMI) pour l'économie et la finance du Moyen-Orient, du 10 au 14 septembre 2023 au Koweït. Cette formation a porté sur la lutte contre

le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme notamment l'amélioration des dispositifs de transparence à l'égard des bénéficiaires effectifs.

Plusieurs thématiques ont été présentées durant cette formation notamment :

- Les bénéficiaires effectifs et l'utilisation de leurs données,
- Les normes internationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LBC/FT) relatives aux bénéficiaires effectifs.

7.9. Formation en ligne pour l'obtention du Certificat d'Expert en Microfinance :

Un cadre de l'ACM a participé à la formation en ligne pour l'obtention du certificat d'expert en microfinance du « Frankfurt School of Management and Finance ». Étendue sur 6 mois, cette formation a pour objectif de permettre aux participants de maîtriser :

- Gestion des microcrédits
- Gestion de la micro-épargne et de la micro-assurance
- Gestion des risques
- Marketing et ventes
- Gestion de la performance financière et sociale
- Gestion des ressources humaines

7.10. Formation en ligne pour l'obtention du Certificat d'Expert en Finance Numérique:

Quatre cadres de l'ACM ont participé à la formation en ligne pour l'obtention du certificat d'expert en Finance Numérique dispensé par « Frankfurt School of Management and Finance ». Cette formation a débuté en septembre 2023 et s'est étendue sur 6 mois et s'est focalisée sur les thématiques suivantes :

- L'écosystème de la finance digitale
- Les nouvelles technologies
- Le paiement digital et les transferts
- La finance digitale et les paiements
- Le Management stratégique des Services Financiers Digitaux (SFD)

7.11. Formation en ligne pour l'obtention du Certificat d'Expert en Politique d'inclusion financière:

Un cadre de l'ACM a participé à la formation en ligne pour l'obtention du certificat d'expert en politique d'inclusion financière du « Frankfurt School of Management and Finance ».

Cette formation se focalise sur trois composantes essentielles qui favorisent l'inclusion financière notamment :

- Le financement des micro, petites et moyennes entreprises,
- La microfinance et la micro-assurance,
- L'adoption de la voie numérique.

7.12. Voyage d'étude en Jordanie portant sur le thème de l'inclusion financière et la finance digitale:

Dans le cadre du programme d'appui à l'inclusion financière piloté par la GIZ, un voyage d'étude a été organisé en Jordanie portant sur le thème de l'inclusion financière et la finance digitale.

Une délégation tunisienne composée de cadres relevant du Ministère des Finances, de la Banque Centrale de Tunisie, de l'Observatoire de l'Inclusion Financière (OIF), de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance (ACM) et de la GIZ (Bureau de Tunisie) a effectué un voyage d'étude en Jordanie du 17 au 23 Juin 2023 afin de rencontrer les principaux acteurs opérant dans les domaines de la microfinance, de l'inclusion financière et du numérique.

Lors de la visite, une présentation des expériences jordanienne et tunisienne a été effectuée et a concerné principalement les thèmes suivants :

- Le renforcement du rôle du secteur de la microfinance,
- La stratégie nationale pour l'inclusion financière,
- Le cadre réglementaire régissant les services financiers numériques,
- Le développement des services de paiement mobile,
- La protection de la clientèle,
- L'éducation financière.

II - État des lieux du secteur de la microfinance en Tunisie



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير



1. Évolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011 :

Conformément à l'article 43 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014, l'ACM est chargée, entre autres, d'émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

Durant l'année 2023, le conseil d'administration de l'ACM a examiné et a émis son avis sur un seul projet de texte réglementaire. Il s'agit du décret modifiant le décret gouvernemental n°2017-93 du 19 janvier 2017 portant prorogation du délai accordé aux associations des microcrédits pour se conformer au décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, tel que modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014.

Le diagramme ci-dessous retrace l'évolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011

03/2022

► **Décret Présidentiel n° 2022-306 du 29 mars 2022**, portant modification du décret gouvernemental n° 2017- 93 du 19 janvier 2017 portant prorogation du délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer au décret-loi n° 2011- 117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

05/2021

► **Arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'appui à l'investissement du 4 mai 2021**, complétant l'arrêté du ministre des finances du 8 août 2002, fixant les catégories d'assurance prévues à l'article 69 du code des assurances.

05/2020

► **Arrêté du ministre des finances du 15 mai 2020**, portant application des mesures exceptionnelles d'appui aux clients des institutions de microfinance sous forme de sociétés anonymes.

02/2020

► **Décret gouvernemental n° 2020-104 du 20 février 2020**, portant modification du décret gouvernemental n° 2017-93 du 19 janvier 2017 portant prorogation du délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer au décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

09/2019

► **Arrêté du ministre des finances du 12 septembre 2019**, fixant les sanctions administratives et financières à infliger aux IMF contrevenantes aux dispositions du décret- loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

01/2019

► **Arrêté du ministre des finances du 21 Janvier 2019**, fixant les normes de gouvernance, de transparence financière et les déclarations auxquelles sont soumises les associations de développement.

04/2018

► **Arrêté du ministre des finances du 13 avril 2018**, modifiant et complétant l'arrêté du 18 janvier 2012, relatif à la fixation du montant maximum du microcrédit et des conditions de son octroi par les institutions de microfinance.

03/2018

► **Arrêté du ministre des finances du 27 mars 2018**, portant approbation d'une norme comptable relative aux institutions de microfinance.

01/2018

► **Décret gouvernemental n° 2018-12 du 10 janvier 2018**, portant modification du décret gouvernemental n° 2017-93 du 19 janvier 2017 portant prorogation du délai accordé aux associations des microcrédits pour se conformer au décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

07/2017

► **Arrêté du ministre des finances par intérim du 26 juillet 2017**, fixant les normes de gouvernance des institutions de microfinance

01/2017

► **Décret gouvernemental n° 2017-93 du 19 Janvier 2017**, relatif à la prorogation du délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer au décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014.

12/2016

► **Arrêté du Ministre des Finances du 23 Décembre 2016**, fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance

08/2016

► **Arrêté du ministre des finances du 24 Août 2016** relatif à la protection de la clientèle des institutions de microfinance

02/2016

► **Arrêté du ministre des finances du 9 février 2016** fixant les taux et les modalités de perception de la contribution des institutions de microfinance revenant à l'autorité de contrôle de la microfinance et prévue à l'article 48 du décret-loi n° 2011-117 du 05 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014

11/2014

► **Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 17 novembre 2014**, relatif à la fixation des modalités de l'audit externe des comptes des institutions de microfinance.

07/2014

► **Loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014**, modifiant le décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance

08/2013

► **Arrêté du ministre des finances du 19 août 2013**, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de microfinance, et leur évolution institutionnelle.

04/2013

► **Arrêté du ministre des finances du 22 avril 2013**, portant nomination du président et des membres du conseil d'administration de l'autorité de contrôle de la microfinance.

► **Arrêté du ministre des finances du 16 avril 2013**, relatif à la fixation des missions des unions des institutions de microfinance.

01/2013

► **Arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013**, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de microfinance, et leur évolution institutionnelle.

11/2013

► **Décret n°2012-2643 du 6 novembre 2012**, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

09/2012

► **Décret n° 2012-2128 du 28 septembre 2012**, fixant les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.

01/2012

► **Arrêté du ministre des finances du 18 janvier 2012**, relatif à la fixation du montant maximum du microcrédit et des conditions de son octroi par les institutions de microfinance.

11/2011

► **Décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011**, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

► **Décret-loi n° 2011-118 du 5 novembre 2011**, portant dispositions fiscales relatives aux institutions de microfinance.

2. Données sur le secteur de la microfinance en Tunisie durant l'année 2023 :

Au 31 décembre 2023, le secteur de la microfinance en Tunisie se composait de :

- **289 Associations de Microcrédits (AMC)** agréées dans le cadre de la loi n° 99-67 du 15 juillet 1999 relative aux microcrédits accordés

par les associations dont 9 n'ont jamais exercé l'activité de microcrédit et **187** ont eu accès à un financement auprès de la BTS au cours de l'année 2023. Parmi les associations actives financées, une seule s'est conformée aux dispositions du décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance ¹:

IMF associative		Logo
ASAD Tamweel	Une institution de microfinance sous forme associative créée dans le cadre de l'opération de filialisation de l'activité de microfinance de l'association de soutien à l'auto-développement (ASAD) agréée en date du 30 septembre 2015 par le ministre des finances	

- **7 sociétés anonymes :**

IMF SA	Logo	Date d'agrément
Taysir Microfinance		28/03/2014
Microcred		03/10/2014
Advans Tunisie		22/01/2015
Centre Financier aux Entrepreneurs (DAAM)		21/04/2015
Enda Tamweel		31/12/2015
Zitouna Tamkeen		06/05/2016
El Amel de microfinance		09/01/2019

2.1. Évolution des microfinancements accordés :

a) Période (2021 – 2023)

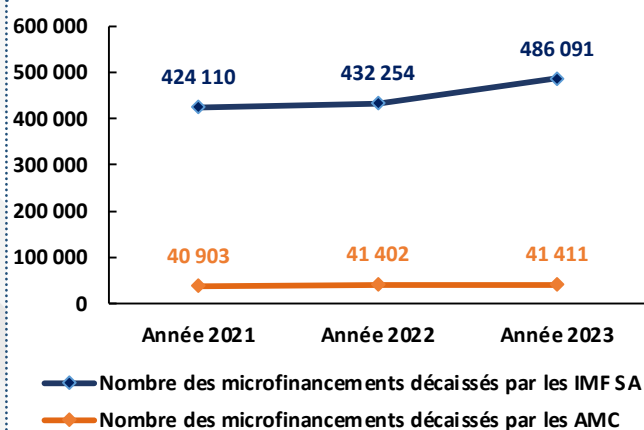
- Le nombre des microfinancements accordés par les IMF (SA et AMC) durant l'année 2023 s'est accru de 11,4% par rapport à celui enregistré en 2022
- et ce en passant de 473 656 à 527 502 microfinancements.
- Le montant total des microfinancements accordés est passé quant à lui d'environ 1 747 millions TND à 2 108 millions TND, soit un taux de croissance de 20,7%.

Catégorie d'IMF	2021				2022				2023			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
IMF SA	424 110	91,2%	1 584 757	94,7%	432 254	91,3%	1 651 821	94,6%	486 091	92,15%	2 007 528	95,25%
IMF AMC	40 903	8,8%	89 237	5,3%	41 402	8,7%	95 186	5,4%	41 411	7,85%	100 212	4,75%
Total	465 013	100%	1 673 994	100%	473 656	100%	1 747 007	100%	527 502	100%	2 107 740	100%

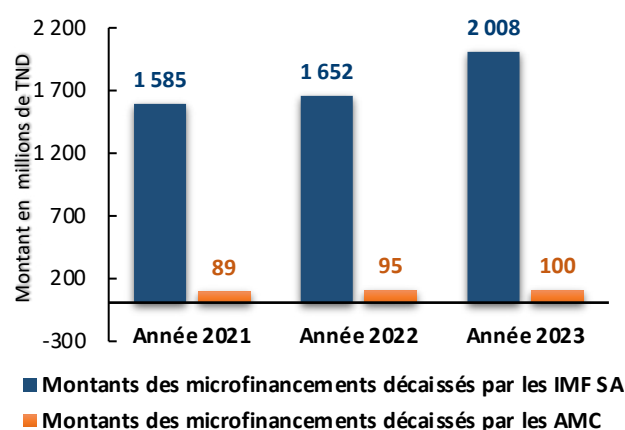
(En milliers TND)

¹ L'article 58 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 a conféré aux AMC la qualité d'institution de microfinance à condition de se conformer aux dispositions dudit décret-loi dans un délai maximum d'une année. La Loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014, modifiant le décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance a stipulé que les AMC demeurent agréées en tant qu'institutions de microfinance à condition de se conformer aux dispositions du décret-loi sus cité dans un délai maximum ne dépassant pas la fin du mois de décembre 2016. Ce délai pourrait être prorogé, le cas échéant, par décret. Au terme de cette date (31/12/2016), hormis l'association de soutien à l'auto-développement (ASAD) aucune autre AMC n'a pu se conformer aux dispositions du décret-loi précité. Quatre décrets gouvernementaux ont été promulgués, le premier en date du 19 Janvier 2017 et le deuxième en date du 10 janvier 2018, le 3ème en date du 20 février 2020 et le quatrième en date du 29 mars 2022, prorogeant le délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer audit décret-loi jusqu'au 31-12-2023.

Evolution du Nombre des microfinancements accordés par catégorie d'IMF entre 2021 et 2023



Evolution du Montant des microfinancements accordés par catégorie d'IMF entre 2021 et 2023



b) Période (2011 – 2023)

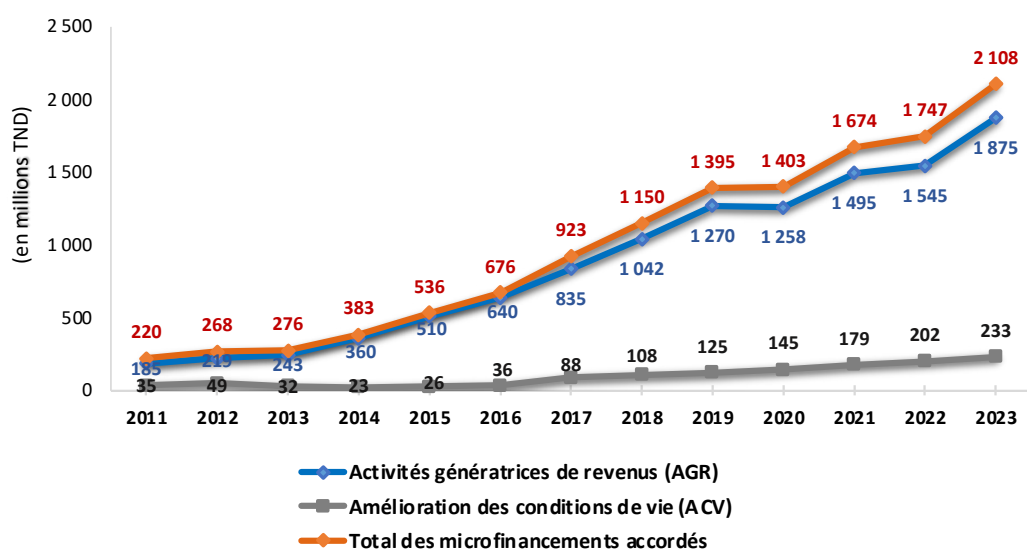
- Le montant total des microfinancements accordés durant la période allant de 2011

à 2023 a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 20,74 %.

(En milliers TND)

	Activités génératrices de revenus (AGR)		Amélioration des conditions de vie (ACV)		Total des microfinancements accordés	
	Nombre	Montant (en milliers TND)	Nombre	Montant (en milliers TND)	Nombre	Montant (en milliers TND)
2011	195 434	184 664	62 719	35 006	258 153	219 670
2012	199 588	219 369	71 705	48 578	271 293	267 947
2013	205 518	243 461	46 293	32 398	251 811	275 859
2014	250 784	360 172	32 927	23 122	283 711	383 294
2015	290 798	509 664	38 949	26 418	329 747	536 082
2016	309 764	639 601	51 152	36 112	360 916	675 712
2017	329 333	834 690	83 456	88 349	412 789	923 040
2018	364 994	1 041 682	90 877	107 877	455 871	1 149 559
2019	381 700	1 270 399	94 618	124 676	476 318	1 395 075
2020	310 413	1 257 964	100 692	144 684	411 105	1 402 648
2021	350 985	1 495 454	114 028	178 539	465 013	1 673 994
2022	349 809	1 544 640	123 847	202 367	473 656	1 747 007
2023	393 530	1 874 396	133 972	233 342	527 502	2 107 740

Evolution du Montant des microfinancements accordés entre 2011 et 2023



2.2. Répartition des microfinancements accordés par région :

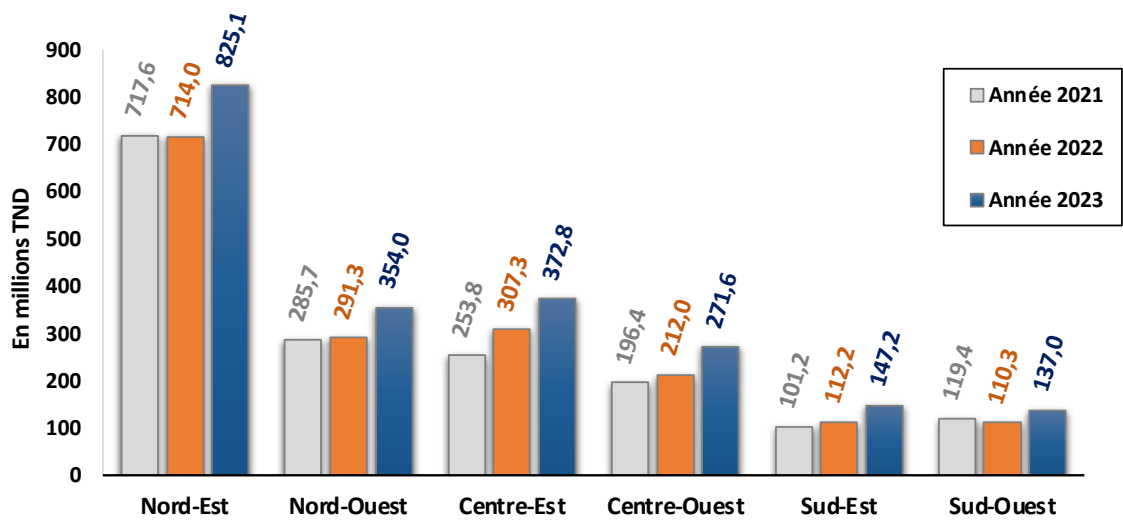
- 39% de la valeur totale des microfinancements accordés durant l'année 2023 ont profité à la région du Nord-Est, contre 43% et 41% respectivement en 2021 et 2022.
- La région du Nord-Ouest a bénéficié pour la deuxième année d'affilée d'une part de 17 % du nombre et de la valeur totale des microfinancements accordés.

- Les parts respectives des deux régions du Centre-Est et du Centre-Ouest se sont établies à 18% et 13% de la valeur totale des microfinancements accordés en 2023 contre des parts respectives de 18% et de 12% en 2022.
- Les régions du Sud-Est et du Sud-Ouest ont bénéficié respectivement de 7% et 6% de la valeur totale des microfinancements accordés durant l'année 2023.

(En milliers TND)

Région	2021				2022				2023			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Nord-Est	198 039	43%	717 624	43%	194 849	41%	713 965	41%	213 225	40%	825 144	39%
Nord-Ouest	77 429	17%	285 672	17%	79 414	17%	291 305	17%	89 034	17%	354 017	17%
Centre-Est	70 810	15%	253 788	15%	79 066	17%	307 259	18%	87 238	17%	372 789	18%
Centre-Ouest	54 910	12%	196 358	12%	55 391	12%	211 965	12%	62 562	12%	271 554	13%
Sud-Est	32 564	7%	101 188	6%	34 580	7%	112 176	6%	39 964	8%	147 239	7%
Sud-Ouest	31 261	7%	119 364	7%	30 356	6%	110 338	6%	35 479	7%	136 996	6%
Total	465 013	100%	1 673 994	100%	473 656	100%	1 747 007	100%	527 502	100%	2 107 740	100%

Evolution du Montant des microfinancements accordés par région entre 2021 et 2023



2.3. Répartition des microfinancements accordés par secteur d'activité :

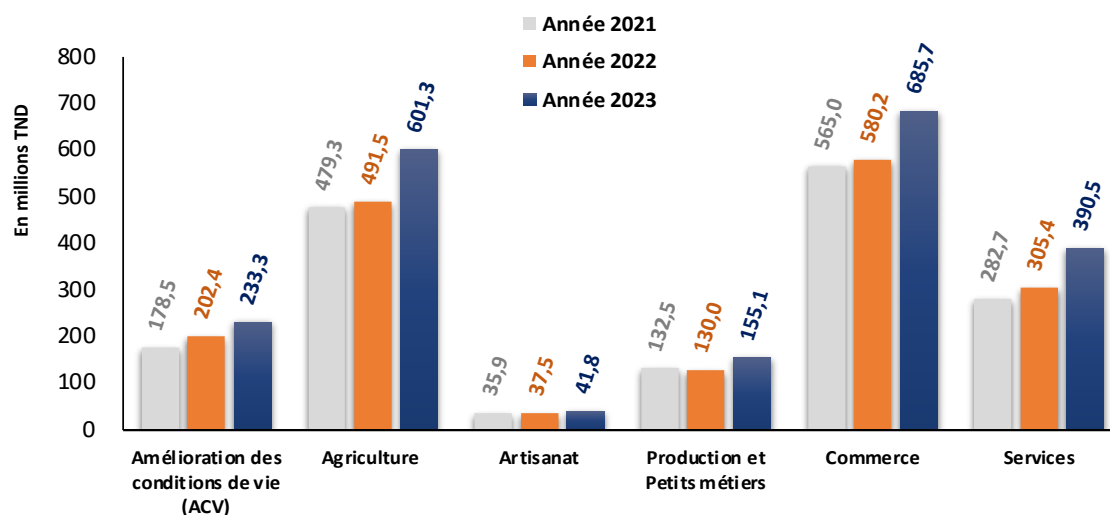
- Avec environ 686 millions TND, le commerce a accaparé la part prépondérante des microfinancements accordés durant l'année 2023, soit 33% de la valeur globale des microfinancements accordés contre 580 millions TND une année auparavant.
- L'agriculture a bénéficié de 142 709 microfinancements avec une valeur

globale d'environ 601,4 millions TND représentant 29% de la valeur globale des microfinancements accordés en 2023 contre 128 661 microfinancements accordés d'une valeur s'élevant à 491,5 millions TND durant l'année précédente.

- L'artisanat reste le secteur qui a bénéficié le moins des microfinancements, avec une part de 2% seulement du montant global des microfinancements accordés en 2023.

Secteur d'activité	2021				2022				2023			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Amélioration des conditions de vie ² (ACV)	114 028	25%	178 539	11%	123 847	26%	202 367	12%	133 972	25%	233 343	11%
Agriculture ³	131 061	28%	479 317	29%	128 661	27%	491 535	28%	142 709	27%	601 315	29%
Artisanat	13 122	3%	35 862	2%	13 414	3%	37 534	2%	14 335	3%	41 807	2%
Production et Petits métiers	35 894	8%	132 534	8%	34 936	7%	130 038	7%	39 339	7%	155 090	7%
Commerce	123 532	27%	565 021	34%	122 562	26%	580 173	33%	137 782	26%	685 660	33%
Services	47 376	10%	282 721	17%	50 236	11%	305 359	17%	59 365	11%	390 526	19%
Total	465 013	100%	1 673 994	100%	473 656	100%	1 747 007	100%	527 502	100%	2 107 740	100%

Evolution du Montant des microfinancements accordés par secteur d'activité entre 2021 et 2023



2.4. Répartition des microfinancements accordés par genre :

- Les hommes et les femmes ont bénéficié respectivement de 55% et de 45% de la valeur totale des microfinancements accordés durant l'année 2023 et ont conservé leurs mêmes parts du montant total des microfinancements décaissés en 2021 et en 2022. En effet, en 2023,
- environ 1 166 millions TND ont été alloués à des hommes opérant dans tous secteurs confondus, contre 942 millions TND alloués aux femmes.
- En termes de nombre, les femmes ont bénéficié de 57% des microfinancements accordés avec 298 426 microfinancements en 2023 contre 229 076 microfinancements accordés aux hommes.

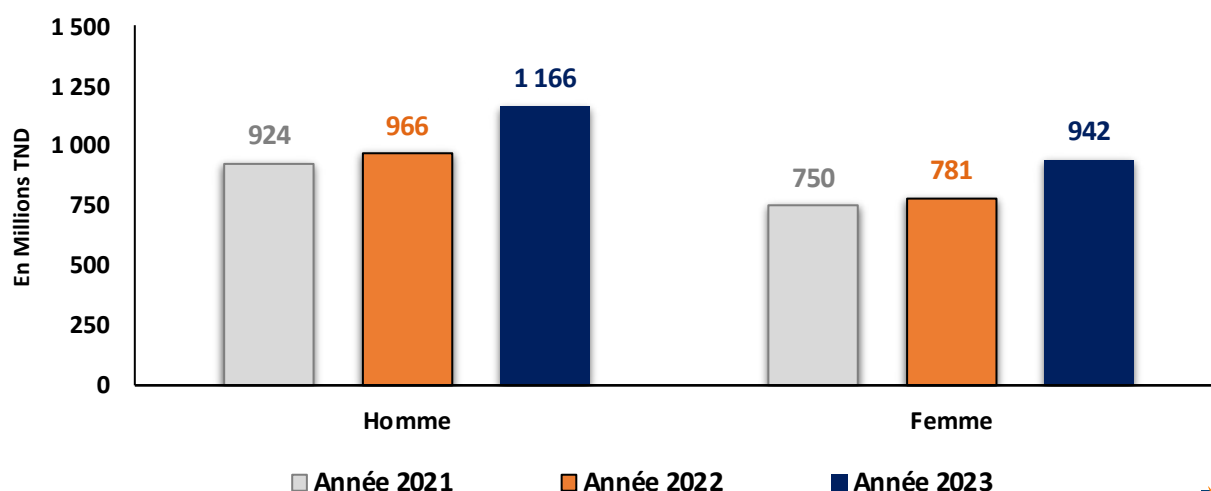
(En milliers TND)

Genre	2021				2022				2023			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Homme	214 971	46%	923 972	55%	207 428	44%	965 779	55%	229 076	43%	1 165 846	55%
Femme	250 042	54%	750 021	45%	266 228	56%	781 228	45%	298 426	57%	941 894	45%
Total	465 013	100%	1 673 994	100%	473 656	100%	1 747 007	100%	527 502	100%	2 107 740	100%

² L'amélioration des conditions de vie comprend les trois secteurs suivants : l'éducation, l'amélioration de logement et les autres activités en lien avec l'ACV.

³ L'agriculture comprend les trois secteurs suivants : l'agriculture, l'élevage et la pêche.

Evolution du Montant des microfinancements accordés par secteur d'activité entre 2021 et 2023



- Le microfinancement moyen des femmes s'est établi à 3 156 TND en 2023 contre 2 934 TND en 2022, enregistrant une augmentation de 7,6% et reste

en dessous de celui des hommes, qui s'élève à 5 090 dinars en 2023 contre 4 656 dinars en 2022, soit une augmentation de 9,3%.

(En TND)

	2021	2022	2023
Microfinancement moyen des hommes	4 298	4 656	5 090
Microfinancement moyen des femmes	3 000	2 934	3 156
Microfinancement moyen du secteur	3 600	3 688	3 996

2.5. Répartition microfinancements accordés par type de projet :

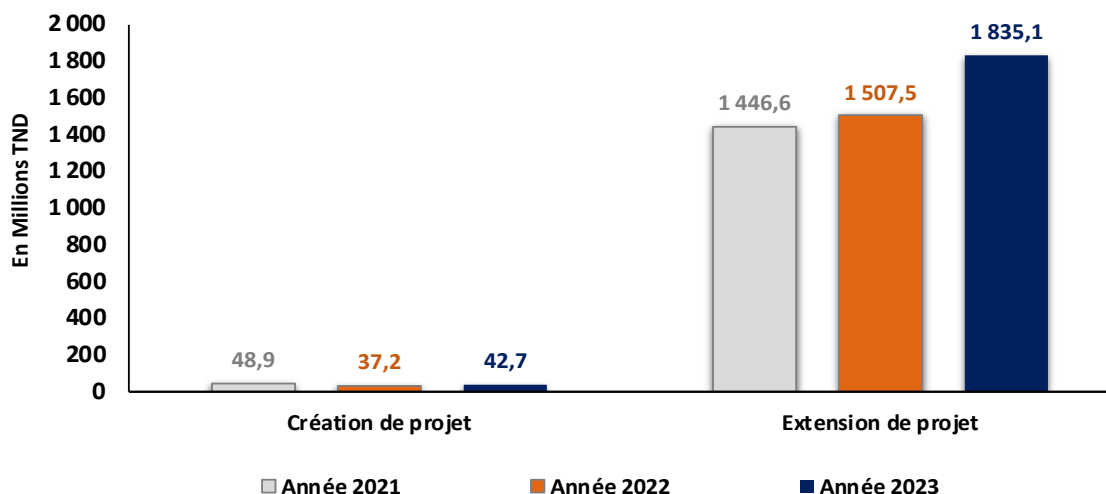
- Environ 1 835,1 millions TND ont été alloués en 2023, aux extensions des projets soit une part de 98% de la

valeur globale des microfinancements accordés aux activités génératrices de revenus (AGR) alors que les créations de projets n'ont profité que de 2% durant cette même période.

(En milliers TND)

Type de projet	2021				2022				2023			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Création de projet	13 592	4%	48 855	3%	11 632	3%	37 175	2%	14 843	4%	42 677	2%
Extension de projet	337 393	96%	1 446 598	97%	338 177	97%	1 507 465	98%	382 304	96%	1 835 114	98%
Total	350 985	100%	1 495 454	100%	349 809	100%	1 544 640	100%	397 147	100%	1 877 791	100%

Evolution du Montant des microfinancements décaissés par type de projet entre 2021 et 2023



2.6. Microfinancement moyen :

- En 2023, le montant du microfinancement moyen s'est élevé à 3 996 TND contre 3 688 TND en 2022.
- Pour les microfinancements alloués aux activités génératrices de revenus, le montant moyen s'est établi à 4 763 TND

en 2023 contre 4 416 TND une année auparavant.

- Le montant du microfinancement moyen du secteur de la microfinance est fortement déterminé par celui d'Enda Tamweel qui a la part de marché la plus importante.

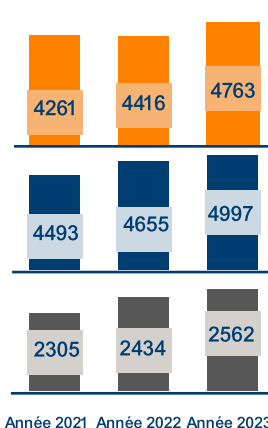
Evolution du microfinancement moyen par catégorie d'IMF entre 2021 et 2023 (en TND)

Secteur de la Microfinance	2021			2022			2023		
	Microfinance-ment moyen ACV	Microfinance-ment moyen AGR	Microfinance-ment moyen	Microfinance-ment moyen ACV	Microfinance-ment moyen AGR	Microfinance-ment moyen	Microfinance-ment moyen ACV	Microfinance-ment moyen AGR	Microfinance-ment moyen
Secteur de la Microfinance	1 566	4 261	3 600	1 634	4 416	3 688	1 742	4 763	3 996
IMF SA	1 587	4 493	3 737	1 655	4 655	3 821	1 764	4 997	4 130
IMF AMC	937	2 305	2 182	948	2 434	2 299	938	2 562	2 420

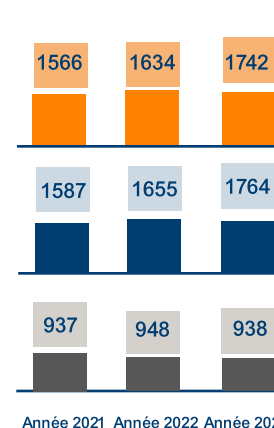
Évolution du montant de microfinancement moyen



Évolution du montant de microfinancement moyen AGR



Évolution du montant de microfinancement moyen ACV



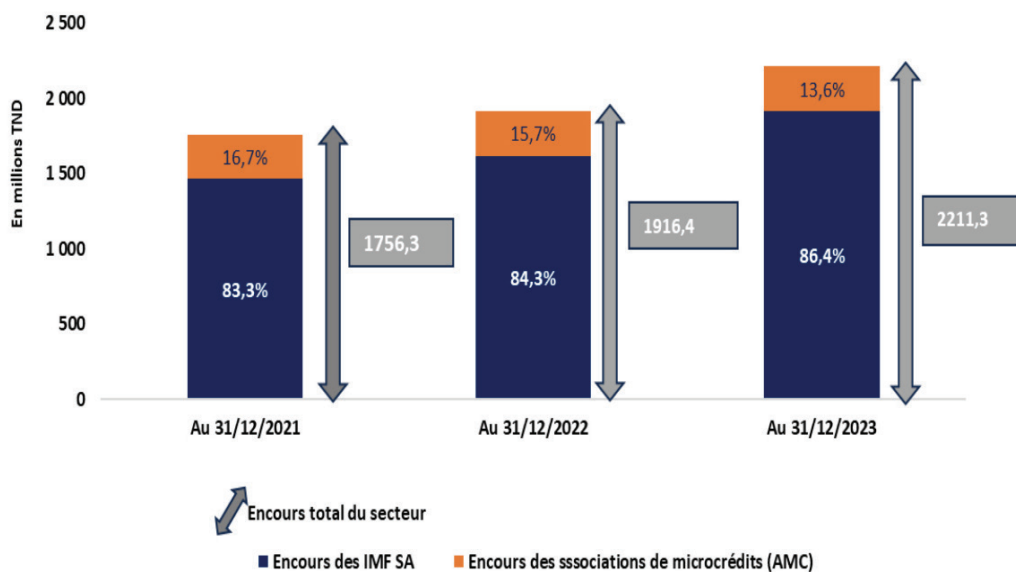
2.7.Évolution de l'encours des microfinancements :

a) Encours par catégorie d'IMF :

- L'encours des microfinancements accordés par les IMF SA et les AMC est passé de 1 756,3 millions TND au 31 décembre 2021 à 2 211,3 millions TND au 31-12-2023, enregistrant un taux d'accroissement annuel moyen durant la période (2021-2023) de 12,2%.
- Durant la période s'étalant du 31 décembre 2022 au 31 décembre 2023, l'encours des microfinancements accordés par les IMF SA s'est accru de 18,2 %, en passant de 1 616,3 millions TND à 1 910,6 millions TND.
- Au 31 décembre 2023, l'encours des microfinancements accordés par les IMF SA représente 86,4% de l'encours total des microfinancements contre 84,3% une année auparavant.

Encours par catégorie d'IMF	Au 31/12/2021		Au 31/12/2022		Au 31/12/2023	
	Nombre des microfinancements actifs	Encours (en milliers de TND)	Nombre des microfinancements actifs	Encours (en milliers de TND)	Nombre des microfinancements actifs	Encours (en milliers de TND)
IMF SA	516 956	1 463 216	554 505	1 616 312	612 108	1 910 617
Associations de microcrédits (AMC)	271 929	293 038	268 454	300 094	274 781	300 695
Encours total du secteur	788 885	1 756 254	822 959	1 916 406	886 889	2 211 313

Evolution du Montant de l'encours du secteur de 2021 et 2023



b) Encours moyen par microfinancement actif des IMF SA

- Le montant de l'encours moyen par client actif avec doublons a enregistré une croissance de 9,8 % entre la fin de l'année 2022 et celle de 2023 en passant de 3 027 TND à 3 323 TND.
- Au terme de l'année 2023, l'encours moyen par client actif sans doublons s'est élevé à 3 481 TND.
- Le montant de l'encours moyen par microfinancement actif a enregistré une augmentation de 7% en passant de 2 915 TND en 2022 à 3 122 TND en 2023.

(En milliers TND)

	Au 31/12/2021	Au 31/12/2022	Au 31/12/2023
Encours du portefeuille des IMF SA (en milliers TND)	1 463 216	1 616 312	1 910 617
Nombre des clients actifs (Avec doublons)	498 745	533 983	574 943
Nombre des clients actifs des IMF SA (sans doublons)	480 616	512 212	548 860
Nombre des microfinancements actifs	516 956	554 505	612 108
Encours moyen par client actif sans doublons (en TND)	3 044	3 156	3 481
Encours moyen par client actif avec doublons (en TND)	2 934	3 027	3 323
Encours moyen par microfinancement actif (en TND)	2 830	2 915	3 122

2.8. Portefeuille à risque 30 jours (PAR 30) des IMF SA

a) Période (2021 - 2023)

- Le montant du PAR 30 des IMF SA avec intégration des créances radiées de l'année, est passé de 84,2 millions TND au 31 décembre 2022 à 86,6 millions TND au 31-12-2023, soit une hausse de 3%.
- Le PAR 30 en dinars TND (sans intégration des microfinancements radiés) des IMF SA est passé de 53,8

millions de TND au 31-12-2022 à 48 millions de TND au 31-12-2023.

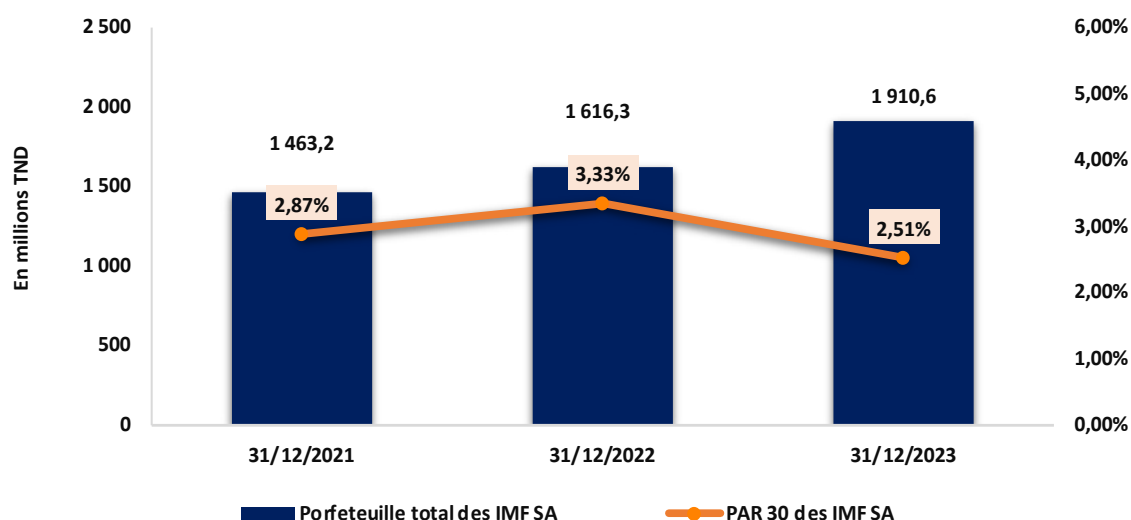
- Le PAR 30 en pourcentage (%), avec intégration des microfinancements radiés de l'année est passé de 5,11% au 31 décembre 2022 à 4,44 % au terme du même mois de l'année 2023.
- Le PAR 30 en pourcentage (%) (sans intégration des microfinancements radiés) des IMF SA s'est établi à 2,51% au 31-12-2023 contre 3,33% au 31-12-2022.

Calcul du portefeuille à risque 30 jours des IMF SA	Portefeuille Total (en milliers TND)	PAR 30 sans intégration des créances radiées de la période		PAR 30 avec intégration des créances radiées de la période	
		Montant (Milliers TND)	%	Montant (Milliers TND)	%
31/12/2021	1 463 216	41 951	2,87%	73 198	4,90%
31/12/2022	1 616 312	53 808	3,33%	84 182	5,11%
31/12/2023	1 910 617	47 962	2,51%	86 552	4,44%

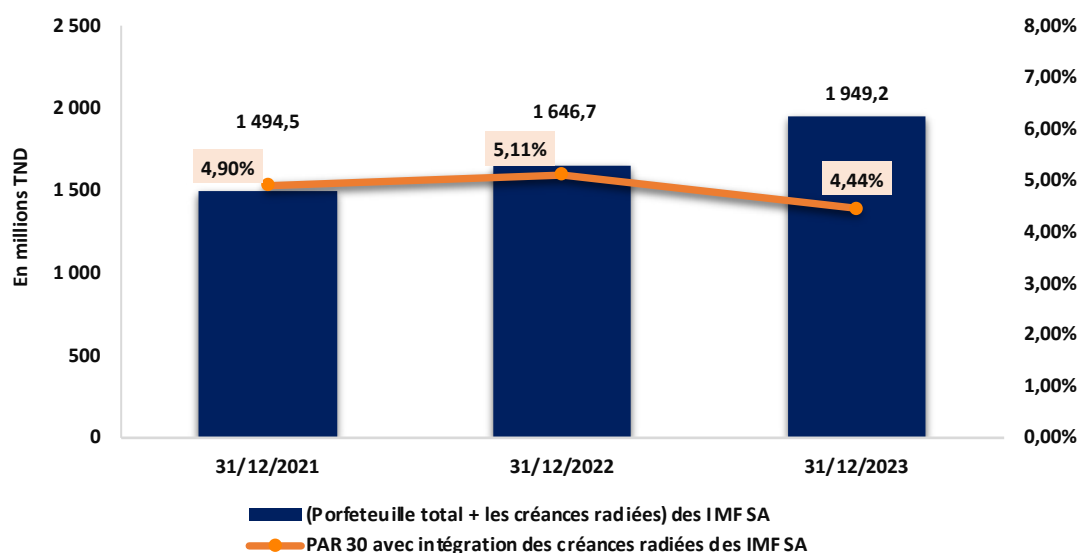
(En milliers TND)

IMF SA	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023
PAR 30 sans intégration des microfinancements radiés	41 951	53 808	47 962
Portefeuille	1 463 216	1 616 312	1 910 617
PAR 30 sans intégration des microfinancements radiés (en %)	2,87%	3,33%	2,51%
Microfinancements rééchelonnés	35 500	29 831	17 252
Microfinancements réaménagés	13 402	13 258	16 713
Microfinancements consolidés	433	234	2 184
Microfinancements radiés	31 247	30 374	38 591
Portefeuille + les microfinancements radiés	1 494 463	1 646 662	1 949 208
PAR 30 avec intégration des microfinancements radiés	73 198	84 182	86 552
PAR 30 avec intégration des microfinancements radiés (en %)	4,90%	5,11%	4,44%

Evolution du PAR 30 des IMF SA



Evolution du PAR 30 avec integration des créances des IMF SA

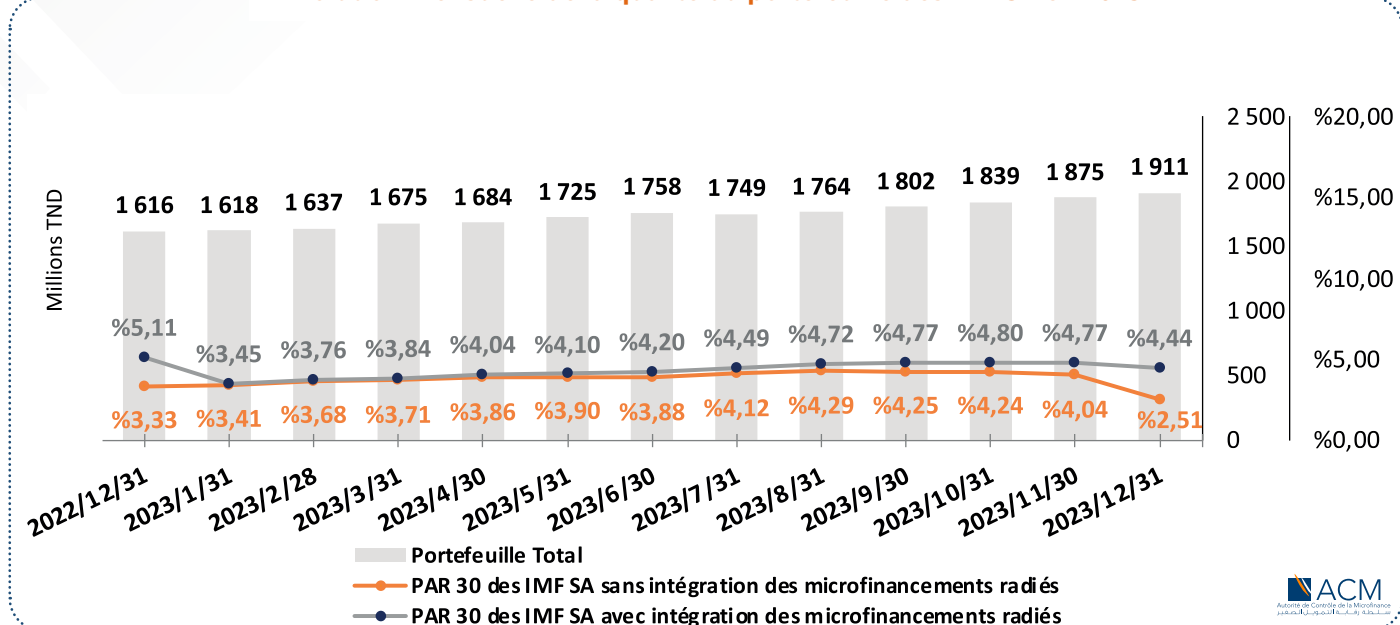


b) Durant l'année 2023 :

- Au 31-12-2023, les PAR 30 avec et sans intégration des créances radiées ont enregistré une augmentation en passant respectivement de 3,45% à 4,44% et de 3,41% à 2,51% entre les 31 janvier et 31 décembre 2023.
- Le montant du PAR 30 (sans intégration des microfinancements radiés) des IMF SA est passé de 55,1 millions TND au 31/01/2023 à 48 millions TND au 31-12-2023, soit une diminution de 13,02%.

Calcul du portefeuille à 30 jours IMF SA	Portefeuille Total (En milliers TND)	PAR 30 des IMF SA sans intégration des microfinancements radiés		PAR 30 des IMF SA avec intégration des microfinancements radiés	
		Montant	%	Montant	%
31/12/2022	1 616 312	53 808	3,33%	84 182	5,11%
31/01/2023	1 617 868	55 143	3,41%	55 894	3,45%
28/02/2023	1 636 869	60 246	3,68%	61 615	3,76%
31/03/2023	1 674 812	62 054	3,71%	64 432	3,84%
30/04/2023	1 684 091	65 069	3,86%	68 115	4,04%
31/05/2023	1 724 639	67 303	3,90%	70 842	4,10%
30/06/2023	1 757 983	68 242	3,88%	74 160	4,20%
31/07/2023	1 749 017	72 079	4,12%	78 746	4,49%
31/08/2023	1 763 770	75 599	4,29%	83 722	4,72%
30/09/2023	1 802 430	76 660	4,25%	86 357	4,77%
31/10/2023	1 838 951	77 988	4,24%	88 767	4,80%
30/11/2023	1 875 426	75 741	4,04%	90 051	4,77%
31/12/2023	1 910 804	47 962	2,51%	86 552	4,44%

Evolution mensuelle de la qualité du portefeuille des IMF SA en 2023

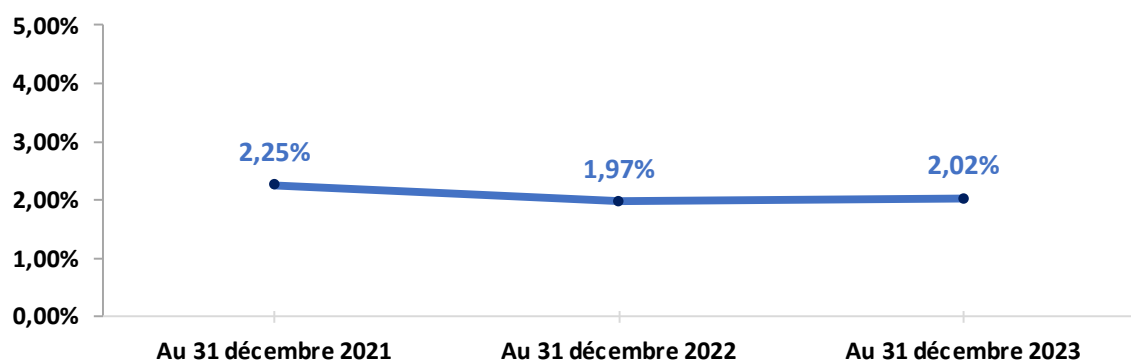


2.9. Taux des créances radiées des IMF SA durant la période (2021- 2023) :

- Le taux des créances radiées des IMF

SA s'est établi à la fin de l'année 2023 à 2,02% de leur portefeuille brut moyen contre 1,97% une année auparavant.

Taux de radiation	Au 31/12/2021	Au 31/12/2022	Au 31/12/2023
IMF SA	2,25%	1,97%	2,02%

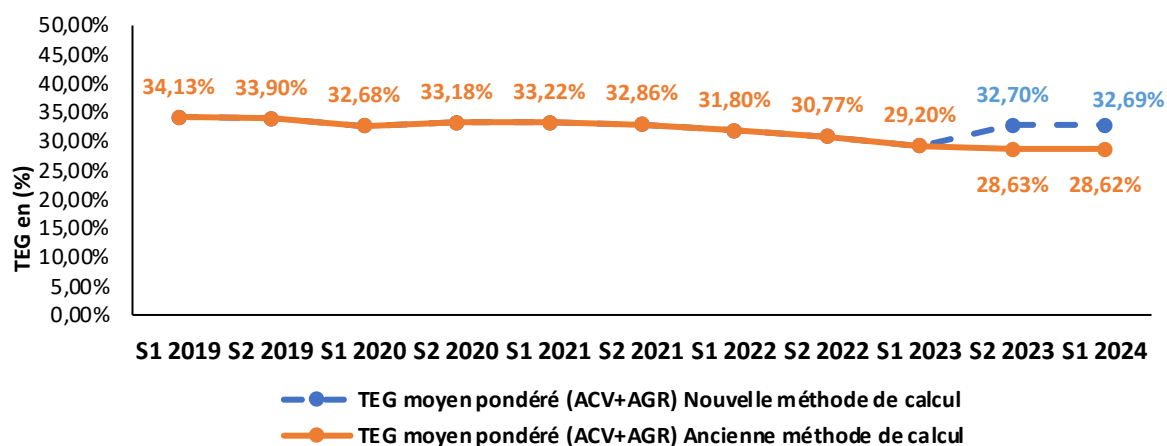


2.10. Taux Effectif Global moyen pondéré des IMF SA :

- Le TEG moyen pondéré des IMF SA a connu une tendance baissière durant les 4 dernières années en passant de 33,18% au terme de l'année 2020 à 28,63% au terme de l'année 2023. A la fin du premier semestre de l'année 2024, le TEG moyen des IMF SA a enregistré une légère baisse et s'est établi à 28,62%.
- A partir du 2ème semestre 2023, la méthode de calcul du TEG a été changée. Dans ce cadre, l'ACM a publié en date du 12 avril 2023 sa note n°40 par laquelle elle vise de :
 - Mieux standardiser la méthode de calcul du taux annuel effectif global (TEG) dans le secteur de la microfinance,
 - Faire de ce taux une référence clef pour toute opération de tarification ou d'ajustement tarifaire,
 - Permettre aux IMF d'asseoir une politique de tarification plus transparente à l'égard de leur clientèle en lui communiquant à travers un taux annuel effectif global calculé conformément aux meilleures pratiques internationales, **le coût réel** de tout microfinancement.
- Ce changement de méthode est de nature à entraîner une augmentation de la valeur du TEG, quand bien même **il n'y aurait aucun rajout de frais supplémentaires** à facturer aux clients ; et ce pour les deux raisons principales suivantes :
 - Le taux annuel effectif global (TEG) d'un microfinancement est un taux annuel, **équivalent** au taux de la période au lieu d'un taux annuel proportionnel au taux de la période.
 - La prise en compte de la **prime d'assurance** (décès et/ou invalidité) supportée par le client et perçue lors du déblocage par l'IMF en qualité d'intermédiaire d'assurance lors de la détermination des versements dus par l'emprunteur servant à calculer le TEG.
- Le TEG moyen pondéré des IMF SA déterminé par la nouvelle méthode de calcul, s'est établi à 32,7% au terme du second semestre 2023, et à 32,69% au terme du premier semestre 2024.

	S1 2019	S2 2019	S1 2020	S2 2020	S1 2021	S2 2021	S1 2022	S2 2022	S1 2023	S2 2023	S1 2024
TEG moyen pondéré (ACV+AGR) Nouvelle méthode de calcul	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32,70%	32,69%
TEG moyen pondéré (ACV+AGR) Ancienne méthode de calcul	34,13%	33,90%	32,68%	33,18%	33,22%	32,86%	31,80%	30,77%	29,20%	28,63%	28,62%

TEG Moyen pondéré du secteur des IMF SA

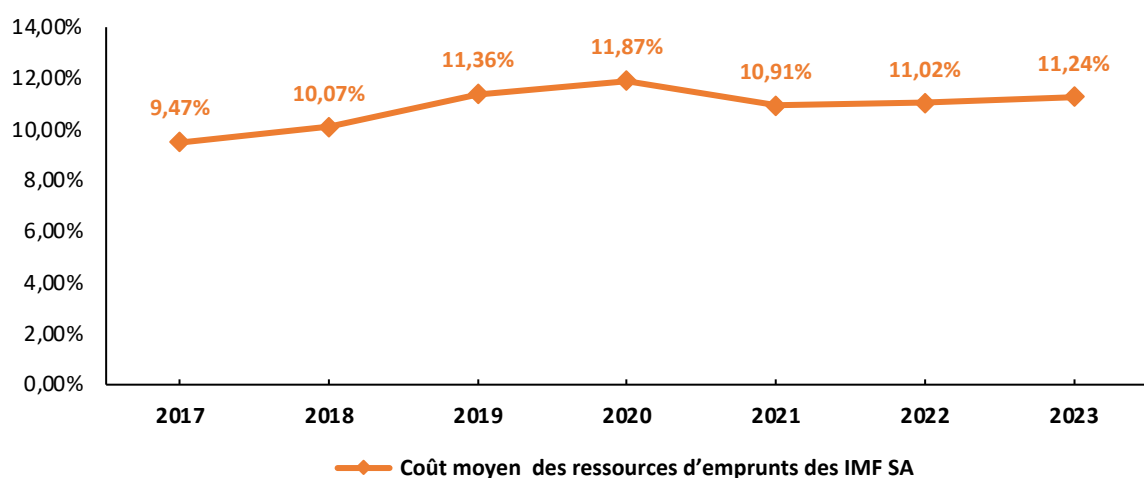


ACM
Autorité de Contrôle de la Microfinance
المركز الوطني للرقابة على التمويل الأصغر

- Les IMF SA ne sont pas autorisées à collecter des dépôts de la clientèle, leurs principales ressources sont constituées des emprunts contractés localement et auprès des bailleurs de fonds

internationaux. Au terme de l'année 2023, le coût moyen pondéré des ressources d'emprunts des IMF SA s'est établi à 11,24% contre 11,02% une année auparavant.

Evolution du coût moyen pondéré des ressources d'emprunts des IMF SA



ACM
Autorité de Contrôle de la Microfinance
المركز الوطني للرقابة على التمويل الأصغر

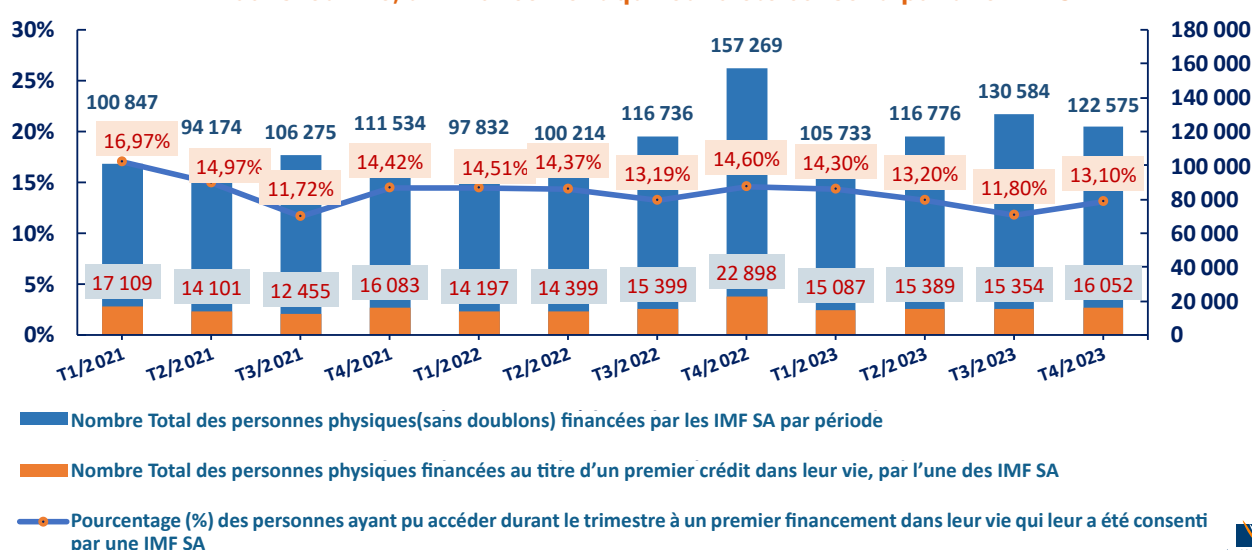
2.11. Données sur l'inclusion financière :

- Le nombre de personnes ayant pu obtenir pour la première fois dans leur vie un financement qui leur a été consenti par une IMF SA, s'est élevé au cours du dernier trimestre de l'année 2023 à 16052 contre 15087, 15389 et 15354 personnes respectivement au cours des premier, deuxième et troisième trimestres de la même année.
- Le nombre total des clients ayant pu accéder à un premier financement au cours de l'année 2023 s'est élevé à

61 882 contre 59 748 et 66 893 clients respectivement au cours des années 2021 et 2022, soit un taux de croissance annuel moyen de 1,8% entre 2021 et 2023.

- Le pourcentage des personnes ayant pu accéder à un premier financement dans leur vie et qui leur a été consenti par une IMF SA, par rapport au nombre total des clients financés par ces mêmes institutions, s'est établi au cours du quatrième trimestre de l'année 2023 à 13,1%, contre 14,6% au cours de la même période de l'année 2022.

Evolution trimestrielle du nombre de personnes ayant pu obtenir pour la première fois dans leur vie, un financement qui leur a été consenti par une IMF SA



2.12. Données financières sur les IMF SA :

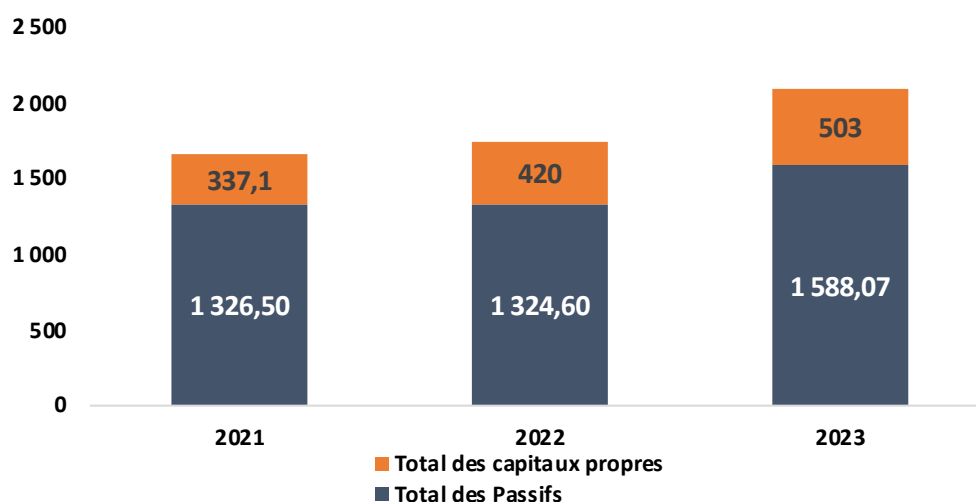
a) Principales données bilanciellles et de l'état de résultat :

- Le total des actifs des IMF SA s'est établi au 31 décembre 2023 à environ 2 090,7 millions TND contre 1 744,6 millions TND une année auparavant, enregistrant ainsi une augmentation de 20%.
- Les capitaux propres des IMF SA ont atteint 503 millions TND au 31-12-2023 contre 420 millions TND au 31-12-2022, soit une augmentation de 19,8%. Une telle augmentation est imputable principalement à l'augmentation du capital social de trois IMF.
- Les passifs des IMF SA ont enregistré une croissance de 20 % en passant de 1 324,6 millions TND au 31-12-2022 à 1 588,1 millions TND au 31-12-2023.

- Le total des produits d'exploitation microfinance des IMF SA s'est élevé au 31-12-2023 à 484,4 millions TND contre 448,1 millions TND une année auparavant.
- Le produit net des activités microfinance est passé de 316 millions TND au 31-12-2022 à 335 millions TND au 31-12-2023.
- Le résultat d'exploitation des IMF SA s'est établi au 31-12-2023 à 104 millions TND contre 98 millions TND une année auparavant et se compose de la somme des résultats d'exploitation bénéficiaires de six institutions, d'une valeur de 108 millions TND et du résultat d'exploitation déficitaire d'une seule IMF.
- Le résultat net consolidé des IMF SA a atteint 81 millions TND au 31-12-2023 contre 82,6 millions TND au 31-12-2022 enregistrant ainsi, une baisse de 1,94%.

Données consolidées des IMF SA	Total			Taux de croissance	
	2021	2022	2023	$\frac{2022}{2021}$	$\frac{2023}{2022}$
Total des Actifs	1 663,6	1 744,6	2 090,73	4,87%	19,84%
Total des Passifs	1 326,5	1 324,6	1 588,07	-0,14%	19,89%
Emprunts et ressources spéciales	1 196,6	1 200,1	1 457,59	0,29%	21,46%
Concours bancaires	0,1	1,8	4,02	1700,00%	123,33%
Total des capitaux propres	337,1	420,0	503	24,59%	19,68%
Total des produits d'exploitation Microfinance	408,0	448,1	484,4	9,83%	8,11%
Total des charges d'exploitation Microfinance	131,1	132,1	149,7	0,76%	13,30%
Produit net des activités microfinance	276,9	316,0	335	14,12%	5,94%
Résultat d'exploitation	77,6	98,0	104	26,29%	6,09%
Résultat de l'exercice	57,0	82,6	81	44,91%	-1,62%

Structure financière consolidée des IMF SA du secteur de 2021 à 2023



b) Indicateurs financiers des IMF SA

- Le ratio de rentabilité des actifs (ROA) s'est élevé à 4,16 % au 31/12/2023, contre 4,85 % au 31/12/2022.
- Au terme de l'année 2023, le ratio de rentabilité des fonds propres (ROE) a

atteint 16,23 % contre 21,82 % à la fin de l'année 2022.

- Au 31 décembre 2023, le ratio d'autosuffisance opérationnelle (ASO) s'est établi à 125,81 % contre 126,05 % à la fin de l'année 2022.

Indicateurs financiers des IMF SA	Année		
	2021	2022	2023
Rendement des Fonds Propres (ROE) ⁴	18,09%	21,82%	16,23%
Rendement des Actifs (ROA) ⁵	3,45%	4,85%	4,16%
Autosuffisance Opérationnelle (ASO) ⁶	121,65%	126,05%	125,81%
Coefficient d'exploitation ⁷	57,70%	60,06%	64,19%
Ratio des Charges d'exploitation ⁸	11,52%	12,33%	12,26%
Rendement du portefeuille brut ⁹	28,84%	28,58%	27,21%

4 Rendement des Fonds Propres (ROE) : résultat net de l'exercice / moyenne des fonds propres

5 Rendement des Actifs (ROA) : résultat net de l'exercice / moyenne des actifs

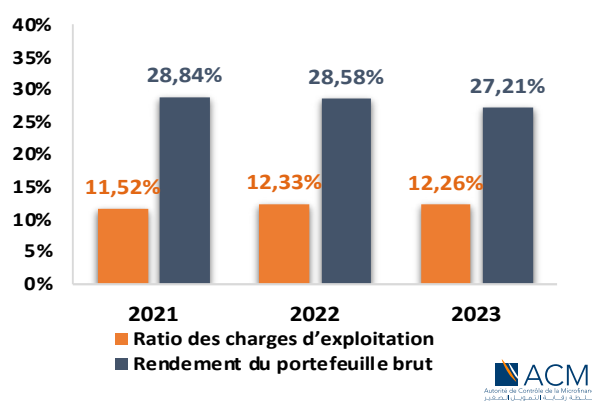
6 Autosuffisance Opérationnelle (ASO) : produits d'exploitation de microfinance / (charges d'exploitation de microfinance + dotations aux provisions pour créances douteuses + frais de personnel + charges générales d'exploitation + dotations aux amortissements sur immobilisations)

7 Coefficient d'exploitation : (Charges générales d'exploitation + Frais de personnel + Dotations aux amortissements sur immobilisations) / Produit net des activités de microfinance

8 Ratio des charges d'exploitation : (charges générales d'exploitation + frais de personnel + dotations aux amortissements sur immobilisations) / encours brut moyen

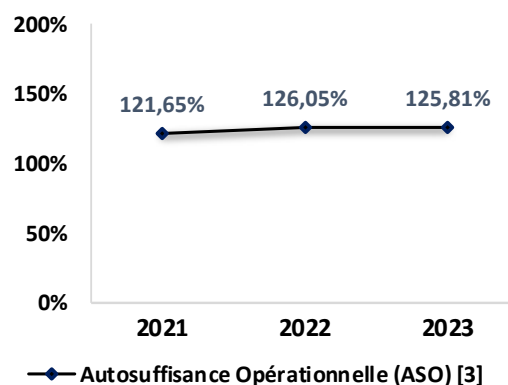
9 Rendement du portefeuille brut : (intérêts et revenus assimilés + commissions) / encours brut moyen.

Évolution du rendement du portefeuille et du taux des charges d'exploitation des IMF SA



- c) Ratio de solvabilité des IMF SA
- Le ratio de solvabilité consolidé des IMF SA

Évolution du rendement du portefeuille et du taux des charges d'exploitation des IMF SA



est passé de 27,66 % en 2022 à 26,4 % en 2023.

IMF SA	Année		
	2021	2022	2023
Ratio de solvabilité (%)	24,48%	27,66%	26,40%
Fonds propres nets (En milliers TND)	367 467	452 272	515 865
Actifs pondérés en fonction des risques (En milliers TND)	1 501 351	1 634 903	1 954 115

Evolution du ratio de solvabilité calculé sur la base des fonds propres nets des IMF SA

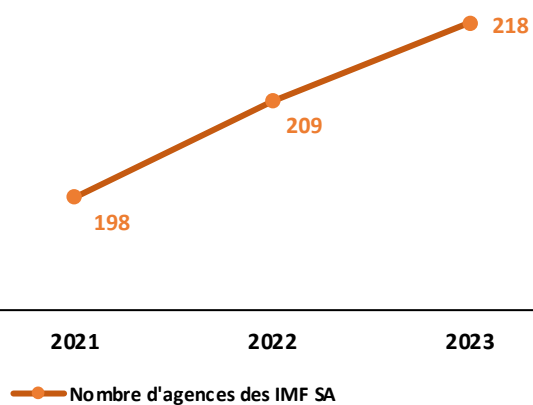


2.13. IMF-SA : Données non financières

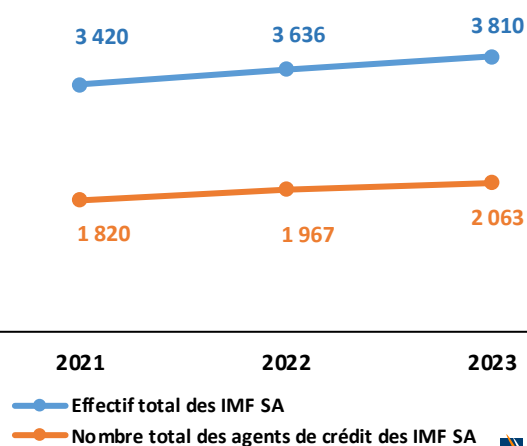
- Au terme de l'année 2023, le nombre des agences des IMF SA est passé à 218 contre 209 agences une année auparavant.
- Environ 50% des agences des IMF SA relèvent du réseau d'Enda Tamweel.
- Le nombre moyen des clients actifs par agence d'une IMF SA s'est élevé au 31 décembre 2023 à 2 637 contre 2 555 et 2 519 clients respectivement au terme des années 2022 et 2021.
- L'effectif total des IMF SA s'est accru en une seule année de 4,8 % en passant de 3 636 agents au terme de l'année 2022 à 3 810 à fin 2023, dont 52% sont des employés d'Enda Tamweel.
- Durant la période (2021-2023), le nombre total des agents de crédit des IMF SA a enregistré un taux d'accroissement moyen de 6,5% en passant de 1 820 à fin 2021 à 2 063 à fin 2023.

	Année		
	2021	2022	2023
Nombre d'agences des IMF SA	198	209	218
Nombre des clients actifs des IMF SA (Avec doublons)	498 745	533 983	574 954
Nombre moyen des clients actifs par agence	2 519	2 555	2 637
Effectif total des IMF SA	3 420	3 636	3 810
Nombre total des agents de crédit des IMF SA	1 820	1 967	2 063

Nombre d'agences des IMF SA



Evolution de l'effectif des IMF SA



U.A.T
UNION AUDIT TUNISIE اتحاد المراجعة التونسي

Société d'expertise comptable inscrite
au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie
67, Av Alain Savary- Bloc B 4ème étage - 1082 Tunis
Tél : +216.71.78.72.33 – Gsm : 98.30.49.17 - Fax : +216.71.79.61.47 Email : uat@gnet.tn

Rapport du commissaire aux comptes sur les états financiers arrêtés au 31/12/2023

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

RAPPORT SPECIAL SUR LES CONVENTIONS

ANNEXES :

- 1- Bilan au 31/12/2023
- 2- Etat de résultat
- 3- Etat des flux de trésorerie
- 4- Notes aux états financiers



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير



U.A.T

UNION AUDIT TUNISIE اتحاد المراجعة التونسي

**Société d'expertise comptable inscrite
au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie**

67, Av Alain Savary- Bloc B 4^{ème} étage - 1082 Tunis

Tél : +216.71.78.72.33 – Gsm : 98.30.49.17 - Fax : +216.71.79.61.47 Email : uat@gnet.tn

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

*Messieurs les membres du conseil d'administration
de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance ACM*

I. Rapport sur l'audit des états financiers

1- Opinion

En exécution du mandat de commissariat aux comptes que vous nous avez confié, nous avons effectué l'audit des états financiers de ***l'Autorité de Contrôle de la Microfinance « ACM »*** qui comprennent le bilan arrêté au 31 décembre 2023, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers, annexés au présent rapport, font apparaître un total net du bilan de : **4.633.189 DT** et un résultat bénéficiaire de : **852.400 DT**.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de ***l'Autorité de Contrôle de la Microfinance « ACM »*** au 31 décembre 2023, ainsi que de sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises

2- Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA) applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilité de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'établissement conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Conformément à la réglementation en vigueur, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de l'ACM dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Le contrôle de ce rapport ne soulève pas de remarques particulières.

4- Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'établissement ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'établissement.

5- Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la

falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'établissement à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

Conformément à la réglementation en vigueur, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'ACM. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au conseil d'administration.

Nous signalons que notre examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation et présentation des états financiers n'a pas révélé d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion. Un rapport comportant nos remarques, observations et conclusions relatives au contrôle interne et aux procédures a été remis à la direction Générale de l'ACM.

Tunis le, 19 Juillet 2024

P/ UAT

Abdellatif ABBES



U.A.T

UNION AUDIT TUNISIE اتحاد المراجعة التونسي

**Société d'expertise comptable inscrite
au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie**

67, Av Alain Savary- Bloc B 4^{ème} étage - 1082 Tunis

Tél : +216.71.78.72.33 – Gsm : 98.30.49.17 - Fax : +216.71.79.61.47 Email : uat@gnet.tn

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

**Messieurs les membres du conseil d'administration
de l'Autorité de Contrôle de la Micro finance ACM**

Messieurs,

Dans le cadre de la mission de commissariat aux comptes de l'ACM qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous vous communiquons ci-dessous les conventions et opérations conclues avec les membres du conseil d'administration.

Notre responsabilité consiste à nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation desdites conventions ou opérations et de leur correcte traduction, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été communiquées et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

I- Conventions avec les membres du conseil d'administration

➤ Convention avec la Banque Centrale de Tunisie

Le 13/05/2015, l'ACM a conclu un protocole d'accord avec la Banque Centrale de Tunisie qui a pour objet :

- La définition d'un cadre de coopération entre les parties en vue de mettre en place la centrale des risques de la microfinance
- L'hébergement physique et virtuel de cette centrale à la BCT
- L'échange de données entre la BCT et l'ACM dans la limite des textes législatifs et réglementaires permettant à chacune d'elles de réaliser ses missions

Selon ce protocole d'accord, toutes les prestations fournies par la Banque Centrale sont fournies gratuitement, toutefois, l'ACM supportera :

- L'achat, l'installation, la maintenance et la désinstallation de tout équipement nécessaire à l'accomplissement des prestations des parties.

Voici la liste des principales conventions ou opérations pour lesquelles l'ACM assume une charge financière :

1- Le contrat de maintenance des équipements informatiques de la Centrale des Risques de la Microfinance

Ce contrat, conclu entre la BCT et la société Tunisie Electronique, a été signé initialement le 22/02/2012 et mis à jour par les avenants du 02/03/2015 (*n°1*), du 20/02/2018 (*n°2*) et du 03/10/2018 (*n°3*).

Le coût relatif au dit contrat est supporté à hauteur d'un tiers (1/3) par l'ACM et deux tiers (2/3) par la BCT et s'élève à 17.861,588 DT TTC par an depuis le 03/10/2018. Une majoration de 3% par an est prévue à compter de la quatrième année.

La dernière facture adressée à l'ACM, datée du 15 septembre 2022 et couvrant la période du 3 juillet 2020 au 2 octobre 2022, s'élève à 40.188,573 DT TTC. Celle-ci a été réglée en octobre 2023.

Nous signalons qu'aucune facture n'a été reçue depuis lors. La charge sur l'exercice 2023 est estimée à 18.533,526 DT TTC.

2- Migration de la plateforme SAS Analytics Pro vers SAS Office Analytics

Par courrier daté du 21 octobre 2022, la BCT a informé l'ACM que la répartition des coûts s'effectuerait de la manière suivante : un tiers (1/3) à la charge de l'ACM et deux tiers (2/3) à la charge de la BCT. La part incombant à l'ACM s'élève à 36.516 DT TTC. Ce montant a été enregistré dans la comptabilité à la fin de l'année 2022.

Cependant, l'ACM est toujours en attente de la réception de la facture définitive pour procéder au règlement.

3- Frais de renouvellement de la licence SAS Office Analytics

Par courrier daté du 29 août 2022, la Banque Centrale de Tunisie a réclamé à l'ACM le règlement des frais de renouvellement de la licence SAS Office Analytics pour la période du 30 septembre 2021 au 29 septembre 2022, s'élevant à 25.100 DT TTC.

L'ACM a contesté cette demande, estimant ne pas avoir bénéficié des services de cette plateforme durant ladite période. Par courrier daté du 21 octobre 2022, la Banque Centrale de Tunisie a proposé de surseoir au paiement de ces frais et a confirmé que les frais d'exploitation de la licence ne seraient facturés à l'ACM qu'après l'achèvement des travaux de connexion de l'ACM.

À ce jour, l'ACM est toujours en attente de la réception d'une facture pour le règlement des frais, étant donné que la connexion à la plateforme a été achevée depuis octobre 2022. La charge sur l'exercice 2023 est estimée à 25.100 DT TTC.

II- REMUNERATION DES DIRIGEANTS

➤ Jetons de présence

Les jetons de présence servis par référence à l'arrêté du ministère des finances en date du 16 juin 2016 se sont élevés à 18.900 DT au titre de l'exercice 2023.

➤ Rémunération du Directeur Général

La rémunération du directeur général est fixée par arrêté du président du gouvernement en date du 9 mars 2016 et comprend les éléments suivants :

• Eléments de salaire :

Elément	Montant
Salaire de base	900 DT
Prime de logement	200 DT
Prime de responsabilité	3795 DT

De plus, le directeur général bénéficie d'une indemnité familiale fixée conformément à la législation en vigueur.

• Avantage en nature :

Le directeur Général bénéficie des avantages suivants :

- ✓ Un quota de carburant fixé à 500 litres par mois ;
- ✓ Recharge téléphonique pour 120 dinars par trimestre ; et
- ✓ Une voiture de fonction

Les obligations et engagements de l'ACM envers son Directeur Général, tel qu'ils ressortent des états financiers pour l'exercice clos le 31/12/2023, se présentent comme suit :

Eléments	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2023
Salaire et indemnités	58 937 DT	0
Avantage en natures	16 730 DT	0
TOTAL	75 667 DT	0

En dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autre conventions et opérations spécifiques.

Tunis le, 19 Juillet 2024

P/ UAT

Abdellatif ABBES



Etats Financiers

Exercice Clos le 31/12/2023



ACM

Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

BILAN

Actifs

Exercice clos le 31 décembre 2023
(Chiffres exprimés en dinars)

Libellé	Note N°	31-déc-2023	31-déc-2022
Actifs non courants			
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles	4.1.1	1 338 109	1 327 065
<i>Moins : amortissements immobilisations incorporelles</i>		<i>(1 165 026)</i>	<i>(1 137 796)</i>
Immobilisations incorporelles		173 083	189 269
Immobilisations corporelles	4.1.1	479 548	457 833
<i>Moins : amortissements immobilisations corporelles</i>		<i>(436 451)</i>	<i>(413 284)</i>
Immobilisations corporelles		43 097	44 548
Immobilisations financières		-	-
<i>Moins : amortissements immobilisations financières</i>		-	-
Immobilisations financières		-	-
Total des actifs immobilisés		216 180	233 817
Autres Actifs Non Courant		-	-
Total des actifs non courants		216 180	233 817
Actifs courants			
Clients et compte rattachés		-	-
Divers actifs courants	4.1.2	267 019	150 196
<i>Moins : provisions</i>		-	-
Autres actifs courants		267 019	150 196
Placements et autres actifs financiers	4.1.3	4 000 000	2 700 000
Liquidités et équivalents de liquidités	4.1.4	149 991	708 660
Total des actifs courants		4 417 010	3 558 856
TOTAL DES ACTIFS		4 633 189	3 792 673

BILAN

Capitaux Propres & Passifs

Exercice clos le 31 décembre 2023
(Chiffres exprimés en dinars)

Libellé	Note N°	31-déc-2023	31-déc-2022
Capitaux propres			
Fonds de dotation		-	-
Subventions d'investissement nettes	4.1.5	150 450	170 518
Résultats reportés		3 131 016	2 233 775
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		3 281 466	2 404 293
Résultat de l'exercice		852 400	897 241
Total des capitaux propres avant affectation		4 133 867	3 301 534
Passifs			
Passifs non courants			
Autres passifs financiers			
Provisions pour risques et charges	4.1.6	83 820	53 786
Total des passifs courants		83 820	53 786
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	4.1.7	483	14 585
Autres passifs courants	4.1.8	415 019	422 768
Concours bancaires et autres passifs financiers		-	-
Total des passifs courants		415 502	437 353
Total des passifs		499 322	491 139
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES & DES PASSIFS		4 633 189	3 792 673

ETAT DE RESULTAT

Exercice clos le 31 décembre 2023
(Chiffres exprimés en dinars)

Libellé	Note N°	31-déc-2023	31-déc-2022
Produits d'exploitation			
Contributions IMF	4.2.1	2 369 517	2 327 746
Subventions d'exploitation	4.2.2		20 355
Autres produits d'exploitation	4.2.3	60 071	52 897
Total des produits d'exploitation		2 429 588	2 400 998
Charges d'exploitation			
Achats divers consommés	4.2.4	35 373	33 599
Charge du personnel	4.2.5	1 389 387	1 273 145
Dotations aux amortissements et aux provisions	4.2.6	50 397	71 408
Autres charges d'exploitation	4.2.7	457 306	370 981
Total des charges d'exploitation		1 932 463	1 749 132
Résultat d'exploitation		497 124	651 866
Charges financières nettes		-	-
Produits des placements	4.2.8	355 266	234 637
Autres gains ordinaires	4.2.9	10	10 738
Autres pertes ordinaires		-	-
Résultat des activités ordinaires avant impôt		852 400	897 241
Impôt sur les bénéfices		-	-
Résultat des activités ordinaires après impôt		852 400	897 241
Eléments extraordinaires (Gains/pertes)		-	-
Résultat net de l'exercice		852 400	897 241
Effets des modifications comptables		-	-
Résultats après modifications comptables		852 400	897 241

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

Exercice clos le 31 décembre 2023

(Chiffres exprimés en dinars)

Libellé	Note N°	31-déc-2023	31-déc-2022
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Résultat net de l'exercice		852 400	897 241
Ajustement pour :			
- Amortissements et provisions		80 431	81 809
- Quote-part des subventions d'investissement inscrites au résultat		(20 067)	(52 897)
Variation des :			
- créances		-	-
- autres actifs		(116 823)	(11 514)
- fournisseurs et autres dettes		(21 851)	67 537
Plus ou moins-values de cession		-	-
Transfert de charges		-	-
Flux de trésorerie affectés à l'exploitation		774 090	982 176
Flux de trésorerie liés à l'investissement			
Décassements provenant d'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(32 759)	(221 661)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		-	-
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations Financières		-	-
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations Financières		-	-
Décassements provenant d'acquisition d'autres actifs non courants		-	-
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements		(32 759)	(221 661)
Flux de trésorerie liés au financement			
Subvention d'investissement			167 020
Placements nets (Souscriptions nettes des remboursements)		(1 300 000)	(300 000)
Remboursement d'emprunts		-	-
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		(1 300 000)	(132 980)
Variation de trésorerie		(558 669)	627 536
Trésorerie au début de l'exercice		708 660	81 124
Trésorerie à la clôture de l'exercice		149 991	708 660

Notes aux Etats Financiers

Exercice Clos le 31/12/2023



ACM

Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

Table des matières

I. Présentation de l'ACM.....	3
II. Respect des normes comptables tunisiennes	4
III. Les bases de mesure et méthodes comptables pertinentes	4
3.1 _ Règles de prise en compte des produits.....	4
3.1.1_ Règles de prise en compte des contributions.....	4
3.1.2_ Règles de prise en compte des revenus de placements financiers	4
3.2 _ Les subventions d'investissement	5
3.3 _ Les subventions d'exploitation	5
3.4 _ Valeurs Immobilisées.....	5
3.5 _ Les charges à répartir.....	5
3.6 _ Provisions pour indemnités de départ à la retraite.....	6
3.7 _ Régime fiscal de l'ACM.....	6
IV. Notes aux états financiers	7
4.1 _ Notes sur le bilan	7
4.1.1_ Immobilisations corporelles & incorporelles.....	7
4.1.2_ Divers Actifs courants.....	8
4.1.3_ Placements et autres actifs financiers	8
4.1.4_ Liquidités et équivalents de liquidités	9
4.1.5_ Capitaux propres.....	9
4.1.6_ Provisions pour départ à la retraite	9
4.1.7_ Fournisseurs et comptes rattachés	10
4.1.8_ Autres passifs courants	10
4.2 _ Notes sur l'état de résultat	11
4.2.1_ Contribution des IMF.....	11
4.2.2_ Subventions d'exploitation.....	12
4.2.3_ Autres produits d'exploitation	12
4.2.4_ Achats divers consommés.....	12
4.2.5_ Charges du personnel.....	12
4.2.6_ Dotations aux amortissements, aux provisions et résorptions.....	13
4.2.7_ Autres charges d'exploitation	13
4.2.8_ Produits des placements	14
4.2.9_ Autres gains ordinaires	14
4.3 _ Notes sur l'état des flux de trésorerie	14
4.4 _ Eventualités et événements survenant après la date de clôture.....	14
4.5 _ Les engagements hors Bilan.....	14

I. Présentation de l'ACM

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance « ACM » est créée par l'article 43 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

Les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance sont fixées par le décret n°2012-2128 du 28 septembre 2012.

L'ACM est chargée :

- D'instruire les dossiers d'agrément des institutions de microfinance et d'émettre un avis à leurs propos ;
- D'informer les institutions de microfinance des décisions d'autorisation prises par le ministre des finances ;
- De contrôler sur pièces et sur place les institutions de microfinance, leurs unions et les associations qui ont procédé à la filialisation de leur activité ;
- De désigner un administrateur provisoire pour l'institution de microfinance selon des conditions fixées par décision du ministre des finances ;
- De prononcer des sanctions administratives, à l'exception du retrait d'agrément, en cas de violation des dispositions du présent décret-loi et de ses textes d'application ;
- De prononcer des pénalités, en cas de non-respect des dispositions du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance et de ses textes d'application, payables au profit du trésor public. Leurs montants sont fixés par arrêté du ministre des finances ;
- De proposer, avec justification, au ministre des finances le retrait de l'agrément des institutions de microfinance et de leurs unions ;
- De mettre en place un système de centralisation des risques du secteur et de les communiquer aux institutions de microfinance à leur demande. Elle peut à cette fin demander aux institutions de microfinance de lui fournir toutes les statistiques et informations lui permettant de suivre le développement de leurs activités. Elle peut également conclure des contrats de partenariat avec des autorités de contrôle similaires pour l'échange d'informations ;
- D'émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance ;
- D'accorder un agrément pour l'exercice de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités conformément aux conditions fixées par le décret n°2022-767 du 19 octobre 2022 portant organisation de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités ;
- De contrôler sur pièces et sur place les sociétés prestataires en « Crowdfunding » en dons et libéralités dans le but de s'assurer de la conformité de leur activité aux dispositions de la loi et ses textes d'application ainsi qu'aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;
- De procéder au retrait de l'agrément pour l'exercice de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralité en cas notamment d'incapacité du titulaire de l'agrément à continuer à répondre aux conditions sur la base desquelles l'agrément a été accordé ou en cas de son non-respect de la législation ou la réglementation en vigueur.

II. Respect des normes comptables tunisiennes

Les états financiers de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, ont été établis et présentés conformément aux méthodes comptables prévues par les normes comptables tunisiennes et dans le respect des hypothèses sous-jacentes (la continuité d'exploitation et la comptabilité d'engagement) ainsi que les conventions comptables prévues par le cadre conceptuel de la comptabilité financière.

En matière de présentation, l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a opté pour l'établissement de l'état de résultat selon le modèle autorisé et de l'état des flux de trésorerie selon le modèle autorisé. Les chiffres présentés sont exprimés en Dinars Tunisiens (DINARS).

En matière d'information, des détails des comptes et des informations complémentaires sont présentés dans les notes aux états financiers.

III. Les bases de mesure et méthodes comptables pertinentes

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués par référence à la convention comptable du coût historique.

3.1 _ Règles de prise en compte des produits

3.1.1_ Règles de prise en compte des contributions

Les revenus provenant des contributions annuelles perçues par l'autorité de contrôle de la microfinance sur les institutions de microfinance sont pris en compte en résultat de façon à les rattacher à l'exercice au cours duquel ils sont encourus, sauf si leur encaissement effectif n'est pas raisonnablement assuré.

En application des dispositions de l'article premier de l'Arrêté du ministre des finances du 9 février 2016, fixant les taux et les modalités de perception de la contribution des institutions de microfinance revenant à l'autorité de contrôle de la microfinance et prévue à l'article 48 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014, le taux de la contribution annuelle perçue par l'autorité de contrôle de la microfinance sur les institutions de microfinance au titre de leurs participations aux ressources de ladite autorité est fixé à 1,25‰ (1,25 pour mille) du total brut du bilan relatif à l'exercice comptable expiré et sans que le montant de la contribution annuelle de chaque institution de microfinance sous forme de société anonyme ne soit inférieure à 60 000DT (60 mille dinars).

La contribution perçue sur les institutions de microfinance agréées au cours d'année civile, sera calculée au prorata de la période restant à courir de l'année.

3.1.2_ Règles de prise en compte des revenus de placements financiers

Les revenus des placements englobent principalement les intérêts. Ils sont constatés en produits dès qu'ils sont acquis même s'ils ne sont pas encore encaissés.

Les intérêts courus à la date de clôture de l'exercice constituent des produits à recevoir à enregistrer en produits.

3.2 _ Les subventions d'investissement

Elles sont constituées par les subventions publiques reçues en numéraires et par les subventions en nature reçues de la « GIZ ». Celles-ci sont évaluées à la valeur vénale des actifs sur la base des factures correspondantes.

Les subventions d'investissement relatives à des actifs amortissables, sont prises en compte dans les résultats pendant les exercices où sont constatées les charges d'amortissement liées à ces actifs et ce, proportionnellement à ces charges d'amortissement.

3.3 _ Les subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation reçues de l'Etat sont destinées à couvrir les charges d'exploitation. Elles sont comptabilisées en « produits » au cours de l'exercice qui enregistre ces charges.

A la fin de l'année, considérant l'hypothèse que l'excédent non utilisé de la subvention afférente à une année devra être imputé sur le budget de ou des année(s) suivante(s) (il n'est donc ni restituable, ni acquis définitivement au titre de l'année de référence), et conformément à la convention de rattachement des charges aux produits, la partie non utilisée d'une subvention afférente à une année considérée est reportée à l'exercice suivant. A cet effet, la partie non utilisée est déduite des produits de cette année et est comptabilisée dans un compte de passif «subventions reçues d'avance».

Par hypothèse, la partie non utilisée est calculée par la différence entre (1) les produits provenant des subventions d'exploitation majorés de la quote-part des subventions d'investissement transférée dans le résultat de l'exercice et (2) le total des charges de l'exercice, y compris les charges d'amortissement et de provision.

3.4 _ Valeurs Immobilisées

Les immobilisations corporelles et incorporelles exploitées par l'ACM figurent aux actifs pour leur coût d'acquisition et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire.

Les durées de vie utiles des principales catégories d'immobilisations de l'ACM, converties en taux d'amortissement se présentent comme suit :

Catégories d'immobilisations	Taux d'amortissement
Site Web	33%
Licences	33%
Logiciels	33%
Centrale des risques	33%
Matériel de transport	20%
Equipements de bureau	10% et 20%
Equipements de cuisine	20%
Matériels informatiques	33%

3.5 _ Les charges à répartir

Les charges à répartir sont les charges engagées au cours d'un exercice, dans le cadre d'opérations spécifiques, ayant une rentabilité globale démontrée et dont la réalisation est attendue au cours des exercices ultérieurs.

Les charges à répartir sont portées à l'actif du bilan en autres actifs non courants dans la mesure où il est établi qu'elles ont un impact bénéfique sur les résultats futurs et qu'il est probable que les activités futures permettront de récupérer les montants engagés. Ils sont résorbés sur une durée maximale de trois ans, à partir de l'exercice de leur constatation.

3.6 _ Provisions pour indemnités de départ à la retraite

Une provision pour avantages du personnel est comptabilisée par l'ACM pour faire face aux engagements correspondants à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles (six mensualités) auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite.

Elle résulte d'un calcul effectué selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (prévue par la Norme Comptable Internationale IAS 19, Avantages du personnel, n'ayant pas d'équivalente en Tunisie) qui prend en considération notamment le risque de mortalité, l'évolution prévisionnelle des salaires, la rotation des effectifs et un taux d'actualisation financière.

3.7 _ Régime fiscal de l'ACM

Le régime fiscal de l'ACM est précisé par la lettre reçue de la Direction Générale des Etudes et Législation Fiscale (DGELF) en date du 08/01/2013 qui précise que :

- En matière d'impôts sur les bénéfices : L'ACM se trouve hors champs d'application de l'impôt sur les sociétés conformément à l'article 45 du code de l'IRPP et de l'IS. Cependant, elle applique une retenue à la source conformément aux dispositions des articles 52 et 53 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.
- En matière de TVA : Les opérations réalisées par l'ACM ne sont pas soumises à la TVA. Toutefois, les acquisitions de l'ACM sont soumises à la TVA selon les taux en vigueur et elle applique une retenue à la source au taux de 25% du montant de la TVA conformément à l'article 19 bis du code de la TVA.

IV. Notes aux états financiers

4.1 _ Notes sur le bilan

4.1.1_ Immobilisations corporelles & incorporelles

Désignation	Valeurs Brutes 31 décembre 2022	Acquisitions 2023	Cession Reclassement 2023	Valeurs Brutes 31 décembre 2023	Dotations 2023	Régul Amortis antérieurs	Amortissement cumulé 31 Décembre 2023	VCN 31 décembre 2023
Immobilisations incorporelles								
Logiciels	47 833	+ 358	-	48 191	13 019	-	26 434	21 757
Site Web	35 575		-	35 575	-	-	35 575	-
Licence	23 446	+ 10 686	-	34 132	4 132	-	22 455	11 677
Centrale des risques ⁽¹⁾	1 017 045		+ 148 750	1 165 795	10 079	-	1 026 147	139 648
Logiciels subventionnés par la GIZ	54 416		-	54 416	-	-	54 416	-
Immobilisations incorporelles en cours	148 750		- 148 750	-	-	-	-	-
Total des immobilisations incorporelles	1 327 065	11 044	148 750	1 338 109	27 230	-	1 165 026	173 083
Immobilisations incorporelles								
Matériel de transport	94 460	-	-	94 460	-	-	94 460	-
Equipement de bureau	28 226	+ 7 101	-	35 327	3 064	-	26 129	9 198
Equipement de cuisine	92	-	-	92	-	-	92	-
Matériel informatique	47 386	+ 14 614	-	61 999	12 051	-	38 215	23 784
Centrale des risques	92 304	-	-	92 304	-	-	92 304	-
Matériel de transport subventionné par la GIZ	52 546	-	-	52 546	-	-	52 546	-
Equipements de bureau subventionnés par la GIZ	40 233	-	-	40 233	2 310	-	38 930	1 303
Equipements de cuisine subventionnés par la GIZ	1 757	-	-	1 757	-	-	1 757	-
Matériels informatique subventionnés par la GIZ	100 829		-	100 829	5 741	-	92 019	8 811
Total des immobilisations corporelles	457 833		-	479 548	23 102	-	436 451	43 097
Total des immobilisations incorporelles et corporelles	1 784 897	21 715	-	1 812 310	50 332	-	1 601 477	216 180

⁽¹⁾ Centrale des risques

Conformément à l'article 43 du Décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, l'ACM a mis en place en 2015 un système de centralisation des risques du secteur et d'information des institutions de microfinance.

Ce système a été financé par la GIZ et la Banque mondiale comme suit :

Financier	Montant
La GIZ	607 913
La Banque Mondiale	496 640
Autorité de Contrôle de la Microfinance « ACM »	61 242
Total	1 165 795

De même, l'ACM a conclu le 13-Mai-2015 avec la Banque Centrale de Tunisie un protocole d'accord qui a pour objet :

- La définition d'un cadre de coopération entre les parties en vue de mettre en place la centrale des risques de la microfinance ;
- L'hébergement physique et virtuel de cette centrale à la BCT ;
- L'échange de données entre la BCT et l'ACM dans la limite des textes législatifs et réglementaires permettant à chacune d'elles de réaliser ses missions.

Selon ce protocole d'accord, l'ACM supportera :

- L'achat, l'installation, la maintenance et la désinstallation de tout équipement nécessaire à l'accomplissement des prestations des parties ;
- Le paiement de tout service rendu par des tiers et liés à l'administration du service ;
- Les frais, redevances et coûts liés au raccordement de la Centrale des risques de la microfinance avec les institutions de microfinance.

4.1.2_ Divers Actifs courants

Les autres actifs courants totalisent 267 019 Dinars au 31-Déc-2023 contre 150 196 Dinars au 31-Déc-2022, soit une augmentation de 116 823 Dinars.

Les autres actifs courants au 31-Déc-2023 se détaillent comme suit :

Désignation	Note	2023	2022	Variation
Produits à recevoir (Revenus de placements)		248 622	136 880	111 742
Charges constatées d'avance	(1)	18 397	13 316	5 081
Total		267 019	150 196	116 823

(1) Les charges constatées d'avance se détaillent comme suit :

Désignation	2023	2022	Variation
Loyer	10 246	-	10 246
Frais internet	3 612	4 693	-1 081
Prime d'assurance	1 755	1 773	-18
Hébergement Site WEB ACM	335	333	2
Certificat SSL	1 304	4 928	-3 624
DSU SAGE PAIE & RH	1 120	1 084	36
Stock de tickets restaurant	24	-	24
Stock de bons de carburant	-	505	- 505
Total	18 397	13 316	5 081

4.1.3_ Placements et autres actifs financiers

Les placements et autres actifs financiers s'élèvent à 4 000 000 Dinars au 31-Déc-2023 contre 2 700 000 Dinars au 31-Déc-2022.

Nature du placement	2023	2022	Variation
Compte à terme	4 000 000	2 700 000	1 300 000
Total	4 000 000	2 700 000	1 300 000

4.1.4_ Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent à 149 991 Dinars au 31-Déc-2023 contre 708 660 Dinars au 31-Déc-2022, soit une diminution de 558 669 Dinars et se détaillent comme suit :

Désignation	2023	2022	Variation
Banque STB AGENCE MOKTHAR ATTIA	4 515	708 631	- 704 116
Banque STB AGENCE CITE MAHRAJEN	145 388	-	145 388
Caisse	88	29	59
Total	149 991	708 660	- 558 669

La variation du solde des liquidités et équivalents de liquidités au 31-Déc-2023 par rapport à celui du 31-Déc-2022 est expliquée par :

- En 2022 le remboursement du placement a été effectué à la fin de l'exercice, soit le 29/12/2022.
- En 2023, le remboursement du placement sera effectué au début de l'exercice 2024.

4.1.5_ Capitaux propres

La situation des capitaux propres se présente au 31-Déc-2023 comme suit :

Désignation	Fonds de dotation	Subventions d'investissement (1)	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	TOTAL
Solde au 31-Déc-2022	-	170 518	2 233 775	897 241	3 301 534
Affectation du résultat 2022			897 241	-897 241	-
Résultat de l'exercice 2023				852 400	852 400
Subventions acquises 2023					
Quote-part des subventions en résultat 2023		-20 067			-20 067
Solde au 31-Déc-2023		150 450	3 131 016	852 400	4 133 867

(1) Le détail des subventions d'investissement de présente comme suit :

Désignation	Montant 31-Déc-2022	Mouvement 2023	Montant 31-Déc-2023
Subvention GIZ (A)	922 552	-	922 552
<i>Equipements de bureaux, matériel informatique et autres</i>	314 639	-	314 639
<i>Centrale des risques</i>	607 913	-	607 913
Subvention Banque Mondiale (B)	496 640	-	496 640
<i>Centrale des risques</i>	496 640	-	496 640
Subvention de l'Etat 2013 (C)	70 000	-	70 000
<i>Matériel de transport</i>	50 000	-	50 000
<i>Equipements</i>	20 000	-	20 000
Total des subventions d'investissements (A +B +C)	1 489 192	-	1 489 192
Quote-part des subventions d'investissements inscrites aux résultats	-1 318 674	- 20 067	-1 338 741
Valeur nette des subventions d'investissements	170 518		150 450

4.1.6_ Provisions pour départ à la retraite

Suite à la mise en application du statut particulier du personnel de l'ACM approuvé par le Décret gouvernemental n° 2016-1304 du 29 novembre 2016, l'ACM a décidé pour la première fois en 2019 de comptabiliser les passifs dus au titre des avantages postérieurs à l'emploi.

En effet, selon l'article 105 dudit statut, chaque employé a le droit à une indemnité de départ à la retraite qui correspond à six salaires.

La norme internationale IAS 19 classe cet avantage parmi les autres avantages à long terme et elle exige que le montant comptabilisé au passif pour les autres avantages à long terme soit égal au total de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Les hypothèses retenues pour le calcul de cette provision sont décrites comme suit :

- Taux annuel d'augmentation des salaires 7% ;
- Le taux d'actualisation est de 7%

Désignation	Note	2023	2022	Variation
Provisions du personnel, indemnités de départ à la retraite		83 820	53 786	30 034
Total		83 820	53 786	30 034

4.1.7_ Fournisseurs et comptes rattachés

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève à 483 Dinars au 31-Déc-2023 contre 14 585 Dinars au 31-Déc-2022, soit une diminution de 14 102 Dinars.

4.1.8_ Autres passifs courants

Les autres passifs courants s'élèvent à 415 019 Dinars au 31-Déc-2023 contre 422 768 Dinars au 31-Déc-2022, soit une diminution de 7 748 Dinars.

Les autres passifs courants au 31-Déc-2023 se détaillent comme suit :

Désignation	Note	2023	2022	Variation
Personnel-Rémunérations dues		73 017	70 747	2 270
Congés à payer		30 937	24 361	6 576
Dettes Provisionnées / Prime à payer		4 348	-	4 348
Etat- Impôts et taxes		62 115	66 653	-4 582
CNRPS		61 161	43 753	17 408
CNAM		16 727	11 966	4 761
Assurance groupe maladie « Cotisation salariale »		6 062	5 445	617
Assurance groupe maladie « Cotisation patronale »		7 526	5 056	2 470
Assurance groupe maladie « Remboursement Personnel »		1 298	501	797
Retenue ORANGE		40	40	0
Charges à payer	(1)	115 292	157 749	-42 457
Débiteurs & Crédeurs Divers	(2)	36 496	36 496	0
Total		415 019	422 767	-7 748

(1) Les charges à payer se détaillent comme suit :

Désignation	Note	2023	2022	Variation
Frais télécommunication VOIP ACCES 4TR		1 722	679	1 043
Frais télécommunication Fixe Postpaye Pro 4TR		-	251	-251
Frais télécommunication FAST LINK 4TR		1 453	1 453	0
Frais télécommunication Corporate VPN 2015-2021		-	33 476	-33 476
Frais télécommunication Corporate VPN 3&4 TR 2023		1 089	-	1 089
Fibre Optique du 03/12/2023 au 31/12/2023		404	-	404
Frais électricité 01/02/2023 au 31/12/2023		3 486	834	2 652
Frais eau 4 TR		214	261	-47
Honoraires CAC		11 650	8 500	3 150
Maintenance site WEB ACM		1 342	1 285	57
Maintenance CRM : Lot N°01 & 02 du 27-Octobre au 31-Déc		16 070	16 070	0
Maintenance CRM : Lot N°04 du 15-Juillet au 31-Déc		4 868	4 867	1
Maintenance CRM : Lot N°05 du 23-octobre au 31-Déc		4 144	-	4 144
Loyer siège ACM (Novembre-Décembre)		-	8 714	-8 714
Frais de nettoyage local		621	-	621
Quote-part des frais en communs loyer : consommation d'électricité		10 994	-	11 039
Quote-part des frais en communs loyer : nettoyage zone commune		2 750	-	2 750

Jetons de présence		-	42 300	-42 300
Redevance annuelle BCT - Maintenance équipement CRM	(3)	23 058	31 268	722
Maintenance équipement informatique		-	1 476	-1 476
Renouvellement Logiciel SAS Office Analytics (BCT)	(4)	31 427	6 326	18 774
Total		115 292	157 749	-42 457

- (2) Il s'agit de la quote-part de l'ACM du coût de la migration SAS à payer à la BCT.
- (3) Charge à payer au titre de la maintenance des équipements de la CRM relative à la période allant du 03/10/2022 au 31/12/2023.
- (4) L'accès à la plateforme SAS Office Analytics a été mis à la disposition des contrôleurs de l'ACM le 25 octobre 2022.

4.2 _ Notes sur l'état de résultat

4.2.1_ Contribution des IMF

Au 31 décembre 2023, le secteur de la microfinance en Tunisie se composait de :

- **288 Associations de Microcrédits (AMC)** agréées dans le cadre de la loi n° 99-67 du 15 juillet 1999 relative aux microcrédits accordés par les associations dont 9 n'ont jamais exercé l'activité de microcrédit et 186 ont eu accès à un financement auprès de la BTS au cours de l'année 2021. Parmi les associations actives seulement une association est conforme aux dispositions du décret-loi n°2011-117 à savoir ASAD TAMWEEL.
- **7 sociétés anonymes. (IMF-SA)**

Les contributions des Institutions de Microfinance sous forme de société anonyme au titre de l'exercice 2022 s'élèvent à 2 357 213 Dinars encaissées en 2023 contre 2 274 835 Dinars au titre de l'exercice 2021 encaissées en 2022.

La contribution perçue sur les IMF-SA agréées au cours de l'exercice 2022 est fixé à 1,25‰ (1,25 pour mille) **du total brut du bilan** relatif à l'exercice comptable expiré (2021) et sans que le montant de la contribution annuelle de chaque institution de microfinance sous forme de société anonyme ne soit inférieur à 60 000DT (60 mille dinars).

IMF-SA	2023	2022	Variation
ENDA TAMWEEL	1 505 218	1 489 093	16 125
MICROCRED BAOBAB	134 697	157 680	-22 983
CENTRE FINANCIER AUX ENTREPRENEURS " CFE "	177 412	161 803	15 609
ADVANS TUNISIE	260 928	209 423	51 505
TAYSIR MICROFINANCE	151 845	136 837	15 008
ZITOUNA TAMKEEN	67 113	60 000	7 113
EL AMEL DE MICROFINANCE	60 000	60 000	-
Total	2 357 213	2 274 835	82 378

IMF-AMC

IMF-AMC	2023	2022	Variation
ASAD TAMWEEL	12 303	12 794	-491
AKDI		*40 117	-40 117
Total	12 303	52 911	-40 608

* Il s'agit des contributions dues au titre des exercices : 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 & 2021, non encore recouvrées par l'ACM, qui a émis un état de liquidation au titre des créances précitées, et ce conformément aux articles n° 49 et n° 8 , respectivement du décret-loi n° 2011-117 du 05 novembre 2011 portant organisation des institutions de microfinance, et du décret n° 2012-2128 du 28 septembre 2012, fixant les modalités de fonctionnement de l'autorité de contrôle de la microfinance.

4.2.2_ Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont nulles en 2023 contre 20 355 Dinars en 2022, soit une diminution de 20 355 Dinars.

4.2.3_ Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation qui s'élèvent à 60 071 Dinars sont constitués :

- de la quote-part des subventions d'investissement transférée dans le résultat de l'exercice pour 20 067 Dinars, qui correspond à la dotation aux amortissements de l'année des valeurs immobilisées dont l'acquisition a été financée par la GIZ.
- des pénalités de retard sur les contributions dues au titre des exercices : 2016, 2017, 2018, 2019 & 2020 payées par ASAD TAMWEEL au profit de l'ACM qui s'élèvent à 40 004 Dinars.

4.2.4_ Achats divers consommés

Le solde des achats divers consommés s'élève à 35 373 Dinars en 2023 contre 33 599 Dinars en 2022, soit une diminution de 1 774 Dinars.

Les achats d'approvisionnement consommés se détaillent comme suit :

Désignation	2023	2022	Variation
Carburant	18 173	15 628	2 545
Fournitures de bureau	8 647	5 614	3 033
Achats divers	2 846	1 186	1 660
Eau	1 088	869	219
Electricité	4 619	10 302	-5 683
Total	35 373	33 599	1 774

4.2.5_ Charges du personnel

Les charges du personnel s'élèvent à 1 389 387 Dinars en 2023 contre 1 273 145 Dinars en 2022, soit une augmentation de 116 242 Dinars.

Les charges du personnel se détaillent comme suit :

Désignation	Note	2023	2022	Variation
Salaires du personnel		1 079 683	1 014 009	65 674
Charges sociales légales		201 631	188 521	13 110
Provision Prime à payer		4 348	-	4 348
Avantages en nature	(5)	34 453	28 888	5 565
Congés payés		6 576	2 045	4 531
Indemnités de départ à la retraite		26 269	7 364	18 905
Assurance groupe maladie		36 427	32 318	4 109
Total		1 389 387	1 273 145	116 242

(5) Les Avantages en nature se détaillent comme suit :

Désignation	2023	2022	Variation
Ticket Restaurant	13 348	13 405	-57
Bon Carburant	20 627	15 005	5 622
Consommation Téléphonique DG	479	479	-
Total	34 453	28 888	5 565

4.2.6_ Dotations aux amortissements, aux provisions et résorptions

Les dotations aux amortissements, aux provisions et résorptions s'élèvent à 50 397 Dinars en 2023 contre 71 408 Dinars en 2022, soit une diminution de 21 011 Dinars. Elles représentent les dotations aux amortissements de l'exercice et se détaillent comme suit:

Désignation	2023	2022	Variation
Dot Amort des Immobilisations Corporelles & Incorporelles	50 397	71 408	-21 241
Dot Résorption Charges à répartir	-	-	-
Total Dotation aux Amort Prov & Résorpt	50 397	71 408	-21 011

4.2.7_ Autres charges d'exploitation

Le solde des autres charges d'exploitation s'élève à 457 306 Dinars en 2023 contre 370 981 Dinars en 2022, soit une augmentation de 86 325 Dinars, et se détaillent comme suit :

Désignation	Note	2023	2022	Variation
Loyer		116 077	54 083	61 994
Entretiens et réparations	(6)	178 013	125 287	52 726
Assurance		2 870	2 879	-9
Rémunérations d'intermédiaires	(7)	22 874	11 578	11 296
Frais d'impression		-	7 350	-7 350
Annonces et insertions		-	2 970	-2 970
Frais déplacement et missions		3 892	1 247	2 645
Frais de réception		709	2 058	-1 349
Frais télécommunication et internet	(8)	20 097	53 548	-33 451
Redevance, Brevets et Licences		29 409	10 331	19 078
Jetons de présence		18 900	42 300	-23 400
Services bancaires		654	363	291
FOPROLOS		10 905	10 192	713
Taxes/véhicules		820	820	0
Autres droits (R/S sur placements)		47 954	42 939	5 015
DROIT DE TIMBRE		364	180	184
Actualisation IDR		3 765	3 037	728
Total		457 306	370 981	86 325

(6) Les Entretiens et réparations se détaillent comme suit :

Désignation	2023	2022	Variation
Entretien & réparation Siège ACM	4 122	-	4 122
Maintenance CRM	136 277	104 675	31 602
Entretien et réparation Voiture	3 806	2 486	1 320
Maintenance Site WEB	4 268	4 112	164
Divers Entretien et réparation	13 773	5	13 768
Maintenance, entretien et réparation Matériels Informatiques	10 069	14 009	- 3 940
Nettoyage et entretien du siège	5 697	-	5 697
Total	178 013	125 287	52 726

(7) Les rémunérations d'intermédiaires se détaillent comme suit :

Désignation	2023	2022	Variation
Honoraires mission CAC	14 192	10 863	3329
Formation	1 191	715	476
Frais de déménagement	7 491	-	7 491
Total	22 874	11 578	11 296

(8) Les frais de télécommunication et internet se détaillent comme suit :

Désignation	2023	2022	Variation
Frais postaux	103	240	-137
Corporate Fast link	5 815	5 812	3
Corporate VOIP Accus	6 605	2 668	3 937
Fixe Postpaye Pro	299	1 003	-704
Fibre optique	5 098	5 099	-1
Corporate VPN	2 178	38 727	- 36 549
Total	20 097	53 548	-33 451

Les frais de télécommunication et internet comptabilisés en 2022, correspondent aux redevances de la ligne Corporate VPN dont les factures au titre des années 2015 ; 2016, 2017 ; 2018, 2019, 2020, 2021, et 2022, ont été adressées par Tunisie Télécom à l'ACM pour la première fois au début de l'année 2023 ; et au moment de son déménagement à son nouveau siège.

4.2.8_ Produits des placements

Les produits des placements s'élèvent à 355 266 Dinars en 2023 contre 234 637 Dinars en 2022, soit une augmentation de 120 629 Dinars.

Désignation	2023	2022	Variation
Produits de placement	352 340	223 652	128 688
Autres produits financiers (Intérêts servis sur compte courant)	2 926	6 819	-3 893
Pénalités de retard sur contributions (*)		4 166	- 4 166
Total	355 266	234 637	120 629

(*) Les pénalités de retard sur les contributions des IMF sont comptabilisés dans la rubrique « autres produits d'exploitation » en 2023.

4.2.9_ Autres gains ordinaires

Les autres gains ordinaires s'élèvent à 10 Dinars en 2023.

4.3 _ Notes sur l'état des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie a été établi selon la méthode indirecte (modèle autorisé).

L'état des flux de trésorerie au titre de l'exercice 2023 montre ce qui suit :

Désignation	2023	2022	Variation
La trésorerie au début de l'exercice	708 660	81 124	627 536
La trésorerie affectée aux activités d'exploitation	774 090	982 176	-208 086
La trésorerie provenant des activités d'investissement	(32 759)	(221 661)	188 902
La trésorerie provenant des activités de financement	(1 300 000)	(132 980)	-1 167 020
La trésorerie est positive et s'élève à :	149 991	708 660	- 558 669

4.4 _ Eventualités et événements survenant après la date de clôture

Aucun événement significatif, de nature à affecter l'activité et la situation financière de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance, n'est intervenu depuis la date de clôture.

4.5_ Les engagements hors Bilan

Les engagements hors bilan au 31 décembre 2023 présentent un solde nul.



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

التقرير السنوي 2023

06 شارع الأمين العباسي - البلفدير 1002 تونس

+216 70 013 771 / +216 70 013 772

www.acm.gov.tn info@acm.gov.tn





Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

التقرير السنوي 2023

06 نهج الأمين العباسي - البلفدير 1002 تونس

+216 70 013 771 / +216 70 013 760

www.acm.gov.tn info@acm.gov.tn

مجلس الإدارة

(إلى غاية 21 أفريل 2023)

مدير عام سلطة رقابة التمويل الصغير

الرئيس

السيد محمود المنتصر منصور

الأعضاء

قاض من الرتبة الثالثة

مستشار لدى المحكمة الإدارية

ممثلة عن وزارة المالية

ممثل عن الهيئة العامة للتأمين

ممثل عن البنك المركزي التونسي

ممثل عن المجلس الوطني للمحاسبة

عضو تمّ اختياره لخبرته في مجال التمويل الصغير

السيد إبراهيم بن عمار

السيد هشام الزواوي

السيدة سنية الزغلامي

السيد أنيس بن تعاريت

السيد محمد الصdraوي

السيد صالح الصايل

السيد علي الورغي

مراقب الحسابات

U.A.T

اتحاد المراجعة التونسي UNION AUDIT TUNISIE

Société d'expertise comptable inscrite

au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie

67, Av Alain Savary- Bloc B 4ème étage - 1082 Tunis

Tél : +216.71.78.72.33 – Gsm : 98.30.49.17 - Fax : +216.71.79.61.47 Email : uat@gnet.tn

مجلس الإدارة

(ابتداء من 22 أفريل 2023)

المديرة العامة للتمويل - وزارة المالية

الرئيس

السيدة سنية الزغلامي

الأعضاء

قاض من الرتبة الثالثة
مستشار لدى المحكمة الإدارية
ممثلة عن وزارة المالية
ممثل عن الهيئة العامة للتأمين
ممثل عن البنك المركزي التونسي
ممثل عن المجلس الوطني للمحاسبة
عضو تم اختياره لخبرته في مجال التمويل الصغير

السيدة ضحى بن نصر
السيد هشام الزواوي
السيدة أمال الزاوي
السيد أنيس بن تعاريت
السيد محمد علي النفوتي
السيد عدنان الأسود
السيد علي الورغي

الإدارة العامة

مدير عام سلطة رقابة التمويل الصغير

السيد محمود المنتصر منصور

مراقب الحسابات

U.A.T

اتحاد المراجعة التونسي UNION AUDIT TUNISIE

Société d'expertise comptable inscrite

au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie

67, Av Alain Savary- Bloc B 4ème étage - 1082 Tunis

Tél : +216.71.78.72.33 – Gsm : 98.30.49.17 - Fax : +216.71.79.61.47 Email : uat@gnet.tn

1. نشاط سلطة رقابة التمويل الصغير: 8
1. تقديم سلطة رقابة التمويل الصغير: 9
2. اجتماعات مجلس الإدارة وأهم القرارات: 9
- 1.2 إبداء الرأي في ملفّات طلبات التراخيص: 9
- 2.2 إبداء الرأي في مشاريع النصوص التشريعية: 9
- 3.2 اتخاذ قرارات تتعلّق بتنظيم وتطوير قطاع التمويل الصغير: 9
- 4.2 اتخاذ قرارات تتعلّق بالإشراف والرقابة على مؤسسات التمويل الصغير: 9
- 5.2 اتخاذ قرارات تتعلّق بإبرام اتفاقيات تعاون مع هيئات مماثلة: 10
- 6.2 القرارات المتخذة خلال اجتماعات مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير المنعقد في جلسة تأديبية: 10
- 7.2 اتخاذ قرارات تتعلّق بتنظيم وتطوير قطاع التمويل التشاركي: 10
3. دور سلطة رقابة التمويل الصّغير في تطوير البنية التحتية للتمويل الصغير: 10
- 1.3 مركزية مخاطر التمويل الصغير: 10
- 2.3 قواعد احتساب النسبة الفعلية الجمالية السنوية للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصّغير: 11
- 3.3 تقييم مخاطر غسل الأموال وتمويل الإرهاب في قطاع التمويل الصغير في تونس: 12
- 4.3 إصدار مقياس التمويل الصغير: 12
- 5.3 معالجة العرائض الصادرة عن حرفاء مؤسسات التمويل الصغير: 12
- 6.3 الرقابة على مؤسسات التمويل الصغير: 13
- أ- مراقبة الوثائق والتقارير الدورية المقدّمة لسلطة رقابة التمويل الصغير: 13
- ب- مهمّات المراقبة على عين المكان: 13
4. مشاركة خبير ممثل عن سلطة رقابة التمويل الصغير كعضو في اجتماعات اللجنة التونسية للتحاليل المالية: 14
5. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير كعضو في اجتماعات مرصد الاندماج المالي: 14
6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الملتقيات والدورات على الصعيد الوطني أو الدولي: 14
- 1.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ندوة عن بعد حول عقود التأمين في مجال التمويل التشاركي: 14
- 2.6 تنشيط ستّ (6) ورشات تدريبية حول حماية حرفاء مؤسسات التمويل الصغير: 14
- 3.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة عمل حول إجراءات رقابة منصات التمويل التشاركي: 14
- 4.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصّغير في يوم تحسيّسيّ حول المنظومة الوطنية للعقوبات المالية المستهدفة: 14
- 5.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في سلسلة ندوات عن بعد حول «استدامة التمويل الصغير في منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا»: 15
- 6.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة اختتام مشروع «التثقيف المالي حول الخدمات المالية الرقمية في تونس»: 15
- 7.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المنتدى العربيّ حول «الاتّصالات والحلول المالية الرقمية وتعزيز الشمول المالي»: 15
- 8.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة عمل حول تحسين فرص حصول المؤسسات الصغرى والمتوسطة على التمويل: 15
- 9.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في أول منتدى وطنيّ حول التمويل التشاركي في تونس: 15

- 10.6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة عمل حول نتائج التشخيص المتعلق بإدارة الأداء الاجتماعي والبيئي لمؤسسات التمويل الصغير في تونس:.....16
- 11.6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في أشغال اللجنة المكلفة بصياغة النصوص التطبيقية لمشروع قانون دعم الإدماج المالي:.....16
- 12.6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشات عمل تحسيسية حول نشاط التمويل التشاركي:.....16
- 13.6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الأسبوع الإفريقي للتمويل الصغير:.....16
- (7) تطوّر الجانب التنظيمي والموارد البشرية لسلطة رقابة التمويل الصغير:16
- 1.7. المشاركة في ورشة تكوينية حول الرقابة على الخدمات المالية الرقمية:16
- 2.7. المشاركة في دورة تكوينية حول إدارة الأداء الاجتماعي لمؤسسات التمويل الصغير:17
- 3.7. المشاركة في دورة تكوينية حول الإدماج المالي المسؤول:.....17
- 4.7. المشاركة في دورة تكوينية حول مؤشرات متابعة التأمين الإدماجي:.....17
- 5.7. المشاركة في ورشة تكوينية حول تنظيم ورقابة التأمين الإدماجي:.....17
- 6.7. المشاركة في دورة تكوينية حول الرقابة القائمة على المخاطر:.....17
- 7.7. المشاركة في دورة تكوينية إقليمية حول الخدمات المالية الرقمية ودورها في النهوض بتمويل المؤسسات الصغيرة والمتوسطة والشباب والنساء:.....17
- 8.7. المشاركة في دورة تكوينية حول مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب:.....18
- 9.7. المشاركة في دورة تكوينية عن بعد للحصول على شهادة خبير في التمويل الصغير:.....18
- 10.7. المشاركة في دورة تكوينية عن بعد للحصول على شهادة خبير في التمويل الرقمي:.....18
- 11.7. المشاركة في دورة تكوينية عن بعد للحصول على شهادة خبير في سياسة الإدماج المالي:18
- 12.7. المشاركة في زيارة دراسية إلى الأردن حول الإدماج المالي والمالية الرقمية:18
- ا. واقع قطاع التمويل الصغير في تونس:.....19
- (1) تطور الإطار التشريعي والترتيبي للتمويل الصغير في تونس منذ سنة 2011:.....20
- (2) معطيات حول قطاع التمويل الصغير في تونس خلال سنة 2023:.....22
- 1.2. تطوّر التمويلات الصغرى المسندة:.....23
- أ- خلال الفترة (2023-2021):.....23
- ب - خلال الفترة (2023-2011):.....23
- 2.2. توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب الجهات:.....24
- 3.2. توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب القطاعات:.....25
- 4.2. توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب النوع الاجتماعي:.....26
- 5.2. توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب نوع المشروع:.....28
- 6.2. معدّل التمويل الصغير:.....28
- 7.2. تطوّر المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى:.....29
- أ - المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير:.....29
- ب - متوسط المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:.....30
- 8.2. محفظة المخاطر 30 يوما لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:.....31
- أ- خلال الفترة (2023-2021):.....31
- ب- خلال سنة 2023:.....32

- 9.2. نسبة التمويلات الصغرى التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير خلال الفترة (2021-2023):.....33
- 10.2 متوسط نسبة الفائدة الفعلية الجمليّة المربّحة لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:.....34
- 11.2 معطيات حول الإدماج المالي:.....36
- 12.2 المعطيات الماليّة حول مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:.....37
- أ - معطيات حول الموازنة وقائمة النتائج:.....37
- ب - المؤشّرات الماليّة لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:.....38
- ت - مؤشر كفاية رأس المال لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:.....39
- 13.2. مؤشّرات غير ماليّة لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:.....40

كلمة المدير العام

مع دخول هذه المذكرة حيّز النفاذ، أضحت النسبة الفعلية الجمالية في قطاع التمويل الصغير تتميّز عن النسبة الفعلية الجمالية في القطاع البنكي من خلال عنصرين أساسيين:

- تعدّ النسبة الفعلية الجمالية في قطاع التمويل الصغير نسبة سنوية، معادلة (taux annuel équivalent) لنسبة الفائدة للمدة وتحسب بحلول الأجل ويعبر عنها في شكل نسبة مئوية وبرقمين بعد الفاصل.

$$TEG = (1 + t)^N - 1$$

TEG: النسبة الفعلية الجمالية السنوية

t: النسبة المتعلقة بالمدة

N: عدد فترات التسديد خلال السنة

- في حالة توظيف معلوم تأمين (على الحياة، العجز) على التمويل الصغير من قبل مؤسسة التمويل الصغير بصفتها وسيط تأمين، يتم أخذ هذا المعلوم بعين الاعتبار عند احتساب النسبة الفعلية الجمالية السنوية.

ومن جهة أخرى، و في إطار المهام الجديدة الموكولة لسلطة رقابة التمويل الصغير، والتي نصّ عليها القانون عدد 37 لسنة 2020 المؤرخ في 06 أوت 2020 والمتعلّق بالتمويل التشاركي، وبعد إصدارها لمذكرتها الأولى بتاريخ 29 ديسمبر 2022 والتي تمّ من خلالها تحديد الوثائق المكوّنة لملف طلب الترخيص لممارسة نشاط التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات، قامت سلطة رقابة التمويل الصغير بتاريخ 28 ديسمبر 2023 بإصدار مذكرتها الثانية والتي ضبطت بمقتضاها محتوى ودورية وطرق إرسال القوائم والإحصائيات الواجب تقديمها إليها من قبل شركات إسداء خدمات التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات.

استعاد قطاع التمويل الصغير خلال سنة 2023 نسق نموّه المعتاد المسجّل قبل سنة 2022، سواء كان ذلك من حيث عدد أو قيمة التمويلات الصغرى الممنوحة الذين سجّلا على التوالي نسبة نمو قدّرت بـ 11,4 % و 20,6 % مقابل 1,9 % و 4,4 % في موفى السنة المنقضية.

وارتفع المبلغ الجاري لمحفظه التمويلات الصغرى للقطاع إلى 2211,3 مليون دينار في نهاية سنة 2023 مقابل 1916,4 مليون دينار في موفى سنة 2022 مسجّلا بذلك ارتفاعا بنسبة 15,4 % مقابل 9,1 % في ختام سنة 2022. وتجدر الإشارة إلى أن 86,4 % من هذا المبلغ الجملي لمحفظه القروض، يعود إلى مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم مقابل 13,6 % بالنسبة لجمعيات القروض الصغيرة.

سجّل مؤشرا المخاطر 30 يوم ومع إدراج التمويلات التي وقع شطبها في موفى سنة 2023 على التوالي نسبتي 2,51 % و 4,44 % مقابل 3,33 % و 5,11 % في 31 ديسمبر 2022.

بتاريخ 12 أبريل 2023، أصدرت سلطة رقابة التمويل الصغير مذكرتها عدد 40 الموجهة إلى مؤسسات التمويل الصغير حول تعريف النسبة الفعلية الجمالية السنوية والقواعد الأساسية التي يتعيّن على المؤسسات اتباعها عند احتساب هذه النسبة.

وتهدف الهيئة من خلال هذه المذكرة التي تعتبر في غاية الأهمية لقطاع التمويل الصغير بأكمله بالأساس إلى:

- توحيد وتنظيم عملية احتساب النسبة الفعلية الجمالية السنوية في قطاع التمويل الصغير،
- جعل هذه النسبة مرجعا أساسيا لكلّ تسعيرة أو لكل تعديل فيها،
- تمكين مؤسسات التمويل الصغير من اعتماد تسعيرة أكثر شفافية إزاء حلفائها وذلك عبر مدّهم من خلال النسبة الفعلية الجمالية السنوية المحتسبة وفق أفضل الممارسات العالمية، بالتكلفة الحقيقية لكلّ تمويل صغير.

المدير العام

محمود المنتصر منصور

١. نشاط سلطة رقابة التمويل الصغير



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير



1) تقديم سلطة رقابة التمويل الصغير:

أحدثت سلطة رقابة التمويل الصغير بمقتضى الفصل 43 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير وهي هيئة مستقلة تتمتع بالشخصية المعنوية وبالاستقلال المالي مما يضمن حيادها ويكسبها صلاحيات السلطة العمومية التي تمكّنها من أداء دورها الرقابي لقطاع التمويل الصغير. وقد تمّ ضبط طرق تسييرها بمقتضى أحكام الأمر عدد 2128 لسنة 2012 المؤرخ في 28 سبتمبر 2012.

تتمثل مهام سلطة رقابة التمويل الصغير خاصة في:

- دراسة ملفات التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير وإبداء الرأي فيها.
- مراقبة الوثائق والمراقبة على عين المكان لمؤسسات التمويل الصغير واتحاداتها وفروعها.
- إرساء منظومة لتجميع المخاطر المتعلقة بالقطاع وتبليغها لمؤسسات التمويل الصغير عند طلبها ويمكن لها للغرض أن تطلب منها أن تمدّها بجميع الإحصائيات والمعلومات التي تسمح لها بالاطلاع على تطوّر نشاطها كما يمكن لها إبرام عقود شراكة مع سلط رقابة مماثلة لتبادل المعلومات.
- تسليط خطايا و/أو عقوبات إدارية، ما عدى سحب الترخيص، في حالة مخالفة أحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المذكور أعلاه ونصوصه التطبيقية.
- تقديم مقترح معلّل لوزير المالية حول سحب الترخيص لمؤسسات التمويل الصغير واتحاداتها.
- إبداء رأيها لوزير المالية بخصوص التشريعات المتعلقة بالتمويل الصغير.

تتركّب سلطة رقابة التمويل الصغير من مجلس إدارة وإدارة عامة تتكوّن من مدير عام ومصالح فنية وإدارية.

وتبعا لصدور القانون عدد 37 لسنة 2020 المؤرخ في 6 أوت 2020 والمتعلق بالتمويل التشاركي، أنيطت بعهدة سلطة رقابة التمويل الصغير مهام جديدة تتمثل خاصة في:

- إسناد الترخيص لممارسة نشاط التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات على أساس العناصر المنصوص عليها بالأمر عدد 767 لسنة 2022 المؤرخ في 19 أكتوبر 2022 والمتعلق بتنظيم نشاط التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات،
- مراقبة الوثائق والمراقبة على عين المكان لشركات إسداء خدمات التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات ومسيرهم والعاملين تحت إمرتهم وذلك بهدف التثبّت من مطابقة نشاطهم لأحكام القانون ونصوصه التطبيقية وللأحكام التشريعية والترتيبية الجاري بها العمل،
- سحب الترخيص لممارسة نشاط التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات في صورة عدم استجابة صاحب الترخيص للشروط التي على أساسها تمّ منحه الترخيص أو في صورة عدم احترام التشريعات والقوانين الجاري بها العمل.

2) اجتماعات مجلس الإدارة وأهم القرارات:

عقد مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2023، تسعة (9) اجتماعات من بينها ثلاثة (3) اجتماعات انعقدت في جلسات تأديبية، تمّ خلالها اتخاذ جملة من القرارات أهمّها:

1.2 إبداء الرأي في ملفات طلبات التراخيص:

- إبداء الرأي بخصوص مطالب صادرة عن مؤسسات التمويل الصغير لفتح ثلاثة عشر (13) فرعاً جديداً.
- تابع مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير عن كُتب تقدّم دراسة اثنتي عشر (12) مطلباً للحصول على ترخيص لممارسة نشاط مؤسسة تمويل صغير من قبل جمعيات جهوية.

2.2 إبداء الرأي في مشاريع النصوص التشريعية:

- مشروع أمر يتعلّق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 93 لسنة 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 والمتعلّق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتنال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تمّ تنقيحه بالقانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014.

3.2 اتخاذ قرارات تتعلّق بتنظيم وتطوير قطاع التمويل الصغير:

- المصادقة على المذكرة عدد 40 لسلطة رقابة التمويل الصغير حول طريقة احتساب النسبة الفعلية الجمالية السنوية للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير. وقد تمّ نشر هذه المذكرة على الموقع الرسمي للهيئة بتاريخ 12 أفريل 2023.

4.2 اتخاذ قرارات تتعلّق بالإشراف والرقابة على مؤسسات التمويل الصغير:

- النظر في تقرير مهمّة مراقبة على عين المكان لمؤسسة تمويل صغير في شكل شركة خفية الاسم حول سياسة التسعيرة التي تعتمدها ومخاطر الحوكمة التي تهدّدها.
- إبداء الرأي حول الإجراءات الواجب اتخاذها من قبل سلطة رقابة التمويل الصغير بخصوص المخالفة المرتكبة من قبل مؤسسة تمويل صغير في شكل شركة خفية الاسم لم تحترم قواعد التصرف الحذر ذات الصلة بالملاءة المالية قبل عرض ملفها على مجلس التأديب.
- متابعة مدى التزام مؤسسات التمويل الصغير بتوصيات سلطة رقابة التمويل الصغير المضمنة طلب تقارير مهمّات المراقبة على عين المكان.
- متابعة تطوّر قطاع التمويل الصغير من خلال معدّل نسب الفائدة الفعلية الجمالية الموظّفة على التمويلات الصغرى المسندة من طرف مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم.
- ضبط برنامج المراقبة على عين المكان لسنة 2024.

5.2 اتخاذ قرارات تتعلق بإبرام اتفاقيات تعاون مع هيئات مماثلة:

- إمضاء اتفاقية تعاون وتبادل المعلومات بين سلطة رقابة التمويل الصغير ومرصد الاندماج المالي بتاريخ 14 ديسمبر 2023 .

6.2 القرارات المتخذة خلال اجتماعات مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير المنعقد في جلسة تأديبية:

- عقد مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2023، ثلاثة (3) جلسات تأديبية، تمّ خلالها اتخاذ جملة من القرارات أهمّها:

- تسليط عقوبات مالية على مؤسسات التمويل الصغير المخلة بأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلّق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير بقيمة جمليّة تساوي 929850 ديناراً وتمّ خلاصها لفائدة الخزينة العامّة للبلاد التونسية. وتتعلّق المخالفات التي تمّت معابنتها أساساً بـ:

- ✓ عدم احترام قواعد التصرف الحذر المتعلّقة بالملاءة الماليّة
- ✓ فتح فرع دون الحصول على ترخيص مسبق من قبل وزارة الماليّة.
- ✓ تسجيل تأخير في (i) إرسال القوائم المالية السنوية المصادق عليها من قبل مراقب الحسابات والمعلومات والوثائق الدورية إلى سلطة رقابة التمويل الصغير(ii) التصاريح الشهرية لدى مركزية مخاطر التمويل الصغير.

7.2 اتخاذ قرارات تتعلق بتنظيم وتطوير قطاع التمويل التشاركي:

- المصادقة على مذكرة التمويل التشاركي عدد 2 لسلطة رقابة التمويل الصغير حول محتوى ودوريّة البيانات والإحصائيات والتقارير المتعلقة بنشاط شركات إسداء

خدمات التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات وطرق إرسالها إلى سلطة رقابة التمويل الصغير.

وقد تمّ نشر هذه المذكرة على الموقع الرسمي للهيئة بتاريخ 28 ديسمبر 2023.

(3) دور سلطة رقابة التمويل الصغير في تطوير البنية التحتية للتمويل الصغير:

1.3 مركزية مخاطر التمويل الصغير:

أمضى أعضاء لجنة قيادة مشروع إرساء مركزية مخاطر التمويل الصغير بتاريخ 25 أكتوبر 2023 محضر الاستلام النهائي الخاصّ بأشغال تطوير القسط الخامس من هذا المشروع.

ويجدر التذكير أنّ هذا القسط يتكوّن من الأقسام الفرعية الستّة التالية:

- ✓ القسط الفرعي الأول: إدارة وتنظيم مركزية مخاطر التمويل الصغير
- ✓ القسط الفرعي الثاني: التصرف في عقود التمويلات الصغرى
- ✓ القسط الفرعي الثالث: التصرف في الدليل المرجعي لمركزية مخاطر التمويل الصغير
- ✓ القسط الفرعي الرابع: تحسين خدمات الواب لفائدة مؤسسات التمويل الصغير
- ✓ القسط الفرعي الخامس: رقمنة المعاملات الخاصّة بمؤسسات التمويل الصغير
- ✓ القسط الفرعي السادس: إعدادات إضافية

وتعمل سلطة رقابة التمويل الصغير بصفة مستمرة على متابعة عمليّات الاسترشاد التي يقوم بها المستخدمون المرخص لهم ومراقبة نوعيّة وجودة التصاريح ومعالجة واستغلال المعلومات المتعلّقة بحرفاء مؤسسات التمويل الصغير والتمويلات الصغرى المسندة. ويتضمّن الجدول التالي مجموعة من مؤشرات المتابعة للفترة الممتدّة من غرة جانفي إلى 31 ديسمبر 2023:

الحجم				
31 ديسمبر 2023	30 سبتمبر 2023	30 جوان 2023	31 مارس 2023	
1 858	1 759	1 638	1 561	عدد المستخدمين
9 059 959	8 696 980	8 339 958	7 951 700	العدد التراكمي لعمليات الاسترشاد
979 263	357 022	388 258	392 111	عدد عمليات الاسترشاد (في كل فترة)
3 462 736	3 355 836	3 222 293	3 101 924	العدد التراكمي للعقود المصّرح بها
106 900	133 543	120 369	124 989	عدد العقود المصّرح بها (في كل فترة)
مؤشرات				
31 ديسمبر 2023	30 سبتمبر 2023	30 جوان 2023	31 مارس 2023	
4 876	4 944	5 092	5 094	عدد عمليات الاسترشاد للمستخدم الواحد
عدد عمليات الاسترشاد للعقد الواحد				
2,616	2,592	2,588	2,563	العدد
% 261,64	% 259,16	% 258,82	% 256,35	النسبة المئوية

وقد قامت سلطة رقابة التمويل الصغير بمعالجة 3 806 شكاوى صادرة عن مؤسسات التمويل الصغير خلال سنة 2023، تتوزّع كالتالي:

وضعت سلطة رقابة التمويل الصغير على ذمة مؤسسات التمويل الصغير عنوان البريد الإلكتروني التالي : reclamation_crm@acm.gov.tn لتلقي جميع الشكاوى ذات العلاقة بمركزية مخاطر التمويل الصغير سواء تلك المتعلقة بالجانب التقني أو المهني.

عدد الشكاوي التي تمّت معالجتها	موضوع الشكاوى
3 007	خطأ في تاريخ الولادة
685	خطأ في الاسم واللقب وتاريخ الولادة
114	خطأ في الاسم أو اللقب
3 806	المجموع

✓ تمكين مؤسسات التمويل الصغير من اعتماد تسعيرة أكثر شفافية إزاء حرافتها وذلك عبر مدّهم من خلال النسبة الفعلية الجمليّة السنويّة المعتمدة المحتسبة وفقاً لأفضل الممارسات العالميّة، بالتكلفة الفعلية لكلّ تمويل صغير.

على مستوى طرق احتساب النسبة الفعلية الجمليّة السنويّة للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير، تمّ اعتماد ما يلي:

✓ نسبة الفائدة الفعلية الجمليّة السنويّة للتمويلات الصغرى هي نسبة سنوية، معادلة (équivalent) لنسبة الفائدة للمدّة تحتسب بحلول الأجل ويعبر عنها في شكل نسبة مئوية وبرقمين بعد الفاصل.

2.3 قواعد احتساب النسبة الفعلية الجمليّة السنويّة للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير:

في إطار عمليات المراقبة على الوثائق والمراقبة على عين المكان التي يقوم بها مراقبو سلطة رقابة التمويل الصغير، لاحظت الهيئة وجود أخطاء وفوارق بين مؤسسات التمويل الصغير تتعلق بطرق احتساب النسبة الفعلية الجمليّة السنويّة.

ولوضع حدّ لهذه التناقضات، أصدرت سلطة رقابة التمويل الصغير بتاريخ 12 أبريل 2023 مذكرتها عدد 40 بهدف:

- ✓ توحيد وتنظيم عملية احتساب النسبة الفعلية الجمليّة السنوية في قطاع التمويل الصغير.
- ✓ جعل هذه النسبة مرجعاً أساسياً لكلّ تسعيرة أو لكل تعديل فيها،

✓ وتحسب النسبة المتعلقة بالمدة بالطريقة الاكتوارية انطلاقاً من الوحدة الزمنية الموافقة لدورية الدفوعات التي يقوم بها المقترض. وهي تضمن وفقاً لطريقة الفوائض المركبة، التساوي بين المبلغ المقترض من جهة وجميع الدفوعات المطالب بها المقترض بعنوان هذا التمويل الصغير من أصل وفوائض (أو أرباح) ومصاريف وعمولات أو تأجيلات مهما كان نوعها وحصلت مباشرة وغير مباشرة في إطار إسناد التمويل الصغير. ويمكن تقدير هذه المصاريف والعمولات والتأجيلات عند الاقتضاء. وتطبق المعادلة التالية للحصول على النسبة المتعلقة بالمدة:

$$D - C - PA = \sum_{p=1}^n \frac{R_p}{(1+t)^p}$$

D = مبلغ التمويل الصغير

C = المبلغ الجملي للعمولات والمصاريف

والتأجيلات المخصصة من قبل مؤسسة

التمويل الصغير عند صرف التمويل الصغير

PA = قسط التأمين (عن الحياة و/أو العجز)

الذي يتحمله الحريف والذي يتم قبضه

عند صرف التمويل الصغير من قبل

مؤسسة التمويل الصغير بصفتها وسيط

تأمين.

Rp = المبلغ المسدد بعنوان كل قسط بما في

ذلك العمولات والمصاريف والتأجيلات

المخصصة من قبل مؤسسة التمويل

الصغير.

p = دورية التسديد

t = النسبة المتعلقة بالمدة

n = عدد فترات التسديد

✓ وإذا كانت وتيرة التسديد غير سنوية تحدد نسبة الفائدة الفعلية الجمالية السنوية عبر تطبيق القاعدة التالية:

$$TEG = (1+t)^N - 1$$

TEG = نسبة الفائدة الفعلية الجمالية السنوية

t = النسبة المتعلقة بالمدة

N = عدد فترات التسديد بالسنة الواحدة

وقد تمّ تقديم عدّة أمثلة لاحتساب نسبة الفائدة الفعلية الجمالية السنوية بالوثائق المرفقة بمذكرة الهيئة عدد 40 المشار إليها أعلاه.

3.3 تقييم مخاطر غسل الأموال وتمويل الإرهاب في قطاع التمويل الصغير في تونس:

خلال سنة 2023، أنهت سلطة رقابة التمويل الصغير إعداد تقريرها حول تقييم مخاطر غسل الأموال وتمويل الإرهاب في قطاع التمويل الصغير.

وتسعى سلطة رقابة التمويل الصغير، من خلال هذا التقييم القطاعي للمخاطر، إلى تحديد مخاطر غسل الأموال وتمويل الإرهاب التي يجابهها قطاع التمويل الصغير بهدف اعتماد منهجية قائمة على المخاطر لضمان ملائمة تدابير التوقي والحدّ من مخاطر غسل الأموال وتمويل الإرهاب مع طبيعة المخاطر التي تمّ تحديدها.

واعتمدت سلطة رقابة التمويل الصغير في عملية تقييم المخاطر، على الآلية التي وضعها على ذمتها البنك الدولي، والتي تركز على منهجية تمكّن من الجمع بين تحليل وتقييم التهديدات ونقاط الضعف المتعلقة بغسل الأموال وتمويل الإرهاب.

كما قامت سلطة رقابة التمويل الصغير بموافاة الجهات المعنية وخاصة منها مؤسسات التمويل الصغير، بمسودة التقرير المذكور قصد إبداء الرأي.

4.3 إصدار مقياس التمويل الصغير:

يهدف مقياس التمويل الصغير إلى التعريف بقطاع التمويل الصغير من خلال جملة من المؤشرات ذات الدلالة والتي تبين مدى أهميته في تمكين الفئات الهشة من الحصول على الخدمات المالية.

وتتمّ خلال سنة 2023 إصدار 4 أعداد لمقياس التمويل الصغير (مارس وجوان وسبتمبر وديسمبر).

5.3 معالجة العرائض الصادرة عن حرفاء مؤسسات التمويل الصغير:

خلال سنة 2023، وردت على سلطة رقابة التمويل الصغير 45 عريضة صادرة عن حرفاء لمؤسسات التمويل الصغير بخصوص الإشكاليات التي تعرضوا لها مع هذه المؤسسات. وتدخلت الهيئة لحلّ هذه الإشكاليات عبر:

- ✓ توجيه مكاتيب لمؤسسات التمويل الصغير المعنية لتقديم الإيضاحات اللازمة حول كلّ عريضة،
- ✓ القيام بعمليات الاستقصاء اللازمة،
- ✓ الدعوة لإيجاد حلول عادلة ومنصفة،
- ✓ إعلام المعنيين بالأمر بمآل عرائضهم.

ومكنت معالجة الشكاوى من رصد بعض التجاوزات التي ارتكبتها بعض مؤسسات التمويل الصغير، وتدخلت الهيئة في هذا الإطار ودعت المؤسسات المعنية لتسوية هذه الوضعيات وجبر الأضرار بالنسبة لكل حريف معني.

6.3 الرقابة على مؤسسات التمويل الصغير:

أ) مراقبة الوثائق والتقارير الدورية المقدمة لسلطة رقابة التمويل الصغير:

- مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

تولّى أعوان الهيئة خلال سنة 2023 مراقبة القوائم والتقارير الدورية المرسلة من قبل مؤسسات التمويل الصغير طبقا لمقتضيات قرار وزير المالية المؤرخ في 23 ديسمبر 2016 والمتعلق بضبط قواعد ومعايير التصرف والشفافية المالية لمؤسسات التمويل الصغير.

- مؤسسات التمويل الصغير في شكل جمعيات

في إطار المراقبة على الوثائق لجمعيات القروض الصغرى التي لم تمثل بعد لأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 05 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير، واصل مراقبو الهيئة خلال سنة 2023 أعمال المراقبة للقوائم المالية وتقارير مراقبي الحسابات بعنوان سنتي 2021 و2022 الواردة على الهيئة إلى غاية 20 نوفمبر 2023.

وإلى حدود التاريخ المذكور، بلغ عدد الجمعيات التي أرسلت إلى الهيئة قوائمها المالية لسنة 2021 و/أو تقارير مراقبي حساباتها 61 جمعية، 98% منها ناشطة، ولم تقم 218 جمعية بإرسال قوائمها المالية و/أو تقارير مراقبي حساباتها لسنة 2021 من ضمنها 141 جمعية ناشطة. أما بالنسبة للقوائم المالية وتقارير مراقبي الحسابات بعنوان سنة 2022 فقد أرسلت 35 جمعية ناشطة هذه التقارير إلى سلطة رقابة التمويل الصغير في حين لم تقم 244 جمعية بإرسال قوائمها المالية و/أو تقارير مراقبي حساباتها لسنة 2022 من ضمنها 164 جمعية ناشطة.

وبالتالي، بلغت نسبة الجمعيات الناشطة التي لم ترسل إلى الهيئة قوائمها المالية و/أو تقارير مراقبي حساباتها بعنوان سنة 2021 إلى حدود تاريخ 20 نوفمبر 2023، 70,5 % مقابل 82,4 % بالنسبة للقوائم والتقارير بعنوان سنة 2022.

وقد أفضت عمليات المراقبة على الوثائق لكل الملفات الواردة على سلطة رقابة التمويل الصغير وخاصة منها تقارير مراقبي الحسابات إلى تسجيل جملة من الإخلالات تخص جوانب التصرف لجمعيات القروض الصغيرة منها:

- ← جمعيات لم تُرسل تقارير مراقب الحسابات و/أو القوائم المالية إلى الهيئة
- ← تسجيل عدّة نقائص على مستوى محفظة القروض الصغيرة من بينها:
- ✓ عدم احترام المعايير المحاسبية الخاصة بالتمويل الصغير خاصة فيما يتعلق بالتقييد المحاسبي للعمليات ذات العلاقة بمحفظة القروض وتكوين المدخّرات وتسجيل المداخل،

✓ تسجيل فوارق غير مبرّرة بين مبلغ التمويلات المسندة من قبل البنك التونسي للتضامن ومبلغ القروض الصغيرة المسندة للحرفاء.

← استغلال جمعيات القروض الصغيرة لتطبيق إعلامية غير مرتبطة آليا بالبنك التونسي للتضامن ولا تمكّن من استخراج معطيات ومؤشرات ذات دلالة،

← وجود فوارق بين الرصيد المحاسبي والكشوفات البنكية،

← عدم احترام التشريع الجاري به العمل بخصوص المساهمات الاجتماعية والأداءات،

← جمعيات يفوق مجموع موازنتها الخام المليون دينار ولم تعين مراقب حسابات من بين المرسمين بجدول هيئة الخبراء المحاسبين بالبلاد التونسية،

← نقائص تتعلق بمحتوى وطريقة عرض القوائم المالية،

← عدم تغطية عمليات الجرد المادي لكامل عناصر الأصول والخصوم،

← عدم تمكين مراقبي الحسابات من التحقق من صحة المعلومات التي تضمّنها تقرير الهيئة المديرة بخصوص حسابات الجمعية.

كما أفضت هذه العمليات الرقابية إلى رفع بعض النقائص على مستوى مضمون تقارير مراقبي الحسابات من بينها:

✓ عدم إدراج ملاحظات حول دعوة جمعيات القروض الصغيرة إلى الامتثال لأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.

✓ عدم إدراج ملاحظات حول مواصلة بعض جمعيات القروض الصغيرة اعتماد المعايير المحاسبية السابقة عدد 32 و33 و34 الخاصة بجمعيات القروض الصغيرة المصادق عليها بقرار وزير المالية المؤرخ في 22 نوفمبر 2001 والتي تم إلغاؤها بقرار وزير المالية المؤرخ في 27 مارس 2018.

✓ المصادقة على القوائم المالية لجمعيات القروض الصغيرة دون التقيد بتطبيق مقتضيات قرار وزير الاقتصاد والمالية المؤرخ في 17 نوفمبر 2014 المتعلق بضبط صيغ التدقيق الخارجي لحسابات مؤسسات التمويل الصغير خاصة الفصلين 12 و17 منه.

ب) مهمّات المراقبة على عين المكان:

خلال سنة 2023، تولّت فرق من مراقبي الهيئة التي تمّ تعيينها من قبل المدير العام وفي إطار المهام الموكولة إليها، إنجاز ثماني (8) مهام رقابية على عين المكان لمؤسسات تمويل صغير في شكل شركات خفية الاسم.

وارتكزت مهمّات المراقبة على المحاور التالية:

✓ التثبت في احتساب نسبة الفائدة الفعلية الجمالية السنوية المعتمدة من قبل جميع مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم (7 مهام)،

✓ سياسة التّسعيّرة المعتمدة من قبل مؤسّسة تمويل صغير في شكل شركة خفّية الاسم و مخاطر الحوكمة التي تهدّدها.

(4) مشاركة خبير ممثل عن سلطة رقابة التمويل الصغير كعضو في اجتماعات اللجنة التونسية للتحاليل المالية:

طبقا لأحكام الفصل 119 من القانون الأساسي عدد 26 لسنة 2015 المؤرّخ في 7 أوت 2015 المتعلّق بمكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال كما تمّ تنقيحه وإتمامه بالقانون الأساسي عدد 9 لسنة 2019 المؤرّخ في 23 جانفي 2019، تضمّ تركيبة اللجنة التونسية للتحاليل الماليّة خبيراً ممثلاً عن سلطة رقابة التمويل الصغير.

شارك الخبير الممثلّ لسلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2023 في مختلف اجتماعات اللجنة التونسية للتحاليل الماليّة.

كما تجدر الإشارة أنّ إطاراً ممثلاً عن سلطة رقابة التمويل الصغير شارك أيضاً في كافّة اجتماعات هيئة التوجيه المنبثقة عن اللجنة التونسية للتحاليل الماليّة.

(5) مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير كعضو في اجتماعات مرصد الاندماج المالي:

طبقا لأحكام القانون عدد 35 لسنة 2016 المؤرّخ في 25 أفريل 2016 والمتعلّق بضبط النظام الأساسي للبنك المركزي التونسي والأمر الحكومي عدد 1259 لسنة 2017 المؤرّخ في 17 نوفمبر 2017 والمتعلّق بضبط تركيبة مرصد الاندماج المالي وقواعد تنظيمه وسيره وقائمة المؤسسات والإدارات المعنية بتدخله، تضمّ تركيبة مجلس إدارة مرصد الاندماج المالي، المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير بصفته عضواً.

شارك المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2023 في الاجتماع الثالث لمجلس إدارة مرصد الاندماج المالي المنعقد بتاريخ 14 ديسمبر 2023 والذي خصّ أساساً لـ:

- ✓ النظر في تقرير حول نشاط المرصد لسنة 2023 وبرنامج عمله لسنة 2024.
- ✓ عرض الإحصائيات المتعلّقة بنشاط الموقّع البنكي خلال الفترة (2012-2022).
- ✓ عرض البرنامج الوطنيّ للتثقيف الماليّ خلال الفترة (2023-2027).

(6) مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الملتقيات والدورات على الصعيد الوطنيّ أو الدوليّ:

1.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ندوة عن بعد حول عقود التأمين في مجال التمويل التشاركي:

شارك إطاران تابعان لسلطة رقابة التمويل الصغير في ندوة عقدت عن بعد نظمتها الهيئة التطوعيّة للخدمات الماليّة «FSVC» بتاريخ 20 جانفي 2023 بحضور ممثلين عن البنك المركزي التونسي وهيئة السوق الماليّة تحت إشراف خبير

ألماني. وقد خصّصت الندوة للتباحث حول عقد التأمين موضوع الفصل 44 من القانون عدد 37 لسنة 2020 المؤرّخ في 6 أوت 2020 المتعلّق بالتمويل التشاركي والمخاطر المزمع تغطيتها بالإضافة إلى عرض للتجارب العالمية في مجال التأمين ذات الصلة بهذا النشاط.

2.6 تنشيط سبّة (6) ورشات تدريبية حول حماية حرفاء مؤسسات التمويل الصغير:

في إطار مشروع «دعم الإدماج المالي في تونس» وتنفيذا للبرنامج الوطني للتثقيف المالي، نظّم مرصد الاندماج المالي بالتعاون مع منظمة دعم التنمية الذاتيّة بلوكسمبورغ، دورات تكوينية لفائدة الممثلين الجهويين لمنظمة الدفاع عن المستهلك بمختلف مناطق الجمهورية.

تهدف هذه الدورات إلى تهيئة الظروف الملائمة لتوعية وحماية مستهلكي الخدمات الماليّة. وفي هذا الإطار، قام ممثلان عن سلطة رقابة التمويل الصغير بتنشيط سبّة ورشات نظّمت لفائدة ممثلي المكاتب الجهويّة لمنظمة الدفاع عن المستهلك.

3.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة عمل حول إجراءات رقابة منصات التمويل التشاركي:

شارك إطاران تابعان لسلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة العمل التي نظمتها الهيئة التطوعيّة للخدمات الماليّة «FSVC» بتاريخ 10 ماي 2023 بتونس وذلك في إطار برنامج تنمية قدرات الهيئات الرقابية في مجال التمويل التشاركي. وقد أشرف خبيران دوليان مختصّان في المجال المذكور على إدارة هذه الورشة والتي شهدت مشاركة ممثلين عن البنك المركزي التونسي وهيئة السوق الماليّة. كما تمّ عرض أفضل الممارسات العالمية في الولايات المتّحدة وبريطانيا في مجال رقابة منصات التمويل التشاركي.

وتمّ على هامش هذه الورشة، عقد لقاء مع المهتمين بهذا القطاع والذين يعتزمون بعث منصات للتمويل التشاركي وتقديم مطالب للحصول على ترخيص لممارسة هذا النشاط، حيث تمّ الإصغاء إلى تساؤلاتهم وتقديم الإيضاحات اللازمة بشأنها والمتعلّقة أساساً بإجراءات منح الترخيص ومحتوى مذكرة التمويل التشاركي عدد 1 لسلطة رقابة التمويل الصغير بتاريخ 29 ديسمبر 2022 المتعلّقة بقائمة الوثائق المكوّنة لملف طلب الترخيص لممارسة نشاط التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرّعات والعناصر الواجب تضمينها في مخطّط الأعمال.

4.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في يوم تحسيبيّ حول المنظومة الوطنية للعقوبات المالية المستهدفة:

شارك المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير صلبة إطار من الهيئة في فعاليّات اليوم التحسيبيّ المنعقد بتونس بتاريخ 11 ماي 2023 والتي نظّمتها اللجنة الوطنيّة لمكافحة الإرهاب بدعم من الوكالة الألمانية للتعاون الدولي وبالتعاون مع اللجنة التونسية للتحاليل الماليّة. وقد تمّ تنظيم هذا اليوم لفائدة إطارات ومسؤولي مؤسسات التمويل الصغير بهدف

دعم وتطوير قدراتهم في مجال مكافحة الإرهاب وتمويله من أجل تعزيز فاعلية المنظومة الوطنية للعقوبات المالية المستهدفة.

5.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في سلسلة ندوات عن بعد حول «استدامة التمويل الصغير في منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا»:

شاركت سلطة رقابة التمويل الصغير ممثلة في شخص مديرها العام واثنتي عشر (12) إطارا في سلسلة ندوات عن بعد حول «استدامة التمويل الصغير في منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا»، التي نظمتها HEDERA والفاعلين الإقليميين في قطاع التمويل الصغير، بتمويل من مرفق المساعدة الفنية «FAT» التابع لصندوق «سند» المخصص لدعم المؤسسات الصغرى والمتوسطة.

وتهدف هذه المبادرة إلى تعزيز النقاش حول التوجهات والتحديات والاستراتيجيات بهدف تعزيز استدامة قطاع التمويل الصغير في منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا.

وتتم برمجة مداخلات البلدان المعنية والجدول الزمني للدورات كما يلي:

- ✓ 6 سبتمبر 2023: ورشة حول استدامة التمويل الصغير في اليمن بالتعاون مع شبكة التمويل الصغير في اليمن،
- ✓ 13 سبتمبر 2023: ورشة حول استدامة التمويل الصغير في تونس بالتعاون مع سلطة رقابة التمويل الصغير،
- ✓ 20 سبتمبر 2023: ورشة حول استدامة التمويل الصغير في الأردن بالتعاون مع الشبكة الأردنية لمؤسسات التمويل الأصغر «تنمية»،
- ✓ 27 سبتمبر 2023: ورشة حول استدامة التمويل الصغير في فلسطين بالتعاون مع الاتحاد الفلسطيني لشركات الإقراض الصغير ومتناهي الصغر «شراكة» (تم تأجيلها إلى موعد لاحق بسبب الحرب في غزة)،
- ✓ 04 أكتوبر 2023: ورشة حول استدامة التمويل الصغير في مصر بالتعاون مع شبكة التمويل الأصغر للبلدان العربية «سنابل»،
- ✓ 11 أكتوبر 2023: ورشة حول استدامة التمويل الصغير في المغرب بالتعاون مع مركز محمد السادس لدعم القروض الصغرى التضامنية،
- ✓ 18 أكتوبر 2023: ورشة حول استدامة التمويل الصغير في لبنان بالتعاون مع جمعية مؤسسات التمويل الأصغر بلبنان (تم تأجيلها إلى موعد لاحق بسبب الحرب في غزة).

6.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة اختتام مشروع «التثقيف المالي حول الخدمات المالية الرقمية في تونس»:

شارك إطاران من سلطة رقابة التمويل الصغير بتاريخ 29 سبتمبر 2023 في ورشة اختتام مشروع «التثقيف المالي حول الخدمات المالية الرقمية في تونس»، الذي يندرج في

إطار برنامج «الإدماج المالي في تونس» الذي تشرف عليه الوكالة الألمانية للتعاون الدولي بالتنسيق مع وزارة المالية. وقد أشرف مرصد الاندماج المالي على قيادة هذا المشروع الذي تم إنجازه من قبل مركز المرأة العربية للتدريب والبحوث (CAWTAR).

وتم خلال هذه الورشة تقديم جملة من التدخلات حول المحاور التالية:

- ✓ سياسة مرصد الاندماج المالي في تطوير مجال التثقيف المالي،
- ✓ مشروع «التثقيف المالي حول الخدمات المالية الرقمية في تونس»،
- ✓ منصة التكوين الذاتي عن بعد: www.atif.tn.

7.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المنتدى العربي حول «الاتصالات والحلول المالية الرقمية وتعزيز الشمول المالي»:

شارك المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير صعبة إطار من الهيئة في المنتدى العربي حول «الاتصالات والحلول المالية الرقمية لتعزيز الشمول المالي» المنعقد خلال يومي 11 و 12 أكتوبر 2023 بتونس والذي نظّمته المنظمة العربية للتنمية الإدارية وبرنامج الخليج العربي للتنمية (AGFUND).

وتمحورت مداخلات المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير خلال أشغال الجلسة الثانية المنعقدة بتاريخ 12 أكتوبر 2023 حول دور سلطة رقابة التمويل الصغير في تطوير قطاع التمويل الصغير وتعزيز الإدماج المالي في تونس عبر اعتماد أحسن الوسائل الرقمية.

8.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة عمل حول تحسين فرص حصول المؤسسات الصغرى والمتوسطة على التمويل:

في إطار «برنامج الدعم لتحسين فرص حصول المؤسسات الصغرى والمتوسطة على التمويل (MSMEs 2.0) الممول من قبل البنك الدولي لفائدة وزارة المالية وبقيادة مكتب الدراسات «PwC»، شارك إطاران من سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة العمل التي تم تنظيمها بتاريخ 19 أكتوبر 2023 لعرض خطة العمل لتحسين فرص حصول المؤسسات الصغرى والمتوسطة على التمويل.

9.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في أول منتدى وطني حول التمويل التشاركي في تونس:

شارك فريق من سلطة رقابة التمويل الصغير يتكوّن من مديرها العام وإطار آخر، بتاريخ 31 أكتوبر 2023، في الدورة الأولى من المنتدى الوطني حول التمويل التشاركي في تونس والذي تم تنظيمه من قبل وكالة النهوض بالصناعة والتجديد ووزارة الصناعة والمناجم والطاقة بدعم من برنامج «Innov'i» وبالتعاون مع البنك المركزي التونسي وسلطة رقابة التمويل الصغير وهيئة السوق المالية.

تمحورت جلسات العمل الثلاث خلال المنتدى حول:

- ✓ الإطار القانوني المنظم للتمويل التشاركي في تونس: الآفاق والتحديات.
- ✓ الدعوة إلى إنجاح التمويل التشاركي في تونس.
- ✓ التوجهات العالمية في مجال التمويل التشاركي.

افتتح المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير أشغال الجلسة الأولى في حين قام الممثل الآخر للهيئة بتقديم الإطار القانوني المنظم للنشاط التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات.

10.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة عمل حول نتائج التشخيص المتعلق بإدارة الأداء الاجتماعي والبيئي لمؤسسات التمويل الصغير في تونس:

شارك ثلاث إدارات تابعين لسلطة رقابة التمويل الصغير في أشغال ورشة العمل المنعقدة في تونس بتاريخ 18 أكتوبر 2023 والتي نظمتها منظمة «دعم التنمية الذاتية بلكسمبورغ ADA» خصّصت لعرض نتائج التشخيص المتعلق بإدارة الأداء الاجتماعي والبيئي لمؤسسات التمويل الصغير في تونس.

وقد شارك في أشغال هذه الورشة ممثلون عن مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم الذين ساهموا في إنجاز عملية التشخيص.

11.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في أشغال اللجنة المكلفة بصياغة النصوص التطبيقية لمشروع قانون دعم الإدماج المالي:

في إطار برنامج المساعدة الفنية للبنك الدولي الخاص بتنفيذ الاستراتيجية الوطنية للإدماج المالي، تم منذ شهر جوان 2021 تكوين مجموعات عمل تضم ممثلين عن وزارة المالية والبنك المركزي التونسي وسلطة رقابة التمويل الصغير والهيئة العامة للتأمين ومرصد الاندماج المالي والبنك الدولي. وشارك ممثلو سلطة رقابة التمويل الصغير صلب مجموعات العمل في الاجتماعات الفنية المنعقدة خلال سنة 2023 حضورياً وعن بعد والمتعلقة بتعريف الشخص المعنوي الذي سيتم إدراجه في مجال تدخل مؤسسات التمويل الصغير من جهة وتعريف الشخص الطبيعي ذو الدخل المحدود من جهة أخرى.

12.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشات عمل تحسيسية حول نشاط التمويل التشاركي:

في إطار برنامج دعم التمويل التشاركي في تونس، نظمت الوكالة الفرنسية للتعاون الفني الدولي «فرنسا للخبرة» ورشتي عمل لفائدة البنوك وشركات التأمين، باعتبارهم الفاعلين الأساسيين في تفعيل وإنجاح هذه الآلية. وقد شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في هاتين الورشتين.

وقد خصّصت الورشة الأولى التي انتظمت بتاريخ 30 أكتوبر 2023 لتقديم دور التأمين في نشاط التمويل التشاركي ولدراسة أحكام الفصل 44 من القانون عدد 37 لسنة 2020 المؤرخ في 6 أوت 2020 المتعلق بالتمويل التشاركي.

وقد استقطبت هذه الورشة الفاعلين في قطاع التأمين على غرار الهيئة العامة للتأمين والجامعة التونسية لشركات التأمين وبعض شركات التأمين ومكنت من التباحث حول المخاطر المرتبطة بنشاط التمويل التشاركي.

كما انعقدت ورشة العمل الثانية يومي 1 و2 نوفمبر 2023 وتمحورت حول الدور الذي ستلعبه البنوك وفقاً لأحكام الفصل 8 من القانون عدد 37 لسنة 2020 المشار إليه أعلاه.

وقد شهدت هذه الورشة مشاركة ممثلين عن البنوك من مختلف الإدارات التابعة لها على غرار الامتثال وتكنولوجيا المعلومات والشؤون القانونية والتجارية...

ويجدر التذكير في هذا الإطار بأن سلطة رقابة التمويل الصغير هي من بادرت بإثارة هذه الإشكالية المتعلقة بدور البنوك وشركات التأمين في عملية منح ترخيص لممارسة نشاط التمويل التشاركي.

13.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الأسبوع الإفريقي للتمويل الصغير:

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في الدورة السادسة للأسبوع الإفريقي للتمويل الصغير حول «تنمية الإدماج المالي في إفريقيا»، الذي انتظم بالعاصمة التوغولية «لومي» من 16 إلى 20 أكتوبر 2023.

وقد شارك في هذا الحدث 1100 شخص من 54 دولة من بينها 36 دولة إفريقية.

واستقطب هذا الملتقى كل الفاعلين في القطاع المالي من مستثمرين ومؤسسات تمويل صغير وباحثين وبنوك ومبتكرين وحكومات.... وذلك بهدف توفير منصة إفريقية موحدة للتباحث حول تحديات الإدماج المالي في القارة الأفريقية.

(7) تطوّر الجانب التنظيمي والموارد البشرية لسلطة رقابة التمويل الصغير:

تسهر سلطة رقابة التمويل الصغير على تنمية وتطوير كفاءات وخبرات فريق عملها وذلك من خلال سياسة تكوين نشيطة. حيث يشارك أعوانها منذ انتدابهم وطوال مسيرتهم المهنية صلب الهيئة في عدة طاقات تكوينية في تونس وأيضاً في الخارج.

1.7 المشاركة في ورشة تكوينية حول الرقابة على الخدمات المالية الرقمية:

في إطار المساعدة الفنية التي تقدّمها منظمة «دعم التنمية الذاتية بلكسمبورغ ADA» لفائدة الهيئة قصد مزيد فهم وإدراك المخاطر المتعلقة برقمنة نشاط مؤسسات التمويل الصغير والمتطلبات الواجب اعتمادها في مجال رقابة هذه المؤسسات، تم بتاريخ 19 جانفي 2023 تنظيم ورشة تكوينية حول الرقابة على الخدمات المالية الرقمية لفائدة إدارات ومراقبي سلطة رقابة التمويل الصغير.

وتم خلال هذه الدورة التكوينية الذي أَمَنها خبيران في مجال الخدمات المالية الرقمية:

- ✓ مناقشة وتحديد المخاطر المتعلقة برقمنة نشاط التمويل الصغير،
- ✓ التباحث حول مضمون دليل إجراءات مراقبة العمليات الرقمية لمؤسسات التمويل الصغير.
- ✓ تبادل الآراء حول آليات حماية حرفاء الخدمات المالية الرقمية.

2.7 المشاركة في دورة تكوينية حول إدارة الأداء الاجتماعي لمؤسسات التمويل الصغير:

في إطار دعمها المتواصل لتنمية وتطوير كفاءات وخبرات فريق عملها، نظّمت سلطة رقابة التمويل الصغير دورة تكوينية عن بعد لفائدة إداراتها بتاريخ 14 جويلية 2023 بدعم من منظمة «دعم التنمية الذاتية بلكسمبورغ ADA» وتمحورت هذه الدورة حول:

- ✓ إدارة الأداء الاجتماعي لمؤسسات التمويل الصغير والمفاهيم الأساسية المتعلقة بها،
- ✓ أهمية وضع إطار مشترك لمعايير رقابة الأداء الاجتماعي لمؤسسات التمويل الصغير في تونس.

3.7 المشاركة في دورة تكوينية حول الإدماج المالي المسؤول:

نظّمت سلطة رقابة التمويل الصغير بتاريخ 17 أكتوبر 2023 دورة تكوينية حول الإدماج المالي المسؤول لفائدة إداراتها بدعم من منظمة «دعم التنمية الذاتية بلكسمبورغ ADA». وقد تمّ خلال هذه الدورة، التي أدارها خبير دولي في المجال، التطرق إلى المحاور التالية:

- ✓ تعريف الإدماج المالي المسؤول،
- ✓ عرض للمعايير العالمية لإدارة الأداء الاجتماعي،
- ✓ تقديم آلية «ALINUS» المعتمدة عالمياً لتقييم الأداء الاجتماعي،
- ✓ تقديم أفضل الممارسات العالمية حول دور الهيئات الرقابية في مجال الأداء الاجتماعي في قطاع التمويل الصغير.

4.7 المشاركة في دورة تكوينية حول مؤشرات متابعة التأمين الإدماجي:

شاركت سلطة رقابة التمويل الصغير ممثلة من طرف ثلاث إدارات في دورة تكوينية عن بعد حول مؤشرات متابعة التأمين الإدماجي التي نظّمتها الوكالة الفرنسية للتنمية بتاريخ 15 نوفمبر 2023 وذلك في إطار برنامجها الذي يعنى بدعم إصلاحات قطاع الإدماج المالي في تونس، وتهدف هذه الدورة التكوينية إلى:

- ✓ دراسة المؤشرات الأكثر استخداماً في بعض الدول إضافة إلى عرض تجاربها في مجال التأمين الإدماجي.
- ✓ تحديد مؤشرات متابعة التأمين الإدماجي التي تتناسب مع الإطار التونسي وسبل تنفيذها.

5.7 المشاركة في ورشة تكوينية حول تنظيم ورقابة التأمين الإدماجي:

شارك فريق متكوّن من المدير العامّ لسلطة رقابة التمويل الصغير وإحدى عشر إطاراً من الهيئة في ورشة تكوينية عن بعد بتاريخ 16 نوفمبر 2023 حول «تنظيم ورقابة التأمين الإدماجي» المنظم في إطار برنامج «دعم إصلاحات قطاع الإدماج المالي في تونس» من قبل الوكالة الفرنسية للتنمية.

وقد شارك في هذه الورشة التكوينية ممثلون عن وزارة المالية وعن البنك المركزي التونسي وعن مرصد الاندماج المالي وعن الهيئة العامة للتأمين.

وتهدف هذه الدورة إلى:

- ✓ توضيح الفرق بين التأمين الإدماجي والتأمين التقليدي على مستوى الجانب التشريعي والرقابي،
- ✓ تبادل المناهج والخبرات العالمية في المجال،
- ✓ دعم الهيئة العامة للتأمين لتعزيز تنظيم ورقابة التأمين الإدماجي في تونس.

6.7 المشاركة في دورة تكوينية حول الرقابة القائمة على المخاطر:

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية حول الرقابة القائمة على المخاطر المنعقدة خلال الفترة الممتدة من 18 إلى 22 جوان 2023 بالكويت، التي نظّمها مركز الشرق الأوسط للاقتصاد والمالية التابع لصندوق النقد الدولي والتي تهدف إلى تقديم قواعد وأهداف الرقابة القائمة على المخاطر وتحدياتها والعناصر الأساسية لنجاحها.

7.7 المشاركة في دورة تكوينية إقليمية حول الخدمات المالية الرقمية ودورها في النهوض بتمويل المؤسسات الصغرى والمتوسطة والشباب والنساء:

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية إقليمية حول الخدمات المالية الرقمية ودورها في النهوض بتمويل المؤسسات الصغرى والمتوسطة والشباب والنساء، بالعاصمة الكينية «نيروبي» خلال الفترة الممتدة من 02 إلى 05 ماي 2023. نظّمت هذه الدورة من قبل «التحالف من أجل الإدماج المالي- AFI بالتعاون مع البنك المركزي الكيني وتضمّنت العديد من المحاور منها:

- ✓ المستجدات في مجال القروض الرقمية لدعم تمويل المؤسسات الصغرى والمتوسطة في إفريقيا،
- ✓ الابتكارات في مجال القروض الرقمية عبر المنصات،
- ✓ الأطر القانونية للقروض المسندة عبر المنصات،
- ✓ البنية التحتية الضرورية والحلول المبتكرة لتمويل المؤسسات الصغرى والمتوسطة.

8.7 المشاركة في دورة تكوينية حول مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب:

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية حول مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب وتحسين أطر العمل المعنية بشفافية المستفيدين الحقيقيين المنظمة من قبل مركز صندوق النقد الدولي للاقتصاد والتمويل في الشرق الأوسط والمنعقدة بالكويت خلال الفترة الممتدة من 10 إلى 14 سبتمبر 2023.

وتمّ خلال هذه الدورة تقديم العديد من المحاور من أهمّها:

- ✓ المستفيدون الحقيقيون وكيفية استخدام بياناتهم،
- ✓ المعايير الدولية لمكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب الخاصة بالمستفيدين الحقيقيين.

9.7 المشاركة في دورة تكوينية عن بعد للحصول على شهادة خبير في التمويل الصغير:

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية عن بعد للحصول على شهادة خبير في التمويل الصغير من معهد «فرانكفورت للتصرف والمالية». وتمتدّ هذه الدورة على ستة أشهر وتهدف إلى تمكين المتكوّنين من إتقان:

- ✓ التصرف في القروض الصغرى،
- ✓ إدارة المدّخرات الصغرى والتأمين الصغير،
- ✓ التصرف في المخاطر،
- ✓ التسويق والمبيعات،
- ✓ التصرف في الأداء المالي والاجتماعي،
- ✓ التصرف في الموارد البشرية.

10.7 المشاركة في دورة تكوينية عن بعد للحصول على شهادة خبير في التمويل الرقمي:

شارك أربع إدارات من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية عن بعد للحصول على شهادة خبير في التمويل الرقمي من معهد «فرانكفورت للتصرف والمالية». وقد انطلقت هذه الدورة التكوينية خلال شهر سبتمبر 2023 وامتدت على مدى ستة أشهر وشملت الوحدات التالية:

- ✓ منظومة التمويل الرقمي،
- ✓ التقنيات الحديثة،
- ✓ الدفع الرقمي والتحويلات،
- ✓ التمويل الرقمي والدفعات،
- ✓ التصرف الاستراتيجي في الخدمات المالية الرقمية.

11.7 المشاركة في دورة تكوينية عن بعد للحصول على شهادة خبير في سياسة الإدماج المالي:

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية عن بعد للحصول على شهادة خبير في سياسة الإدماج المالي من معهد «فرانكفورت للتصرف والمالية». وتمحورت هذه الدورة التكوينية حول ثلاث عناصر أساسية من شأنها تعزيز الإدماج المالي وهي:

- ✓ تمويل المؤسسات الصغرى والمتوسطة،
- ✓ التمويل الصغير والتأمين الصغير،
- ✓ اعتماد الرقمنة في الإدماج المالي.

12.7 المشاركة في زيارة دراسية إلى الأردن حول الإدماج المالي والمالية الرقمية:

في إطار برنامج «الإدماج المالي في تونس» الذي تقوم بتنفيذه الوكالة الألمانية للتعاون الدولي، تمّ خلال الفترة الممتدة من 17 إلى 23 جوان 2023 تنظيم زيارة دراسية إلى الأردن تتعلق بالإدماج المالي والمالية الرقمية، شارك فيها وفد تونسي متكوّن من إدارات من وزارة المالية والبنك المركزي التونسي ومرصد الاندماج المالي وسلطة رقابة التمويل الصغير ومكتب الوكالة المذكورة وذلك لمقابلة الفاعلين الرئيسيين في مجالات التمويل الصغير والإدماج المالي والرقمنة.

تمّ خلال هذه الزيارة عرض للتجارب الأردنية والتونسية والتي ارتكزت أساسا على المحاور التالية:

- ✓ تعزيز دور قطاع التمويل الصغير،
- ✓ الاستراتيجية الوطنية للإدماج المالي،
- ✓ الإطار القانوني المنظم للخدمات المالية الرقمية،
- ✓ تطوير خدمات الدفع بالهاتف الجوّال،
- ✓ حماية الحرفاء،
- ✓ التثقيف المالي.

١١. واقع قطاع التمويل الصغير في تونس



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير



1) تطور الإطار التشريعي والترتيبي للتمويل الصغير في تونس منذ سنة 2011 :

وفقا للفصل 43 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير، فإن من مهام سلطة رقابة التمويل الصغير إبداء رأيها لوزير المالية بخصوص المشاريع المتعلقة بالتمويل الصغير.

وفي هذا الإطار، أبدى أعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2023 رأيهم بخصوص مشروع أمر

يتعلق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 93 لسنة 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 والمتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتثال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014.

وبيّن الرسم البياني التالي تطور الإطار الترتيبي والتشريعي للتمويل الصغير منذ سنة 2011:

مارس 2022

« الأمر الرئاسي عدد 306 لسنة 2022 المؤرخ في 29 مارس 2022 والمتعلق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 93 لسنة 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 المتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتثال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.

ماي 2021

« قرار وزير الاقتصاد والمالية ودعم الاستثمار المؤرخ في 4 ماي 2021 والمتعلق بإتمام قرار وزير المالية المؤرخ في 8 أوت 2002 والمتعلق بضبط فروع التأمين الواردة بالفصل 69 من مجلة التأمين.

ماي 2020

« قرار وزير المالية المؤرخ في 15 ماي 2020 والمتعلق بتطبيق الإجراءات الاستثنائية لمساندة حفاء مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم.

فيفري 2020

« أمر حكومي عدد 104 لسنة 2020 المؤرخ في 20 فيفري 2020 والمتعلق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 93 لسنة 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 والمتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتثال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المنظم لنشاط مؤسسات التمويل الصغير.

سبتمبر 2019

« قرار وزير المالية المؤرخ في 12 سبتمبر 2019 والمتعلق بضبط العقوبات الإدارية والمالية المسطرة على مؤسسات التمويل الصغير المخلة بأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمنظم لنشاط مؤسسات التمويل الصغير.

جانفي 2019

« قرار وزير المالية المؤرخ في 21 جانفي 2019 والمتعلق بتحديد معايير الحوكمة والشفافية المالية والتصاريف التي تخضع لها الجمعيات التتموية.

أفريل 2018

« قرار وزير المالية المؤرخ في 13 أفريل 2018 والمتعلق بتنقيح وإتمام القرار المؤرخ في 18 جانفي 2012 المتعلق بتحديد المبلغ الأقصى للقرض الصغير وشروط إسناده من قبل مؤسسات التمويل الصغير.

مارس 2018

« قرار وزير المالية المؤرخ في 27 مارس 2018 والمتعلق بالمصادقة على معايير المحاسبة الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير.

جانفي 2018

« أمر حكومي عدد 12 لسنة 2018 المؤرخ في 10 جانفي 2018 والمتعلق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 93 لسنة 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 المتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتثال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المنظم لنشاط مؤسسات التمويل الصغير.

جويلية 2017

« قرار وزير المالية بالنيابة المؤرخ في 26 جويلية 2017 والمتعلق بضبط معايير الحوكمة لمؤسسات التمويل الصغير.

جانفي 2017

« أمر حكومي عدد 93 لسنة 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 والمتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للدمثال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014.

ديسمبر 2016

« قرار وزير المالية المؤرخ في 23 ديسمبر 2016 والمتعلق بضبط قواعد ومعايير التصرف والشفافية المالية لمؤسسات التمويل الصغير.

أوت 2016

« قرار وزير المالية المؤرخ في 24 أوت 2016 والمتعلق بحماية حرقاء مؤسسات التمويل الصغير.

فيفري 2016

« قرار وزير المالية المؤرخ في 9 فيفري 2016 المتعلق بضبط نسب وصيغ استخلاص مساهمات مؤسسات التمويل الصغير الراجعة لسلطة رقابة التمويل الصغير والمنصوص عليها بالفصل 48 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014.

نوفمبر 2014

« قرار وزير الاقتصاد والمالية المؤرخ في 17 نوفمبر 2014 المتعلق بضبط صيغ التدقيق الخارجي لحسابات مؤسسات التمويل الصغير.

جويلية 2014

« قانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014 المتعلق بتنقيح المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.

أوت 2013

« قرار وزير المالية المؤرخ في 19 أوت 2013 المتعلق بتنقيح القرار المؤرخ في 22 جانفي 2013 المتعلق بضبط إجراءات منح التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير وتطورها المؤسساتاتي.

أفريل 2013

« قرار وزير المالية المؤرخ في 16 أفريل 2013 المتعلق بضبط مهام اتحادات مؤسسات التمويل الصغير.
« قرار وزير المالية المؤرخ في 22 أفريل 2013 المتعلق بتسمية رئيس وأعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير.

جانفي 2013

« قرار وزير المالية المؤرخ في 22 جانفي 2013 المتعلق بضبط إجراءات منح التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير وتطورها المؤسساتاتي.

نوفمبر 2012

« الأمر عدد 2643 لسنة 2012 المؤرخ في 6 نوفمبر 2012 المتعلق بتسمية مدير عام سلطة رقابة التمويل الصغير.

سبتمبر 2012

« الأمر عدد 2128 لسنة 2012 المؤرخ في 28 سبتمبر 2012 المتعلق بضبط طرق تسيير سلطة رقابة التمويل الصغير.

جانفي 2012

« قرار وزير المالية المؤرخ في 18 جانفي 2012 المتعلق بتحديد المبلغ الأقصى للقرض الصغير وشروط إسناده من قبل مؤسسات التمويل الصغير.

نوفمبر 2011


« المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.
« المرسوم عدد 118 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بالأحكام الجبائية الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير.

(2) معطيات حول قطاع التمويل الصغير في تونس خلال سنة 2023:

يتكوّن قطاع التمويل الصغير في تونس في موفى شهر
ديسمبر 2023 من:

✓ 289 جمعية قروض صغيرة مرخص لها من في إطار
القانون عدد 67 لسنة 1999 المؤرخ في 15 جويلية

1999 والمتعلّق بالقروض الصغيرة المسندة من قبل
الجمعيات، منها:
9 جمعيات لم تتعاطى قط هذا النشاط.
187 جمعية تحصلت على تمويلات من البنك التونسي
للتضامن خلال سنة 2023. ولم تتمكن إلا جمعية
واحدة من بين هاته الجمعيات من الامتثال لأحكام
المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المتعلّق بتنظيم
نشاط مؤسسات التمويل الصغير وهي¹:

الشعار	مؤسسة تمويل صغير في شكل جمعية
	مؤسسة تمويل صغير في شكل جمعية تمّ إحداثها في إطار عملية تفريع نشاط التمويل الصغير لجمعية دعم التنمية الذاتية «أسد». تحصلت على ترخيص من وزير المالية بتاريخ 30 سبتمبر 2015.

✓ 7 شركات خفية الاسم:

مؤسسة التمويل الصغير في شكل شركة خفية الاسم	الشعار	تاريخ الحصول على الترخيص
شركة تيسير للتمويل الصغير		2014.03.28
شركة ميكروكراد		2014.10.03
شركة أدفنس تونس		2015.01.22
شركة المركز المالي للباعثين (دعم)		2015.04.21
شركة أنداء تمويل		2015.12.31
شركة الزيتونة تمكين		2016.05.06
شركة الأمل للتمويل الصغير		2019.01.09

¹ منح الفصل 58 من المرسوم 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلّق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير لجمعيات القروض الصغيرة، صفة مؤسسات تمويل صغير شريطة امتثالها لأحكام هذا المرسوم في أجل أقصاه سنة.
نص القانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014 المتعلّق بتنقيح المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلّق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير على أن الجمعيات القروض الصغيرة، تعتبر مرخصا لها كمؤسسات تمويل صغير شرط أن تمثل لأحكام المرسوم المذكور في أجل أقصاه موفى شهر ديسمبر 2016. ويتم عند الاقتضاء التمديد في هذا الأجل بأمور.
وبحلول هذا الأجل (31/12/2016)، وباستثناء جمعية «دعم التنمية الذاتية أسد»، لم تتمكن أي جمعية أخرى لأحكام هذا المرسوم. وتجدر الإشارة في هذا الإطار أنه قد تم إصدار أربع أوامر حكومية بتاريخ 19 جانفي 2017 و10 جانفي 2018 و20 فيفري 2020 و29 مارس 2022 للتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتثال للمرسوم المذكور إلى موفى سنة 2023.

1.2 تطوّر التمويلات الصغرى المسندة:

(أ) خلال الفترة (2023-2021):

✓ سجّل العدد الجملي للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير (في شكل شركات خفية الاسم وفي شكل جمعيات) ارتفاعا خلال سنة

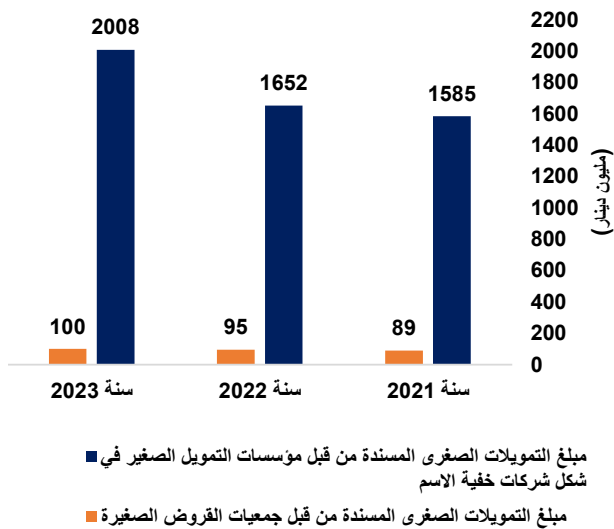
✓ 2023 بنسبة 11,4 % مقارنة بسنة 2022 حيث ارتفع من 473 656 إلى 527 502 تمويلا صغيرا. كما شهد المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير ارتفاعا من 1 747 مليون دينار خلال سنة 2022 إلى 2 108 مليون دينار خلال سنة 2023 أي بمعدّل نموّ قدره 20,7 %.

تطوّر التمويلات الصغرى المسندة حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير خلال الفترة (2023-2021)

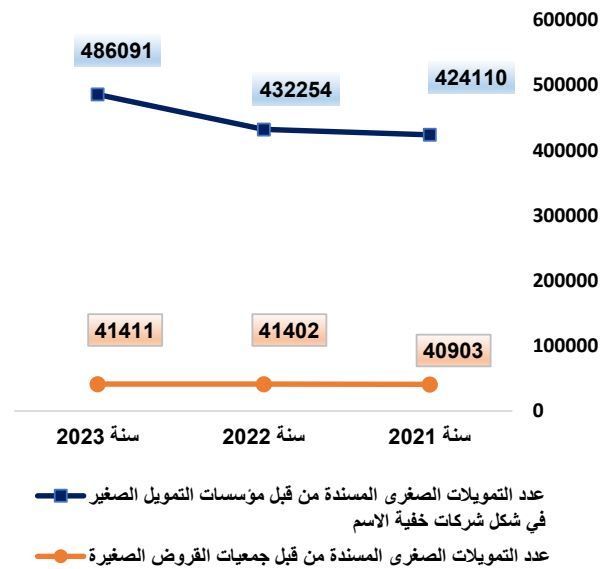
(الوحدة : ألف دينار)

2023				2022				2021				أصناف مؤسسات التمويل الصغير
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
% 95,25	2 008	% 92,15	486 091	% 94,6	1 652	% 91,3	432 254	% 94,7	1 585	% 91,2	424 110	الشركات خفية الاسم
% 4,75	100	% 7,85	41 411	% 5,4	95	% 8,7	41 402	% 5,3	89	% 8,8	40 903	جمعيات القروض الصغيرة
% 100	2 107 740	% 100	527 502	% 100	1 747 007	% 100	473 656	% 100	1 673 994	% 100	465 013	المجموع

تطوّر مبلغ التمويلات الصغرى المسندة حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير



تطوّر عدد التمويلات الصغرى المسندة حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير



ارتفاعا حيث بلغ متوسط معدّل النمو السنوي نسبة قدرت بـ 20,74 %.

(ب) خلال الفترة (2023-2011):

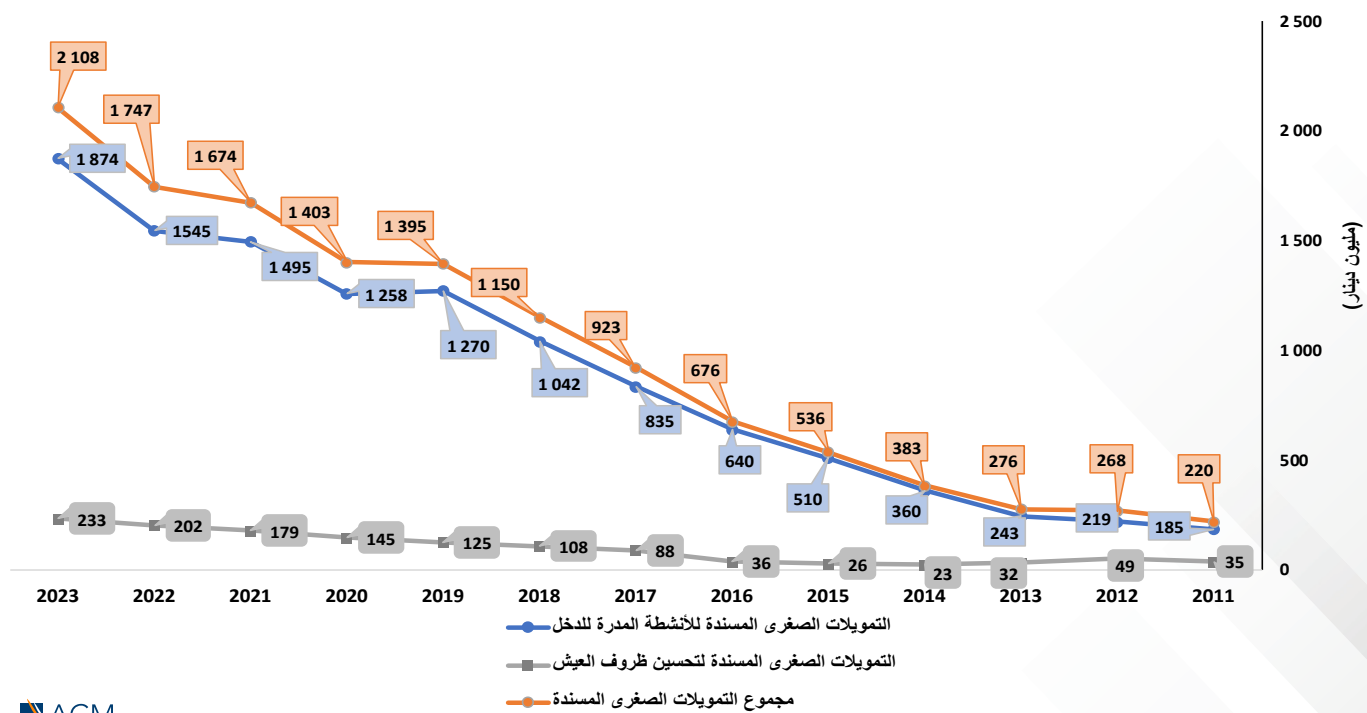
✓ شهد المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال الفترة الممتدة من سنة 2011 إلى سنة 2023

(الوحدة : ألف دينار)

توزيع التمويلات الصغرى المسندة خلال الفترة (2023-2011)

مجموع التمويلات الصغرى المسندة		التمويلات الصغرى المسندة لتحسين ظروف العيش		التمويلات الصغرى المسندة للأنشطة المدرة للدخل		
المبلغ	العدد	المبلغ	العدد	المبلغ	العدد	
219 670	258 153	35 006	62 719	184 664	195 434	2011
267 947	271 293	48 578	71 705	219 369	199 588	2012
275 947	251 811	32 398	46 293	243 461	205 518	2013
383 294	283 711	23 122	32 927	360 172	250 784	2014
536 082	329 747	26 418	38 949	509 664	290 798	2015
675 712	360 916	36 112	51 152	639 601	309 764	2016
923 040	412 789	88 349	83 456	834 690	329 333	2017
1 149 559	455 871	107 877	90 877	1 041 682	364 994	2018
1 395 075	476 318	124 676	94 618	1 270 399	381 700	2019
1 402 648	411 105	144 684	100 692	1 257 964	310 413	2020
1 673 994	465 013	178 539	114 028	1 495 454	350 985	2021
1 747 004	473 656	202 367	123 847	1 544 640	349 809	2022
2 107 740	527 502	233 342	133 972	1 874 396	393 530	2023

تطور مبلغ التمويلات الصغرى المسندة خلال الفترة الممتدة من سنة 2011 إلى سنة 2023



الغربي نسبة 18 % و 13 % على التوالي من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2023 مقابل نسبة 18 % و 12 % على التوالي خلال سنة 2022.

استفادت كل من جهتي الجنوب الشرقي والجنوب الغربي بنسبة 7 % و 6 % على التوالي من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2023.

2.2 توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب الجهات:

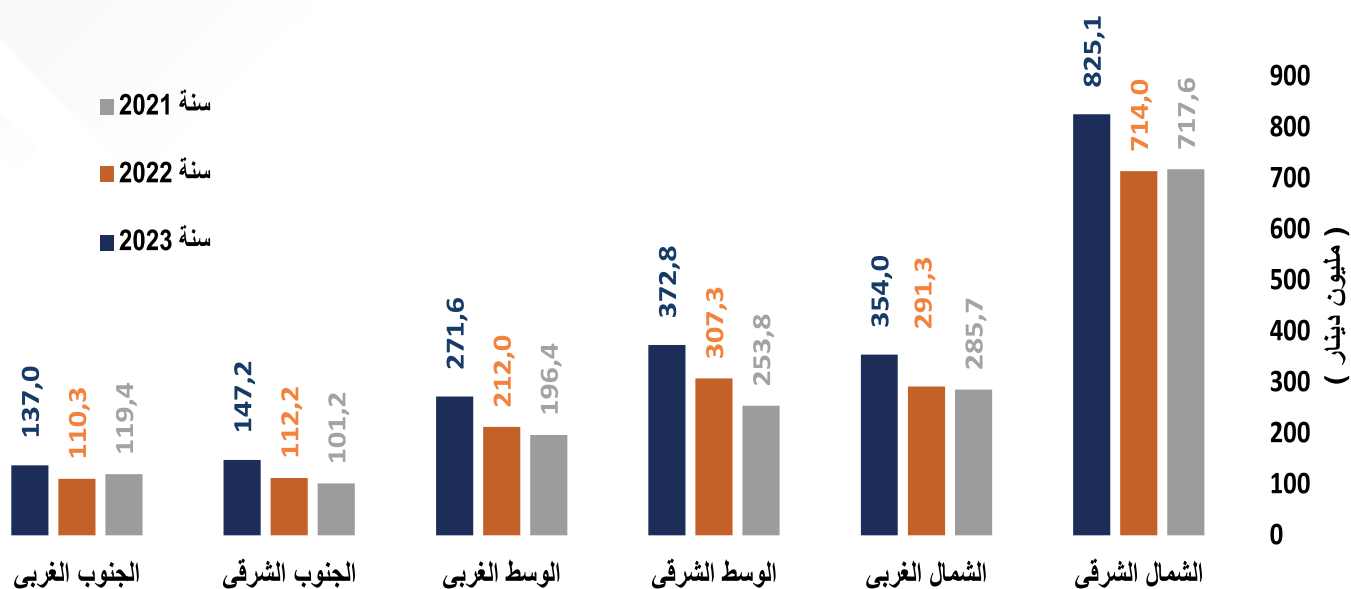
- ✓ استفادت جهة الشمال الشرقي بنسبة تقدر بـ 39 % من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2023 مقابل 43 % و 41 % على التوالي خلال سنتي 2021 و 2022.
- ✓ قدّرت نسبة التمويلات الصغرى المسندة في جهة الشمال الغربي بـ 17 % من العدد الجملي والمبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2023.
- ✓ بلغت حصة كل من جهتي الوسط الشرقي والوسط

توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب الجهات خلال الفترة (2021-2023)

(الوحدة : ألف دينار)

2023				2022				2021				توزيع التمويلات الصغرى حسب الجهات
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
% 39	825 144	% 40	213 225	%41	713 965	%41	194 849	%43	717 624	%43	198 039	الشمال الشرقي
% 17	354 017	% 17	89 034	%17	291 305	%17	79 414	%17	285 672	%17	77 429	الشمال الغربي
% 18	372 789	% 17	87 238	%18	307 259	%17	79 066	%15	253 788	%15	70 810	الوسط الشرقي
% 13	271 554	% 12	62 562	%12	211 965	%12	55 391	%12	196 358	%12	54 910	الوسط الغربي
% 7	147 239	% 8	39 964	%6	112 176	%7	34 580	%6	101 188	%7	32 564	الجنوب الشرقي
% 6	136 996	% 7	35 479	%6	110 338	%6	30 356	%7	119 364	%7	31 261	الجنوب الغربي
% 100	2 107 740	% 100	527 502	%100	1 747 007	%100	473 656	%100	1 673 994	%100	465 013	المجموع

تطور مبلغ التمويلات الصغرى المسندة حسب الجهة من سنة 2021 إلى سنة 2023



✓ تحسّل قطاع الفلاحة على 142 709 تمويلا من مجموع التمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2023 بمبلغ قدر بحوالي 601,4 مليون دينار أي بنسبة 29 % من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة مقابل 128 661 تمويلا صغيرا مسندا خلال السنة الفارطة بمبلغ جملي قدر بحوالي 491,5 مليون دينار. ✓ لم تتجاوز حصّة قطاع الصناعات التقليدية خلال سنة 2023 نسبة 2 % من مجموع التمويلات الصغرى المسندة، ليكون بذلك القطاع الأقل استفادة من التمويلات الصغرى.

3.2 توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب القطاعات:

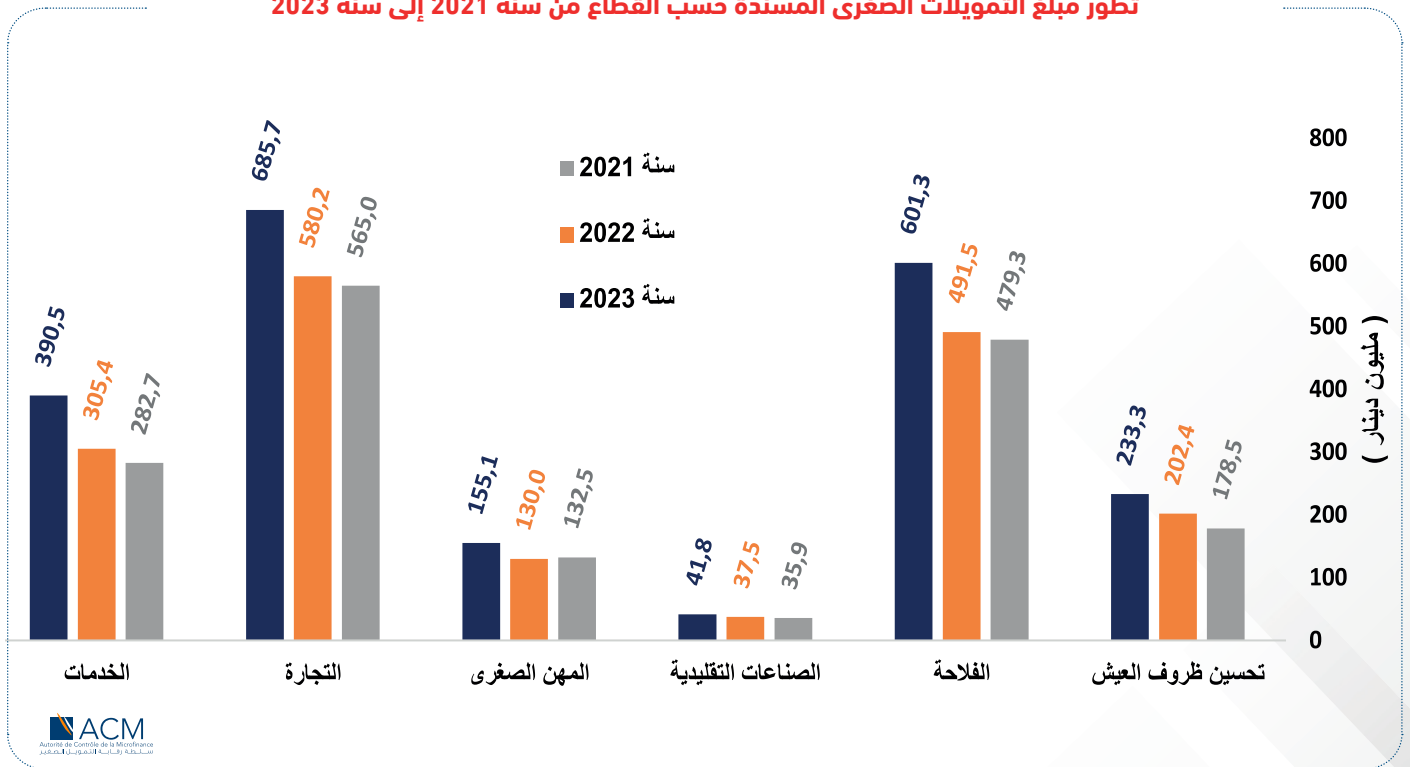
✓ استأثر قطاع التجارة بالنصيب الأوفر من إجمالي مبلغ التمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2023، من خلال حصوله على حوالي 686 مليون دينار أي ما يمثل 33 % من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال تلك السنة، مقابل 580 مليون دينار خلال سنة 2022.

توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب القطاعات خلال الفترة (2023-2021)

(الوحدة : ألف دينار)

2023				2022				2021				توزيع التمويلات الصغرى حسب القطاع
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
% 11	233 343	% 25	133 972	%12	202 367	%26	123 847	%11	178 539	%25	114 028	تحسين ظروف العيش ²
% 29	601 315	% 27	142 709	%28	491 535	%27	128 661	%29	479 317	%28	131 061	الفلاحة ³
% 2	41 807	% 3	14 335	%2	37 534	%3	13 414	%2	35 862	%3	13 122	الصناعات التقليدية
% 7	155 090	% 7	39 339	%7	130 038	%7	34 936	%8	132 534	%8	35 894	المهن الصغرى
% 33	685 660	% 26	137 782	%33	580 173	%26	122 562	%34	565 021	%27	123 532	التجارة
% 19	390 526	% 11	59 365	%17	305 359	%11	50 236	%17	282 721	%10	47 376	الخدمات
% 100	2 107 740	% 100	527 502	%100	1 747 007	%100	473 656	%100	1 673 994	%100	465 013	المجموع

تطور مبلغ التمويلات الصغرى المسندة حسب القطاع من سنة 2021 إلى سنة 2023



خلال سنتي 2021 و2022. وتحصل الرجال على حوالي 1166 مليون دينار سنة 2023 في مختلف المجالات، وفي المقابل تحصلت النساء على 942 مليون دينار. وتحصلت النساء على 298426 تمويلا صغيرا أي ما يمثل نسبة 57 % من مجموع التمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2023 مقابل 229076 تمويلا صغيرا تم إسناده للرجال.

4.2 توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب النوع الاجتماعي:

- ✓ استفاد الرجال والنساء خلال سنة 2023 على التوالي بنسبة 55 % و45 % من إجمالي مبلغ التمويلات الصغرى المسندة محافظين بذلك على نفس حصصهم من مجموع التمويلات الصغرى المسندة

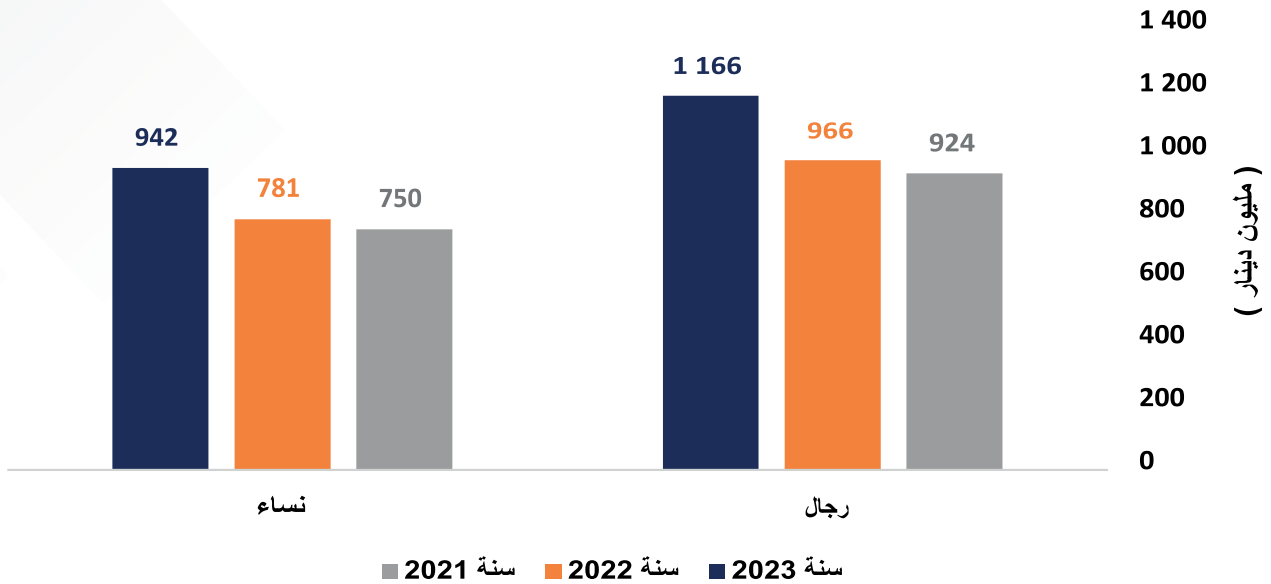
² يشمل قطاع تحسين ظروف العيش المجالات الثلاث التالية: التعليم وتحسين السكن وأنشطة أخرى مرتبطة بتحسين ظروف العيش.
³ يضم قطاع الفلاحة كل من الفلاحة وتربية الماشية والصيد البحري.

توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب النوع الاجتماعي خلال الفترة (2023-2021)

(الوحدة : ألف دينار)

2023				2022				2021				توزيع التمويلات الصغرى حسب النوع الاجتماعي
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
% 55	1 165 846	% 43	229 076	%55	965 779	%44	207 428	%55	923 972	%46	214 971	رجال
% 45	941 894	% 57	298 426	%45	781 228	%56	266 228	%45	750 021	%54	250 042	نساء
% 100	2 107 740	% 100	527 502	%100	1 747 007	%100	473 656	%100	1 673 994	%100	465 013	المجموع

تطور مبلغ التمويلات الصغرى المسندة حسب النوع الاجتماعي من سنة 2021 إلى سنة 2023



المعدّل المسجّل بالنسبة للرجال والذّي بلغ 5 090 ديناراً خلال سنة 2023 مقابل 4 656 ديناراً سنة 2022 أي بنسبة نموّ قدرها 9,3 %.

✓ بلغ معدّل مبلغ التمويل الصغير المسند للنساء 3156 ديناراً خلال سنة 2023 مقابل 2 934 ديناراً خلال سنة 2022 مسجّلاً ارتفاعاً بـ 6,7 % إلا أنّه لا يزال أقلّ من

توزيع معدّل مبلغ التمويل الصغير حسب النوع الاجتماعي خلال الفترة (2023-2021)

(الوحدة : الدينار)

2023	2022	2021	
5 090	4 656	4 298	معدّل مبلغ التمويل الصغير للرجال
3 156	2 934	3 000	معدّل مبلغ التمويل الصغير للنساء
3 996	3 688	3 600	معدّل مبلغ التمويل الصغير

5.2 توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب نوع المشروع:

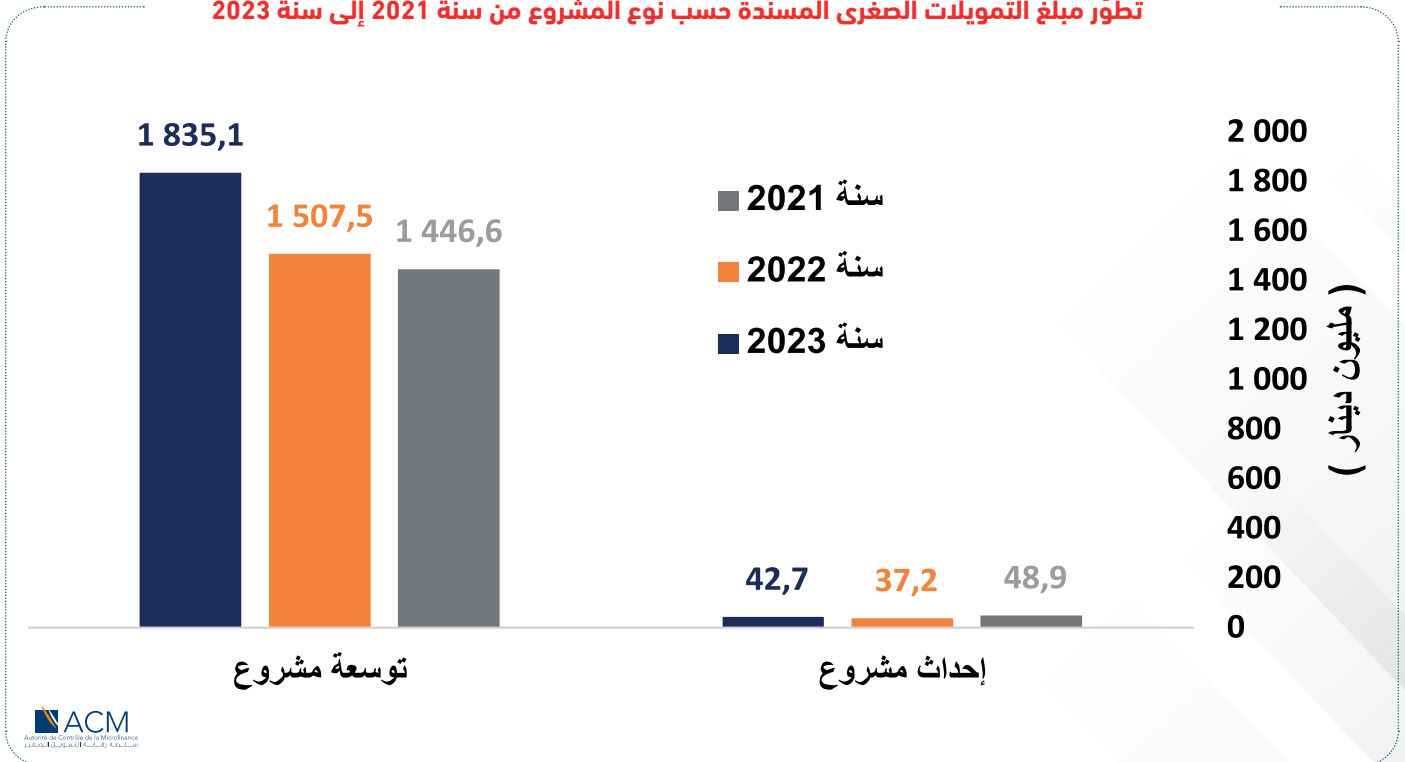
✓ تمّ خلال سنة 2023، تخصيص 1 835,1 مليون دينار لتوسعة المشاريع أي بنسبة 98 % من القيمة

توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب نوع المشروع خلال الفترة (2023-2021)

(الوحدة : ألف دينار)

2023				2022				2021				توزيع التمويلات الصغرى حسب نوع المشروع
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
% 2	42 677	% 4	14 843	%2	37 175	%3	11 632	%3	48 855	%4	13 592	إحداث مشروع
% 98	1 835 114	% 96	382 304	%98	1 507 465	%97	338 177	%97	1 446 598	%96	337 393	توسعة مشروع
% 100	1 877 791	% 100	397 147	%100	1 544 640	%100	349 809	%100	1 495 454	%100	350 985	المجموع

تطور مبلغ التمويلات الصغرى المسندة حسب نوع المشروع من سنة 2021 إلى سنة 2023



للأنشطة المدّرة للدخل 4 763 دينار خلال سنة 2023 مقابل 4 416 دينار خلال السنة الماضية. ويتأثر معدل مبلغ التمويلات الصغرى المسندة من قبل كامل قطاع التمويل الصغير أساسا بمعدل التمويلات المسندة من قبل شركة أندا تمويل التي تملك الحصة الأكبر من سوق التمويل الصغير.

6.2 معدل التمويل الصغير:

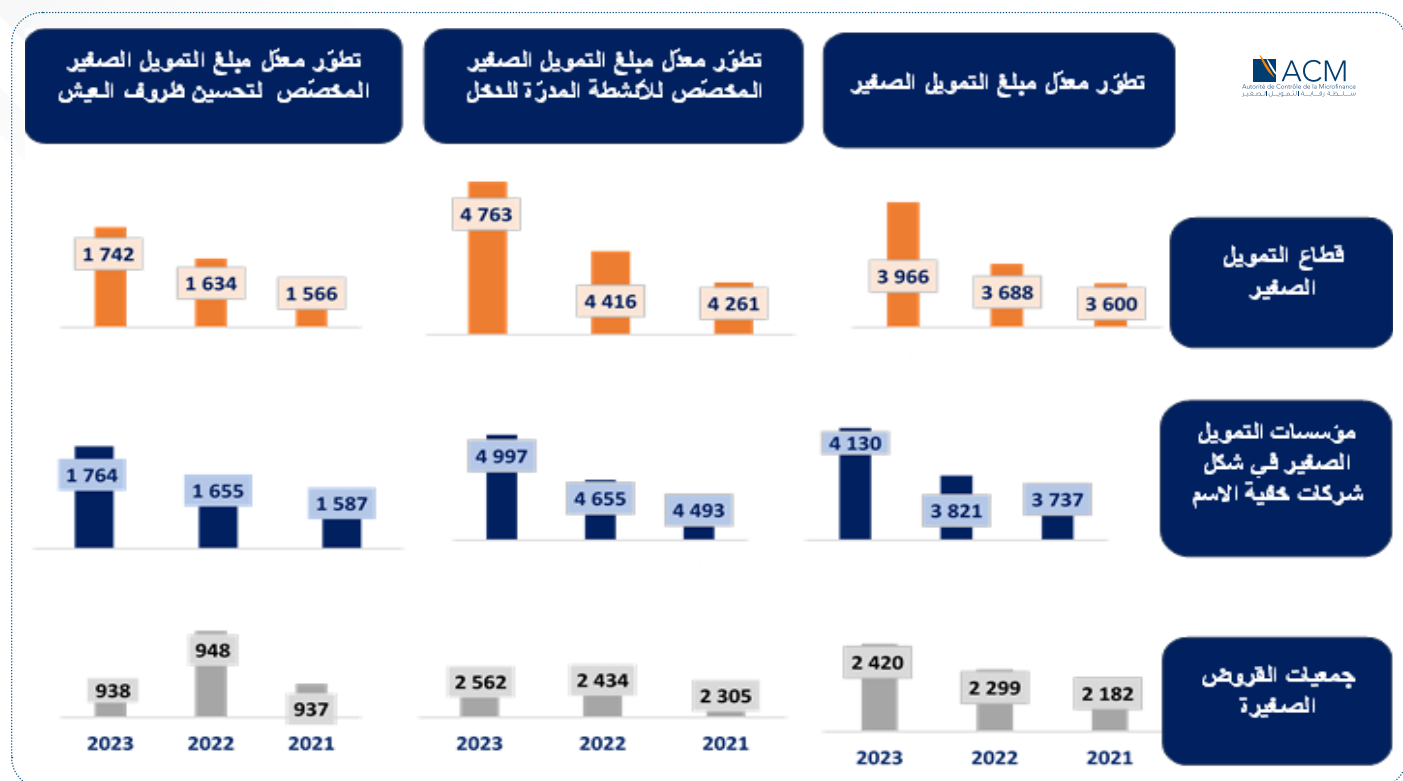
✓ بلغ معدل مبلغ التمويل الصغير 3 996 دينارا في موفى سنة 2023، مقابل 3 688 دينارا في نهاية السنة الفارطة.

✓ كما قدر معدل مبلغ التمويلات الصغرى المخصّصة

تطور معدل التمويل الصغير حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير خلال الفترة (2021-2023)

(الوحدة: الدينار)

2023			2022			2021			
معدل التمويل الصغير	معدل التمويل الصغير المخصص للأنشطة المدرة للدخل	معدل التمويل الصغير المخصص لتحسين ظروف العيش	معدل التمويل الصغير	معدل التمويل الصغير المخصص للأنشطة المدرة للدخل	معدل التمويل الصغير المخصص لتحسين ظروف العيش	معدل التمويل الصغير	معدل التمويل الصغير المخصص للأنشطة المدرة للدخل	معدل التمويل الصغير المخصص لتحسين ظروف العيش	
3 996	4 763	1 742	3 688	4 416	1 634	3 600	4 261	1 566	قطاع التمويل الصغير
4 130	4 997	1 764	3 821	4 655	1 655	3 737	4 493	1 587	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
2 420	2 562	938	2 299	2 434	948	2 182	2 305	937	جمعيات القروض الصغيرة ومؤسسات التمويل الصغير في شكل جمعيات



7.2 تطور المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى:

من قبل مؤسسات التمويل في شكل شركات خفية الاسم بنسبة 18,2 %، حيث بلغ 1910,6 مليون دينار في موفى سنة 2023 مقابل 1616,3 مليون دينار في موفى سنة 2022.

مثل المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل في شكل شركات خفية الاسم حوالي 86,4 % من المبلغ الجاري الجملي للتمويلات الصغرى المسندة في موفى سنة 2023 مقابل 84,3 % في موفى سنة 2022.

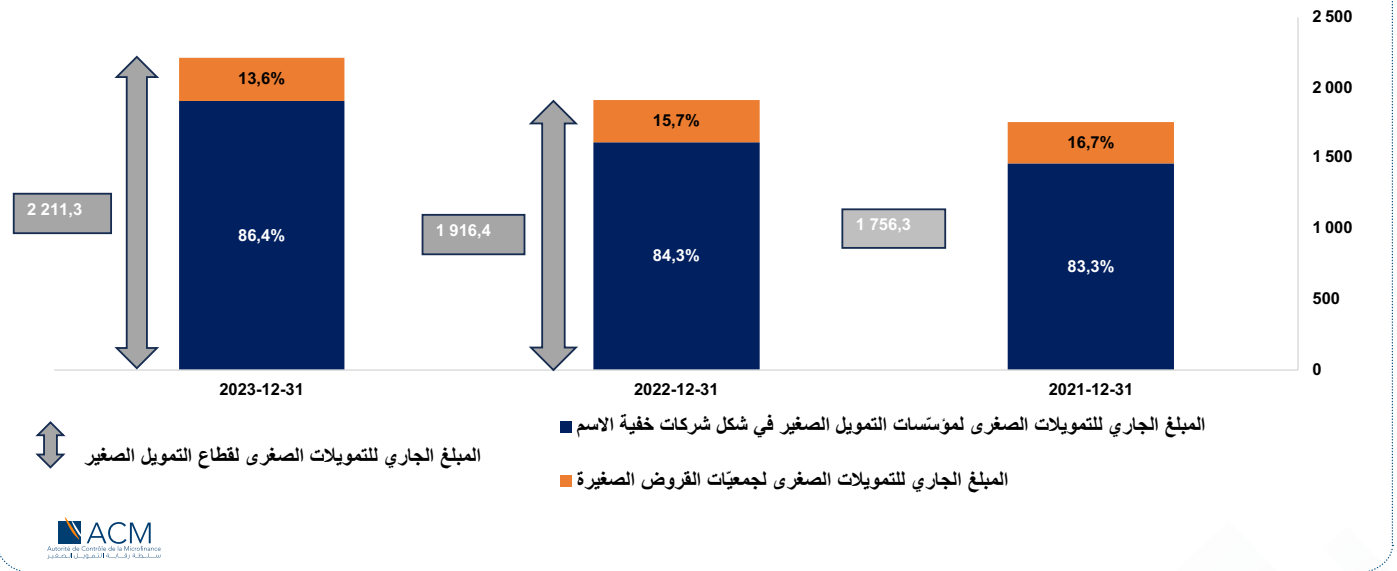
أ) المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير:

- ✓ ارتفع المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكلها الجمعيات والشركات خفية الاسم من 1756,3 مليون دينار في موفى سنة 2021 إلى 2211,3 مليون دينار في موفى سنة 2023، مسجلاً بذلك متوسط معدل نمو سنوي قدر بـ 12,2 % خلال الفترة (2021-2023).
- ✓ تطور المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة

تطور المبلغ الجاري للتمويل الصغير حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير خلال الفترة (2023-2021)

2023-12-31		2022-12-31		2021-12-31		المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير
المبلغ الجاري (ألف دينار)	عدد القروض النشطة	المبلغ الجاري (ألف دينار)	عدد القروض النشطة	المبلغ الجاري (ألف دينار)	عدد القروض النشطة	
1 910 617	612 108	1 616 312	554 505	1 463 216	516 956	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
300 695	274 781	300 094	268 454	293 038	271 929	جمعيات القروض الصغيرة
2 211 313	886 889	1 916 406	822 959	1 756 254	788 885	المجموع

تطور المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى لقطاع التمويل الصغير من سنة 2021 إلى سنة 2023



✓ في موفى سنة 2023، بلغ معدّل المبلغ الجاري
للحرفاء النشيطين دون احتساب الحرفاء المزدوجين
3 481 ديناراً.

✓ سجّل معدّل المبلغ الجاري للتمويل الصغير
النشط ارتفاعاً بنسبة 7 % حيث بلغ 3 122 دينار
في موفى سنة 2023 مقابل 2 915 دينار في
موفى سنة 2022.

ب (متوسّط المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى النشطة
بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات
خفية الاسم:

✓ سجّل معدّل المبلغ الجاري لكلّ حريف نشيط باعتبار
الحرفاء المزدوجين ارتفاعاً من 3 027 ديناراً في
موفى سنة 2022 إلى 3 323 ديناراً في موفى
سنة 2023 أي بنسبة قدرها 8,9 %.

المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى النشطة بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2023-2021)

31 ديسمبر 2023	31 ديسمبر 2022	31 ديسمبر 2021	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
1 910 617	1 616 312	1 463 216	المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى النشطة بالألف دينار
574 943	533 983	498 745	عدد الحرفاء النشيطين (باعتبار الحرفاء المزدوجين)
548 860	512 212	480 616	عدد الحرفاء النشيطين (دون اعتبار الحرفاء المزدوجين)
612 108	554 505	516 956	عدد القروض النشطة
3 481	3 156	3 044	معدّل المبلغ الجاري للحرفاء النشيطين دون اعتبار الحرفاء المزدوجين بالدينار
3 323	3 027	2 934	معدّل المبلغ الجاري للحرفاء النشيطين باعتبار الحرفاء المزدوجين بالدينار
3 122	2 915	2 830	معدّل المبلغ الجاري للتمويل الصغير بالدينار

8.2 محفظة المخاطر 30 يوما لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:

(أ) خلال الفترة (2021-2023):

- ✓ سجّل مبلغ محفظة المخاطر 30 يوما مع إدراج القروض التي وقع شطبها لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم ارتفاعا بنسبة 3% حيث بلغ 86,6 مليون دينار في موفى سنة 2023 مقابل 84,2 مليون دينار في موفى سنة 2022.
- ✓ شهد مبلغ محفظة المخاطر 30 يوما دون إدراج

القروض التي وقع شطبها لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم تراجعاً من 58,8 مليون دينار موفى سنة 2022 إلى حوالي 48 مليون دينار موفى سنة 2023.

- ✓ بلغت نسبة محفظة المخاطر 30 يوما مع إدراج القروض التي وقع شطبها 4,44% في موفى سنة 2023 مقابل 5,11 % في موفى سنة 2022.
- ✓ بلغت نسبة محفظة المخاطر 30 يوما دون إدراج القروض التي وقع شطبها 2,51% في موفى سنة 2023 مقابل 3,33 % في موفى سنة 2022.

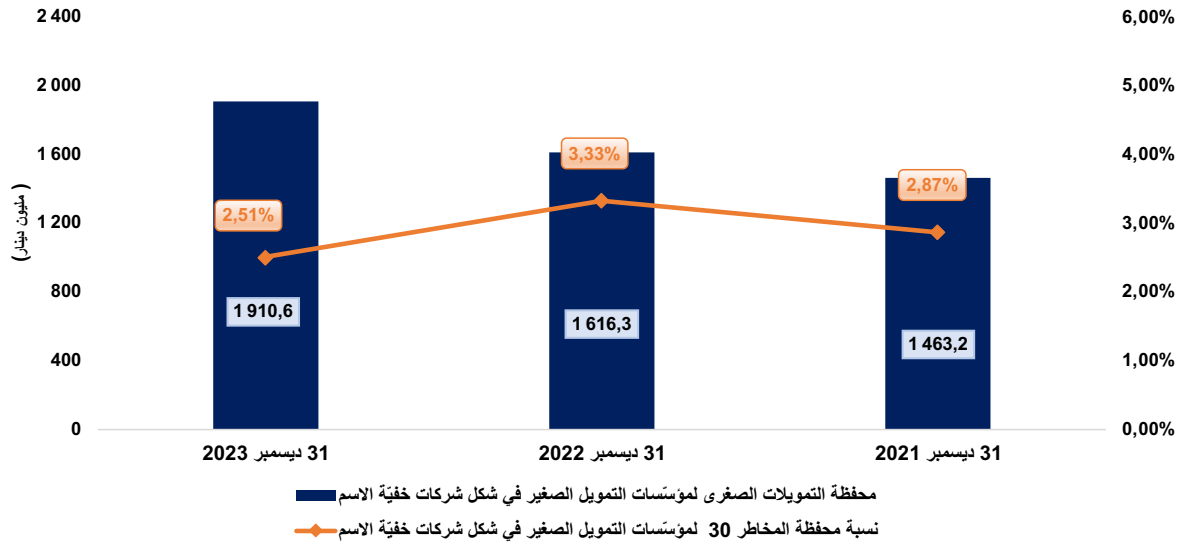
تطور محفظة التمويلات الصغرى لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

محفظة المخاطر 30 يوم لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم	محفظة التمويلات الصغرى (ألف دينار)	محفظة المخاطر 30 يوم دون إدراج القروض التي وقع شطبها		محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها	
		النسبة (%)	المبلغ (ألف دينار)	النسبة (%)	المبلغ (ألف دينار)
31 ديسمبر 2021	1 463 216	2,87 %	41 951	4,90 %	73 198
31 ديسمبر 2022	1 616 312	3,33 %	53 808	5,11 %	84 182
31 ديسمبر 2023	1 910 617	2,51 %	47 962	4,44 %	86 552

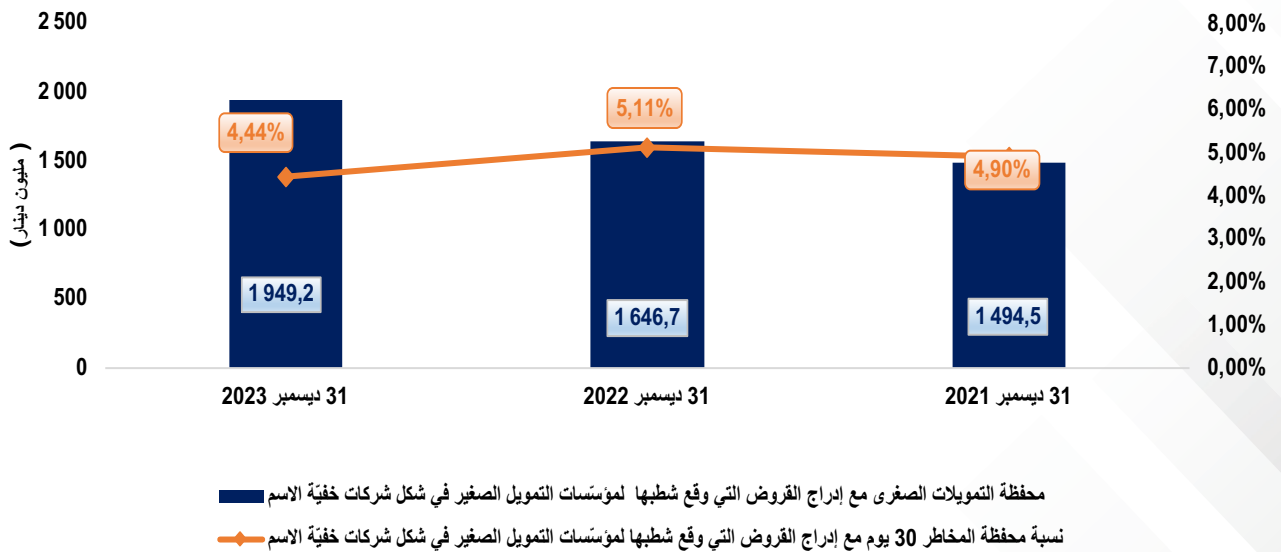
(الوحدة: ألف دينار)

مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم	31 ديسمبر 2021	31 ديسمبر 2022	31 ديسمبر 2023
محفظة المخاطر 30 يوم دون إدراج التمويلات الصغرى التي وقع شطبها	41 951	53 808	47 962
محفظة التمويلات الصغرى	1 463 216	1 616 312	1 910 617
نسبة محفظة المخاطر 30 يوم دون إدراج التمويلات الصغرى التي وقع شطبها	2,87 %	3,33 %	2,51 %
التمويلات الصغرى التي تم التمديد في آجالها	35 500	29 831	17 252
التمويلات الصغرى المعاد جدولتها	13 402	13 258	16 713
التمويلات الصغرى التي وقع تجميعها	433	234	2 184
التمويلات الصغرى التي وقع شطبها	31 247	30 374	38 591
محفظة التمويلات الصغرى + التمويلات الصغرى التي وقع شطبها	1 494 463	1 646 662	1 949 208
محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها	73 198	84 182	86 552

تطور محفظة المخاطر 30 يوم لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2023 - 2021)



تطور محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج التمويل الصغير التي وقع شطبها لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2023 - 2021)



ب) خلال سنة 2023:

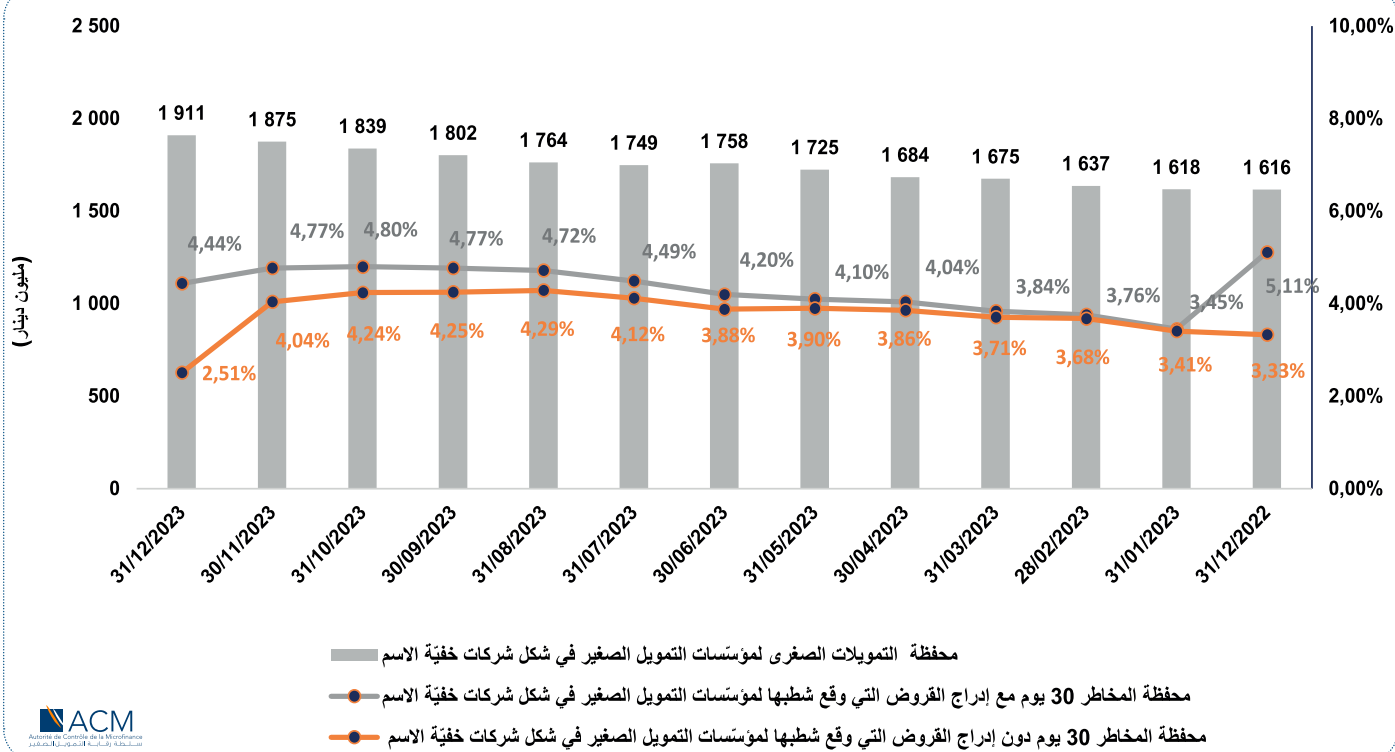
✓ كما تراجع مبلغ محفظة المخاطر 30 يوما دون إدراج القروض التي وقع شطبها لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم من 55,1 مليون دينار في 31 جانفي 2023 إلى 48 مليون دينار موفى شهر ديسمبر 2023 أي بنسبة تبلغ 13,02%.

✓ سجلت نسبة محفظة المخاطر 30 يوما مع ودون إدراج القروض التي وقع شطبها خلال سنة 2023 ارتفاعا حيث بلغت 4,44% و 2,51% مقابل 3,45% و 3,41% على التوالي في موفى شهري جانفي و ديسمبر من نفس السنة.

تطور محفظة المخاطر لـ 30 يوما الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال سنة 2023

محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها		محفظة المخاطر 30 يوم		محفظة القروض	محفظة المخاطر 30 يوم لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في:
النسبة (%)	المبلغ (ألف دينار)	النسبة (%)	المبلغ (ألف دينار)	(ألف دينار)	
5,11 %	84 182	3,33 %	53 808	1 616 312	2022/12/31
3,45 %	55 894	3,41 %	55 143	1 617 868	2023/01/31
3,76 %	61 615	3,68 %	60 246	1 636 869	2023/02/28
3,84 %	64 432	3,71 %	62 054	1 674 812	2023/03/31
4,04 %	68 115	3,86 %	65 069	1 684 091	2023/04/30
4,10 %	70 842	3,90 %	67 303	1 724 639	2023/05/31
4,20 %	74 160	3,88 %	68 242	1 757 983	2023/06/30
4,49 %	78 746	4,12 %	72 079	1 749 017	2023/07/31
4,72 %	83 722	4,29 %	75 599	1 763 770	2023/08/31
4,77 %	86 357	4,25 %	76 660	1 802 430	2023/09/30
4,80 %	88 767	4,24 %	77 988	1 838 951	2023/10/31
4,77 %	90 051	4,04 %	75 741	1 875 426	2023/11/30
4,44 %	86 552	2,51 %	47 962	1 910 804	2023/12/31

تطور محفظة المخاطر 30 يوما الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال سنة 2023



موفى سنة 2023 من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم، 2,02 % من معدل محفظة التمويل الصغير الخام، مقابل 1,97 % في موفى سنة 2022.

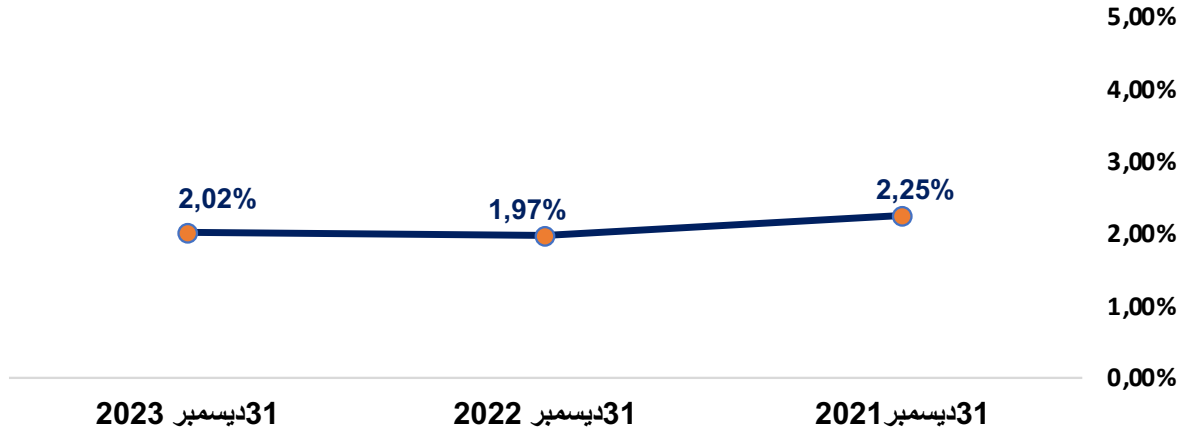
9.2 نسبة التمويل الصغير التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير خلال الفترة (2023 - 2021):

بلغت نسبة التمويل الصغير التي وقع شطبها في ✓

نسبة التمويلات الصغرى التي وقع شطبها من قبل مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
(2023-2021)

نسبة التمويلات الصغرى التي وقع شطبها من قبل مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم	31 ديسمبر 2021	31 ديسمبر 2022	31 ديسمبر 2023
	2,25%	1,97%	2,02%

نسبة التمويلات الصغرى التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير خلال الفترة (2023 - 2021)



10.2 متوسط نسبة الفائدة الفعلية الجمليّة المرجّحة لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:

شهد متوسط نسبة الفائدة الفعلية الجمليّة المرجّحة لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم منحى تنازلياً خلال الأربع سنوات الأخيرة حيث تراجع من 33,18% في موفى سنة 2020 إلى 28,63% في موفى سنة 2023. كما تواصل هذا التراجع ليبلغ 28,62% في موفى السداسي الأول من سنة 2024.

وقد تمّ بداية من السداسي الثاني من سنة 2023 إدراج تغيير في طريقة احتساب نسبة الفائدة الفعلية الجمليّة السنوية حيث أصدرت سلطة رقابة التمويل الصغير بتاريخ 12 أفريل 2023 مذكرتها عدد 40 بهدف:

توحيد وتنظيم عملية احتساب النسبة الفعلية الجمليّة السنوية في قطاع التمويل الصّغير،
جعل هذه النسبة مرجعا أساسيا لكلّ تسعيرة أو لكل تعديل فيها،

تمكين مؤسّسات التمويل الصغير من اعتماد تسعيرة أكثر شفافية إزاء حرافئها وذلك عبر مدّهم من خلال النسبة الفعلية الجمليّة السنوية المحتسبة وفق أفضل الممارسات العالميّة، بالتكلفة الحقيقية لكلّ تمويل صغير.

ومن شأن التغيير الذي تمّ إدراجه في طريقة احتساب نسبة الفائدة الفعلية الجمليّة السنوية، أن يرفع فيها دون تحميل المقترض أي أعباء إضافية ويعزى ذلك إلى السببين الجوهريين التاليين:

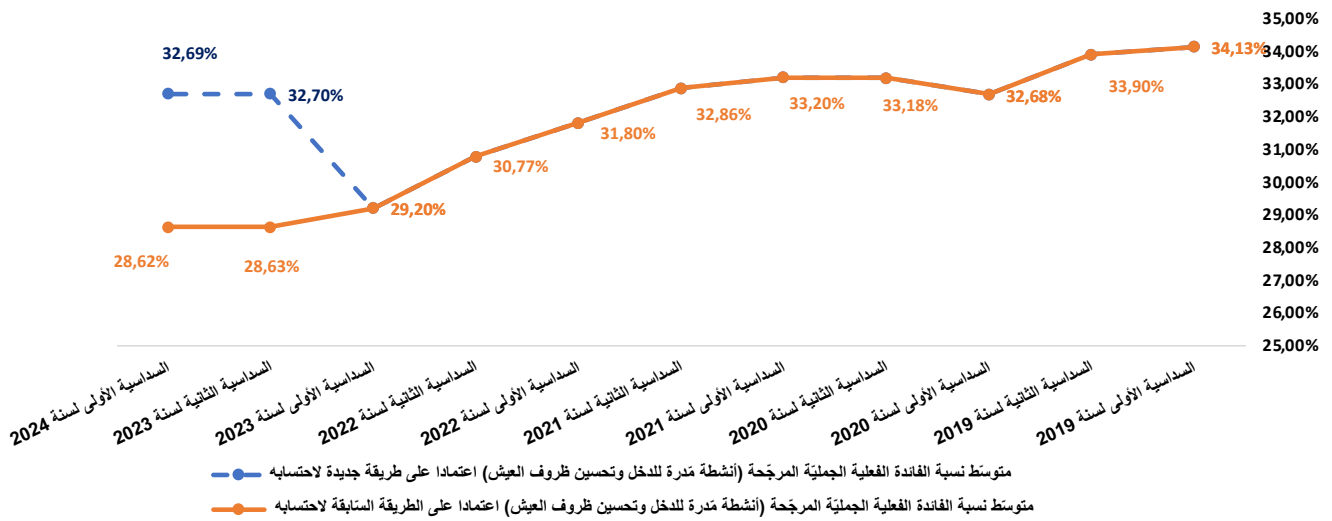
اعتبار أنّ نسبة الفائدة الفعلية الجمليّة السنويّة للتمويلات الصغرى هي نسبة سنوية، معادلة (équivalente) لنسبة الفائدة للمدّة عوضا عن اعتبارها نسبة سنوية، متناسبة (proportionnelle) مع نسبة الفائدة للمدّة.

الأخذ بعين الاعتبار معلوم التأمين (على الحياة و/أو العجز) الذي يتحمّله الحريف والذي يتم قبضه عند صرف التمويل الصغير من قبل مؤسسة التمويل الصغير بصفتها وسيط تأمين، عند ضبط الدفعات المطالب بها المقترض والتي يتمّ اعتمادها لاحتساب النسبة الفعلية الجمليّة.

وقد استقرّ متوسط نسبة الفائدة الفعلية الجمليّة المرجّحة لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم اعتمادا على طريقة الاحتساب الجديدة في حدود 32,7% في موفى سنة 2023 و 32,69% في موفى السداسي الأول من سنة 2024.

السادسية الأولى لسنة 2024	السادسية الثانية لسنة 2023	السادسية الأولى لسنة 2023	السادسية الثانية لسنة 2022	السادسية الأولى لسنة 2022	السادسية الثانية لسنة 2021	السادسية الأولى لسنة 2021	السادسية الثانية لسنة 2020	السادسية الأولى لسنة 2020	السادسية الثانية لسنة 2019	السادسية الأولى لسنة 2019	
% 32,69	% 32,70	-	-	-	-	-	-	-	-	-	متوسط نسبة الفائدة الفعلية المربحة (أنشطة مدرة للدخل وتحسين ظروف العيش) اعتمادا على طريقة الاحتساب الجديدة)
%28,62	%28,63	%29,20	%30,77	%31,80	%32,86	%33,20	%33,18	%32,68	%33,90	%34,13	متوسط الفائدة الفعلية المربحة (أنشطة مدرة للدخل وتحسين ظروف العيش) اعتمادا على الطريقة السابقة)

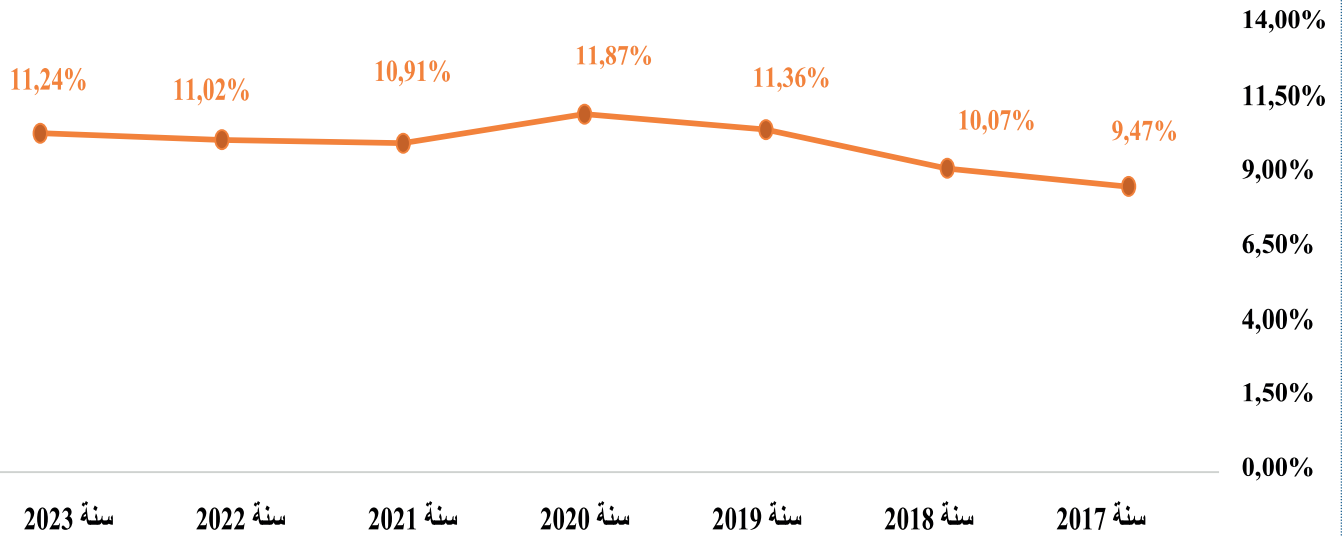
متوسط نسبة الفائدة الفعلية المربحة (أنشطة مدرة للدخل و تحسين ظروف العيش) لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم



وفي موفى سنة 2023، بلغت نسبة المعدل المرجح لكلفة موارد الاقتراض لهذه الشركات 11,24 % مقابل 11,02 % بعنوان السنة الفارطة.

تتكوّن موارد مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم أساسا من القروض المتحصل عليها محليا أو عن طريق الجهات المانحة الدولية، باعتبار أنه غير مرخص لها في قبول الودائع من حداثها.

تطور المعدّل المرجح لتكلفة موارد الاقتراض لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم



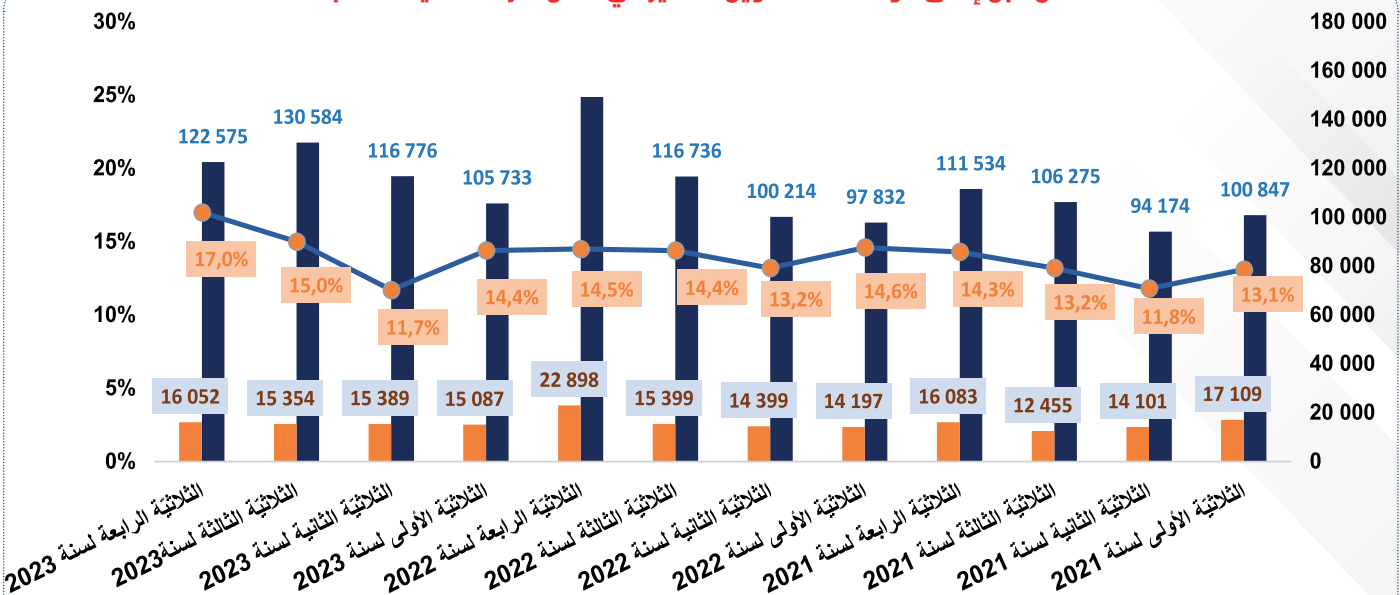
التمويل الصغير خلال سنة 2023، 61 882 مقابل 59 748 و 66 893 حريفاً على التوالي في موفى سنة 2021 وسنة 2022، مسجلاً بذلك معدّل نموّ قدر بـ 1,8 % خلال الفترة (2023-2021).

خلال الثلاثي الرابع من سنة 2023، قدرّت نسبة الأشخاص الذين تحسّلوا على تمويل للمرة الأولى من مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم بـ 13,1 % مقابل 14,6 % خلال نفس الفترة من سنة 2022 وذلك مقارنة بالعدد الجملي للحرفاء الذين تم تمويلهم من قبل نفس هذه المؤسسات.

11.2 معطيات حول الإدماج المالي:

- ✓ بلغ عدد الأشخاص الذين تحسّلوا على أول تمويل في حياتهم عن طريق إحدى مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الثلاثية الأخيرة من سنة 2023، 16 052 شخصا مقابل 15 087 و 15 354 و 15 354 شخصاً على التوالي في كلّ من الثلاثي الأول والثاني والثالث من نفس السنة.
- ✓ بلغ العدد الجملي للحرفاء الذين تمكّنوا من الحصول على أول تمويل في حياتهم عن طريق إحدى مؤسسات

تطور عدد الأشخاص الطبيعيين الذين تمكّنوا خلال كلّ ثلاثيّة من الحصول على أول قرض في حياتهم، منح لهم من قبل إحدى مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم



عدد الأشخاص الطبيعيين المتحصّلين على قروض من مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال كلّ ثلاثيّة

عدد الأشخاص الطبيعيين الذين تمكّنوا من الحصول على أول قرض في حياتهم من قبل إحدى مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

نسبة الأشخاص الطبيعيين الذين تمكّنوا خلال كلّ ثلاثيّة من الحصول على أول قرض في حياتهم، منح لهم من قبل إحدى مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم



12.2 المعطيات الماليّة حول مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:

أ) معطيات حول الموازنة وقائمة النتائج:

- ✓ بلغ مجموع أصول مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم 2 090,7 مليون دينار في موفى سنة 2023، مقابل 1 744,6 مليون دينار في موفى سنة 2022، مسجّلا بذلك نسبة نموّ قدرّت بـ 20 %.
- ✓ كما بلغ مجموع الأموال الذاتية لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم 503 مليون دينار في سنة 2023 مقابل 420 مليون دينار سنة 2022، مسجّلا بذلك نسبة نموّ تقدّر بـ 19,8 %.
- ✓ سجّلت خصوم مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم ارتفاعا قدر بـ 20 % حيث بلغت 1 158,1 مليون دينار في موفى سنة 2023 مقابل 6 324,6 مليون دينار في موفى سنة 2022.
- ✓ بلغ مجموع إيرادات الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات

خفية الاسم، حوالي 484,4 مليون دينار في موفى سنة 2023 مقابل 448,1 مليون دينار خلال سنة 2022.

✓ سجّل مجموع الناتج الصافي لأنشطة التمويل الصغير لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم ارتفاعا من 316 مليون دينار في موفى سنة 2022 إلى 335 مليون دينار في موفى سنة 2023.

✓ بلغت نتيجة الاستغلال لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في موفى شهر ديسمبر 2023 104 مليون دينار مقابل 98 مليون دينار في موفى سنة 2022، وتتكوّن هذه النتيجة أساسا من مجموع نتائج استغلال إيجابية لسّ شركات بقيمة 108 مليون دينار ونتيجة استغلال سلبية لمؤسسة تمويل صغير واحدة.

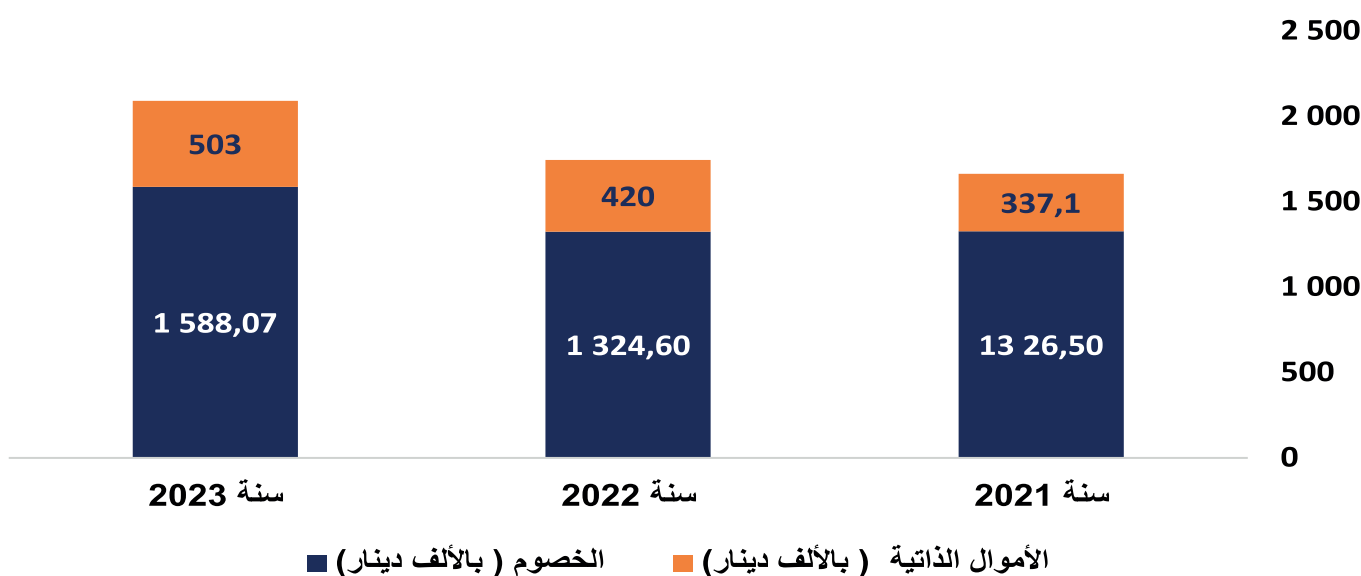
✓ بلغت النتيجة المحاسبية الصافية المجمّعة لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم 81 مليون دينار بتاريخ 31 ديسمبر 2023 مقابل 82,6 مليون دينار سنة 2022 مسجّلة بذلك نسبة تراجع قدرّت بـ 1,94 %.

المعطيات الماليّة المجمّعة لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2023-2021)

(الوحدة: مليون دينار)

نسب النمو		المجموع			المعطيات الماليّة المجمّعة لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
2023 2022	2022 2021	2023	2022	2021	
% 19,84	% 4,87	2 090,73	1 744,6	1 663,6	مجموع الأصول
% 19,89	% -0,14	1 588,07	1 324,6	1 326,5	مجموع الخصوم
% 21,46	% 0,29	1 457,59	1 200,1	1 196,6	إقتراضات وموارد خصوصية
% 123,33	% 1700,00	4,02	1,8	0,1	مساعداات بنكية
% 19,68	% 24,59	503	420,0	337,1	مجموع الأموال الذاتية
% 8,11	% 9,83	484,4	448,1	408,0	مجموع إيرادات الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير
% 13,30	% 0,76	149,7	132,1	131,1	مجموع أعباء الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير
% 5,94	% 14,12	335	316,0	276,9	الناتج الصافي لأنشطة التمويل الصغير
% 6,09	% 26,29	104	98,0	77,6	نتيجة الاستغلال
% -1,62	% 44,91	81	82,6	57,0	نتيجة السنة المحاسبية

التركيبة المالية المجمعة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2023-2021)



2023 نسبة 16,23 % مقابل 21,82 % موفى سنة 2022.

✓ بلغ مؤشر الاكتفاء الذاتي العملياتي في نهاية سنة 2023 نسبة 125,81 % مقابل 126,05 % موفى سنة 2022.

ب) المؤشرات المالية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:

- ✓ سجل مؤشر مردودية الأصول نسبة 4,16 % سنة 2023 مقابل 4,85 % سنة 2022.
- ✓ بلغ مؤشر مردودية الأموال الذاتية في نهاية سنة

المؤشرات المالية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2023-2021)

2023	2022	2021	المؤشرات المالية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
% 16,23	%21,82	%18,09	مردودية الأموال الذاتية (ROE) ⁴
% 4,16	%4,85	%3,45	مردودية الأصول (ROA) ⁵
% 125,81	%126,05	%121,65	الاكتفاء الذاتي العملياتي (ASO) ⁶
% 64,19	%60,06	%57,70	مؤشر الاستغلال ⁷
% 12,26	%12,33	%11,52	نسبة أعباء الاستغلال ⁸
% 27,21	%28,58	%28,84	مردودية محفظة القروض الخام ⁹

⁴ مردودية الأموال الذاتية (ROE): النتيجة المحاسبية الصافية / معدل الأموال الذاتية

⁵ مردودية الأصول (ROA): النتيجة المحاسبية الصافية / معدل الأصول

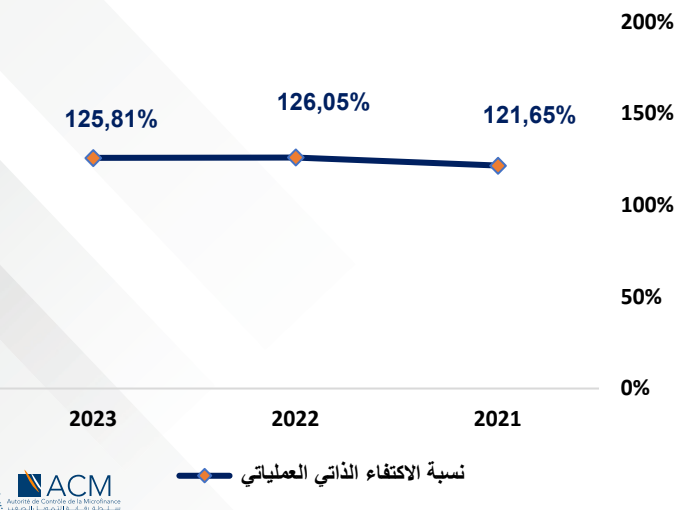
⁶ الاكتفاء الذاتي العملياتي (ASO): إيرادات الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير / (أعباء الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير + مصاريف الأعوان + الأعباء العامة للاستغلال + مخصصات الاستهلاك على الأصول الثابتة)

⁷ مؤشر الاستغلال: (الأعباء العامة للاستغلال + مصاريف الأعوان + مخصصات الاستهلاك على الأصول الثابتة) / الإيرادات الصافية لأنشطة التمويل الصغير

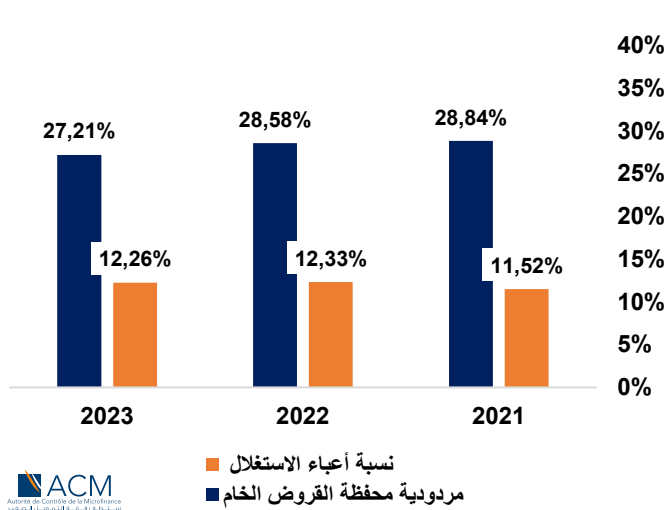
⁸ نسبة أعباء الاستغلال: (الأعباء العامة للاستغلال + مصاريف الأعوان + مخصصات الاستهلاك على الأصول الثابتة) / معدل قائم محفظة التمويلات الصغرى

⁹ مردودية محفظة القروض الخام: (فوائد ومداخيل مماثلة + العمولات) / معدل قائم محفظة التمويلات الصغرى

تطور نسبة الإكتفاء الذاتي العملياتي لمؤسسات التمويل الصغير
في شكل شركات خفية الاسم



تطور مردودية محفظة القروض الخام و نسبة الأعباء الاستغلال
لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم



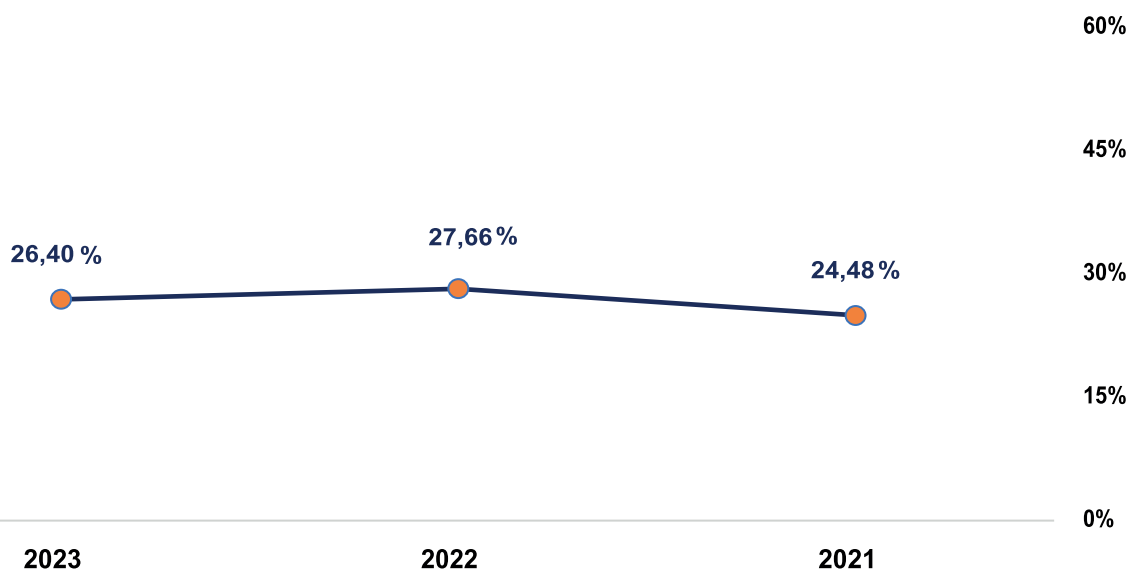
الصغير في شكل شركات خفية الاسم نسبة قدرها
26,4 % في موفى سنة 2023 مقابل 27,66 %
موفى سنة 2022.

ت مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير
في شكل شركات خفية الاسم :
بلغ مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل ✓

مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
خلال الفترة (2023-2021)

2023	2022	2021	مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
%26,40	%27,66	%24,48	مؤشر كفاية رأس المال
515 865	452 272	367 467	الأموال الذاتية الصافية (أ.د.)
1 954 115	1 634 903	1 501 351	الأصول المرجحة وفق حصص المخاطر (أ.د.)

تطور مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم



13.2 مؤشرات غير مالية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:

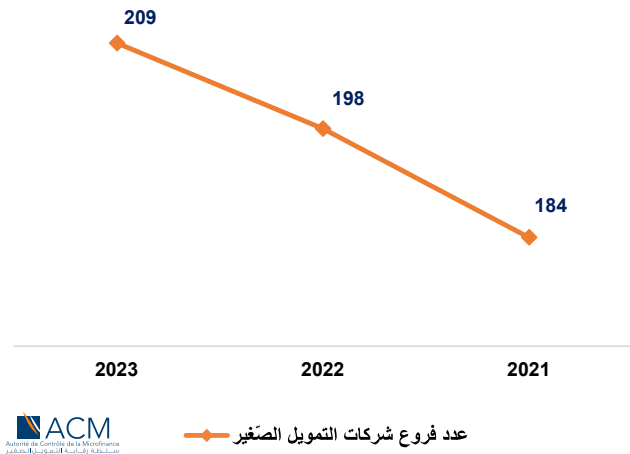
- ✓ في موفى سنة 2023، بلغ عدد فروع شركات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم 218 فرعاً مقابل 209 في موفى السنة الفارطة.
- ✓ تمثل فروع شركة «أندا تمويل» نسبة 50 % من مجموع فروع شركات التمويل الصغير.
- ✓ قدر متوسط عدد الحرفاء النشيطين في كل فرع في موفى سنة 2023 بـ 2 637 حريفاً مقابل 2 555 و 2 519 على التوالي في موفى سنتي 2022 و 2021.

- ✓ سجل العدد الجملي لأعوان شركات التمويل الصغير في سنة واحدة ارتفاعاً قدر بـ 4,8% حيث بلغ 3 810 عونا في موفى سنة 2023 مقابل 3 636 عونا في موفى سنة 2022. ويمثل عدد أعوان شركة «أندا تمويل» 52 % من مجموع عدد أعوان شركات التمويل الصغير.
- ✓ سجل عدد أعوان القروض لشركات التمويل الصغير طيلة الفترة الممتدة بين 2021 و 2023 متوسط نسبة نمو سنوي قدرت بـ 6,5% حيث بلغ في موفى سنة 2023، 2063 عون قروض مقابل 1820 موفى سنة 2021.

مؤشرات غير مالية حول مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2023-2021)

2023	2022	2021	
218	209	198	عدد فروع شركات التمويل الصغير
574 954	533 983	498 745	عدد الحرفاء النشيطين لشركات التمويل الصغير (باعتبار الحرفاء المزدوجين)
2 637	2 555	2 519	متوسط عدد الحرفاء النشيطين في كل فرع
3 810	3 636	3 420	عدد الأعوان الجملي لشركات التمويل الصغير
2 063	1 967	1 820	عدد أعوان القروض لشركات التمويل الصغير

تطور عدد فروع مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم



تطور عدد أعوان مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

